

PAYS DE L'EST: les contestataires combattent-ils pour le socialisme?

p.6

lutte ouvrière

**les
imprimeries
de labeur
face aux
licenciements**

p. 19

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 440 - 5 février 1977 - prix : 3 F

Succès du plan Barre ou passivité des directions ouvrières ?



ESPAGNE:

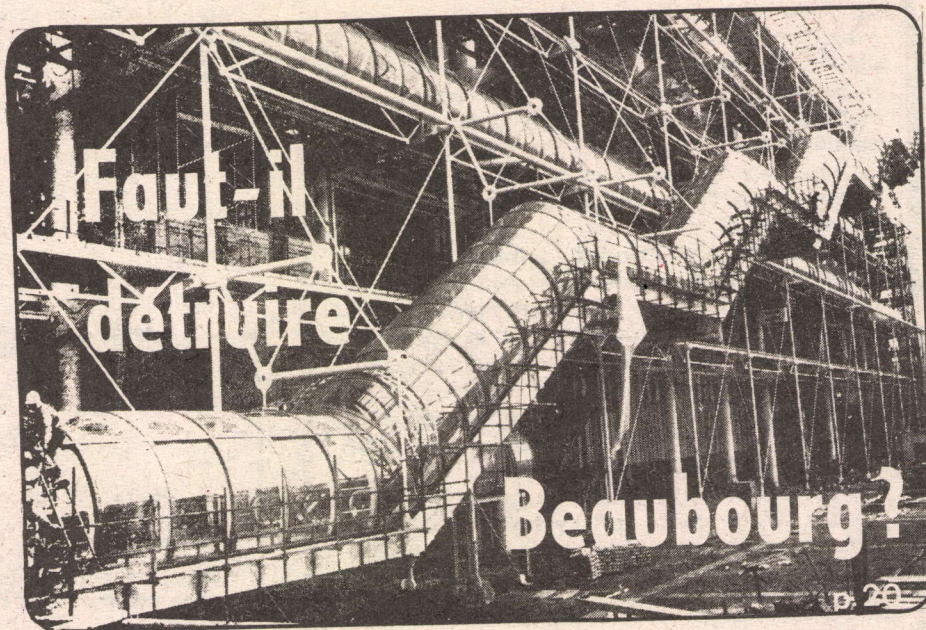
**après les
attentats de
l'extrême-
droite,**

**répression
contre
l'extrême-
gauche.**

p. 24

**Abolir la
peine de mort!**

p.2



p. 26

la condition de l'apprenti

notre dossier
pages 11 à 15

sommaire

dans le monde

Page 5 :

- Etats-Unis : Dans le blizzard, les compagnies productrices de gaz font feu de tout bois.
- Maroc : Solidarité avec les accusés du procès de Casablanca.

Page 6 :

- Pays de l'Est : quelle politique défendent les contestataires ?

Page 7 :

- Afrique du Sud : un peuple qui en opprime un autre...

Page 8 :

- Portugal : après le congrès syndical : une lutte d'appareils en dehors des intérêts ouvriers.
- Italie : le PCI pour l'austérité : l'Humanité approuve.

en France

Page 4 :

- Françoise Claustre est libre, le Tchad reste à libérer.

Page 16 :

- Alsthom-Belfort : les travailleurs réagissent au changement d'horaires.

Page 17 :

- Quand Sacilor pousse les travailleurs vers la porte de sortie.
- Grève aux AGF.
- Accidents du travail.

Page 18 :

- Huré : plus de 500 licenciements.
- Norton : attaque au pouvoir d'achat.

Page 19 :

- Les imprimeries de Labeur face aux licenciements.

extreme-gauche

Pages 9 et 10 :

- Dans l'extrême-gauche et dans sa presse.
- A propos du congrès de la LCR.

dossier

Pages 11 à 15 :

L'APPRENTISSAGE

- Formation ou mise en condition de la jeunesse ouvrière ?
- Des projets généreux aux réalités de l'exploitation.
- Un apprentissage libéré de ses entraves.

culture et loisirs

Page 20 :

- Inauguration de Beaubourg : derrière l'esbroufe, le vide culturel.

Page 21 :

- Livres : Christian Zistoir Kristian ; La vie quotidienne du mineur en 1900 ; Le shérif ; Une grève de la faim, de Martchenko.

Pages 22 et 23 :

- Films : Le prêtre-nom ; L'esprit de la ruche ; Cocorico ! Monsieur Poulet ; Le désert des Tartares ; L'héroïne du Triangle d'or.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'ARMÉE CONTESTÉE

Comités de soldats :

LE GOUVERNEMENT A DU FAIRE DEMI-TOUR

Vingt et une ordonnances de non-lieu ont été prononcées par la Cour de sûreté de l'Etat dans l'affaire des Comités de soldats et d'autres sont attendues.

Ainsi la justice reconnaît, plus d'un an après, qu'elle a poursuivi, interrogé, inculpé, emprisonné même pour quelques mois des dizaines de soldats et civils, militants syndicalistes et antimilitaristes pour avoir participé à une entreprise de démoralisation de l'armée et qu'en fait tout cela ne reposait sur rien, que les dossiers de l'instruction sont vides, ce que n'ont cessé pourtant de clamer les intéressés et leurs avocats. Les juges reconnaissent donc que le fait de publier des articles dans les journaux, confectionner et distribuer des tracts dénonçant la vie militaire et les méfaits de l'armée, n'est jamais que le droit reconnu à tout citoyen d'émettre un avis sur l'armée, comme sur toute autre institution publique. Dont acte. Autant pour

Poniatowski, qui criait à la subversion et à la collusion avec l'étranger.

Il est vrai que Poniatowski poussait de hauts cris autant pour tenter de faire stopper si possible l'agitation dans l'armée que vis-à-vis de la gauche et notamment du PC, qui pourtant n'y était pour rien. Et sur ce point au moins, le gouvernement marqua un point, puisqu'il obtint du PC un désaveu des Comités de soldats. Le PC, plus patriote que jamais, en candidat responsable au gouvernement, se lança même, au-delà de tout ce que Poniatowski pouvait espérer, dans des discours sur la nécessité de l'armée et du service militaire dans des diatribes contre les antimilitaristes, avant de reprendre à son compte quelques-unes des revendications syndicales des soldats.

Mais Poniatowski réussit moins bien dans sa tentative d'intimider les

soldats eux-mêmes. L'agitation déclenchée dans les casernes par l'apparition des Comités de soldats n'a pas disparu ; les menaces ne parvinrent pas à empêcher que se répandent au sein du contingent une série de revendications de toutes sortes, pour une meilleure solde et davantage de permissions, la fin des brimades et des exercices stupides et dangereux.

Le gouvernement a dû reculer sur bien des points, notamment en augmentant la solde et en aménageant le régime des permissions. Des Comités de soldats continuent d'exister et de se manifester, principalement dans les unités stationnées en Allemagne mais les mesures répressives, les intimidations continuent aussi, plus discrètement voilà tout. Et c'est un scandale qui doit cesser. Libération immédiate de tous les soldats emprisonnés !

Cécile BERNIER

AVOIR VINGT ANS DANS LES CASERNES



● Des informations sont parvenues à notre courrier, nous annonçant notamment qu'un nouveau comité vient de naître à Mézières qui se définit ainsi :

« On en a ras-le-bol du kaki, de son arbitraire qui fait de nous des moutons (tondus) ; parce qu'on en a ras-le-bol de fermer notre gueule et de dire toujours Amen aux gradés. (...) »

Ici non seulement on n'a pas le droit de prendre notre compte, mais on nous le règle à coup de jours de trou, de corvées et autres punitions, on nous ôte la possibilité de gagner notre vie décemment pendant un an ; 210 F par mois, dans certains cas, ça ne suffit même pas à payer le transport jusqu'à notre domicile. (...) »

Pour nous, Comités de soldats de Mézières, il nous faut conquérir des droits qui sont élémentaires dans le civil... »

L'armée continue de sévir et réprimer dans l'ombre. Une trentaine

de soldats ont été arrêtés et emprisonnés en France et en Allemagne et sont emprisonnés depuis plusieurs semaines, sans jugement et sans possibilité de défense.

Après Lure, Neustadt, Karlsruhe, Melun, Le Bourget, Landau, etc., maintenant c'est à Tübingen et à Reutlingen que cinq soldats ont été arrêtés.

Le Comité de soldats du 24^e RIMA à Perpignan dénonce lui aussi de nouvelles mesures répressives :

« Il n'en reste pas moins qu'à ce jour, mercredi 26, plusieurs soldats sont aux arrêts et qu'on est sans nouvelles de plusieurs autres. Il s'agit du caporal Henri Juin, postier originaire de Paris, du soldat Bach, ingénieur des Arts et Métiers originaire du Lot, tous deux de la 2^e compagnie de commandos.

D'autres sont inquiétés, interrogés de longues heures durant par un renfort de la Sécurité Militaire accouru à Montpellier. »

MOISIR DERRIERE LES BARREAUX

● Un appelé du 24^e GC, Patrick Lecadre, qui a déserté au mois d'août, a été envoyé à Landau pour comparaître devant le Tribunal permanent des forces armées (TPFA). Nous ne l'avons pas revu depuis. Connaissant la dureté de cette juridiction d'exception, il est à craindre que Patrick moisisse quelque temps dans la forteresse de Landau. Si Patrick a déserté, c'est qu'il n'avait pas pu rentrer chez lui depuis longtemps et qu'il en avait besoin. Mais l'armée se fout pas mal des problèmes des appelés, surtout de leurs problèmes affectifs et sentimentaux. C'est l'armée qui l'a poussé à bout, en l'incorporant loin de chez lui et en ne le laissant rentrer que rarement.

Incorporation proche du domicile !

Deux 72 heures par mois !

(Extrait de G.V. m'fâcher, Comité de soldats de Tübingen.)



Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1)

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F
pour une période de six mois : prix 50 F

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F
(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

CI-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à LUTTE OUVRIERE, BP 233 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Succès du plan Barre ou passivité des directions ouvrières ?

Ils n'ont pas la moindre pudeur, ces gens qui nous gouvernent.

Pas la moindre pudeur, Giscard, lorsqu'il ose affirmer, comme il l'a fait lors des « Dossiers de l'écran » à la télévision, face à une jeune chômeuse de 18 ans, que le chômage n'est qu'un problème de formation. Pas la moindre pudeur encore lorsque, face à une aide-soignante qui lui dit sa misère, qu'elle partage avec 5 millions de travailleurs qui gagnent moins de 2.000 F, il ose affirmer que le pouvoir d'achat ne cesse de s'améliorer et que, de toute façon, il y a pire en Inde où l'on meurt de faim...

Pas la moindre pudeur, Barre, qui prend le relais le lendemain pour vanter le succès de son plan, en affirmant que l'inflation est en baisse et que la situation économique s'améliore.

Tous ces gens savent parfaitement qu'il y a un million et demi de chômeurs dans le pays. Ils savent parfaitement que les hausses de prix se poursuivent, malgré tous les artifices utilisés pour diminuer l'effet de ces hausses sur les indices.

Ils savent que la situation économique ne s'améliore pas. Ils savent même qu'ils ne sont maîtres ni de l'inflation, ni de la situation économique, car ils n'ont aucune prise sur l'anarchie de leur système économique.

Ils savent tout cela, mais ils mentent consciemment. Ils sont payés pour cela. C'est leur rôle d'hommes politiques de la bourgeoisie.

Le plan Barre est incapable d'améliorer la situation économique. Et de toute façon, il n'est pas fait pour cela. Il est fait pour aider les capitalistes à résoudre les problèmes que leur pose cette situation économique, au détriment de la classe ouvrière et, plus généralement, au détriment de toutes les couches travailleuses. Le succès dont se vante Barre, en évoquant le bilan de quatre mois d'application de son plan, signifie une aggravation des conditions de la classe ouvrière.

Mais si les hommes politiques de la bourgeoisie peuvent se livrer à ces palinodies, s'ils peuvent se vanter ouvertement du mal qu'ils font aux travailleurs pour aider le Capital, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont cyniques. C'est parce que nous les laissons faire.

Barre est allé jusqu'à affirmer le plus tranquil-

lement du monde qu'il ne pense pas que des mouvements sociaux prennent une ampleur telle qu'ils puissent gêner son plan. Il ne parle pas en l'air. Il tire seulement, avec insolence, le bilan de ce que les grandes organisations ouvrières ont jusqu'à présent opposé au plan Barre.

Ce bilan est dérisoire. Depuis quatre mois, les confédérations syndicales n'ont rien opposé de sérieux à l'offensive gouvernementale et patronale. Non pas parce que les travailleurs n'en avaient pas la capacité, mais parce que leurs organisations n'en avaient pas la volonté.

La journée nationale du 7 octobre avait été sans lendemain, malgré la réponse massive des travailleurs à l'appel des syndicats. Et les deux semaines d'action qui viennent d'avoir lieu, et que l'Humanité s'efforce de présenter comme une riposte massive, semblent dans l'indifférence, tant les syndicats ont fractionné, dispersé le mouvement.

C'est cette absence de riposte qui donne à Barre son assurance.

C'est encore, et de façon plus générale, cette absence de la classe ouvrière de la scène politique qui fait que la droite peut se payer le luxe de s'emparer sur la place publique pour le partage des postes et des sinécures qu'elle attend des prochaines échéances électorales.

Et pourtant, la classe ouvrière a les moyens d'arrêter l'offensive patronale. Elle a les moyens d'imposer la sauvegarde de ses conditions d'existence face au plan d'austérité. Elle a les moyens, par la même occasion, de faire rentrer dans la gorge des politiciens de la bourgeoisie leur cynisme, leur morgue et leur insolence.

Pas en acceptant le défaitisme des directions syndicales qui affirment ouvertement qu'elles ne sont pas partisans de luttes d'ensemble. Pas en se laissant bercer par les promesses électorales de la gauche réformiste. Mais en refusant l'un et l'autre. En imposant un plan de lutte contre les licenciements, contre la dégradation du pouvoir d'achat, en s'engageant dans la lutte qui, seule, peut renverser l'actuel rapport de forces et donner l'initiative à la classe ouvrière.

Arlette LAGUILLER

ABOLIR LA PEINE DE MORT !

Les jurés de Douai ont décidé d'envoyer Jérôme Carrein à la guillotine. Encore une fois, la peine barbare vient d'être prononcée. Encore une fois, des hommes ont décidé, froidement et consciemment, avec toute la préméditation dont ils sont capables, la mort d'un de leurs semblables.

Les partisans de la peine de mort se réjouissent que les jurés de Douai n'aient pas suivi l'exemple de ceux de Troyes et d'Aix-en-Provence. Car chaque refus de prononcer le verdict de mort ouvre une brèche dans cette institution infâme par laquelle la société se venge, dans le sang, d'un crime par un crime plus odieux encore, puisqu'il est délibéré.

Mais il n'ouvre qu'une brèche. Il ne peut abattre l'institution elle-même, qui est toujours là et bien là. Alors qu'elle a été abolie dans la plupart des pays d'Europe. Alors que

tous s'accordent à reconnaître que la suppression de la peine de mort ne fait pas augmenter la criminalité. Alors qu'en France même, non seulement la gauche est partisan de sa suppression, mais nombre de personnalités de droite, y compris des avocats généraux, des juges, des députés, des ministres et Giscard lui-même sont convaincus de son inutilité et même de son aberration, et trouvent au fond d'eux-mêmes quelque peu honteux et déshonorant qu'en France on ne se soit pas encore débarrassé de ce stigmate de la barbarie.

Mais ces gens-là n'ont pas le courage de le dire publiquement. Ils préfèrent flatter les préjugés et les instincts sanguinaires. Ils préfèrent faire de la démagogie pour conserver leur place. Ils ont l'hypocrisie de se décharger de leurs responsabilités

sur les avocats, les juges d'instruction et surtout les jurés. Et parmi ces derniers certains, ceux de Troyes et d'Aix, ont effectivement montré qu'ils avaient autrement plus de dignité et de courage moral que ceux qui nous gouvernent. Certains ne le leur pardonnent d'ailleurs pas. D'autant plus que réclamer des têtes, ça paye électoralement pour ces messieurs. Et Jean Foyer, toujours zélé quand il s'agit de faire étalage de ses vertus réactionnaires, n'a pas perdu l'occasion de se manifester après le verdict de Troyes, en reprochant à Mlle Gérard, juge d'instruction, trop de complaisance envers Patrick Henry et en réclamant avec mesquinerie des sanctions contre elle.

A Aix comme à Troyes, des hommes et des femmes ont osé aller à contresens de l'opinion publique. Ils ont résisté aux pressions multiples

qui les incitaient à la haine et à la vengeance.

Il n'en a pas été de même à Douai. Il ne pourra en être de même à chaque procès. Et le hasard décidera en fin de compte de la mort d'un homme. Car enfin, le crime de Jérôme Carrein, s'il n'est pas moins odieux que celui de Patrick Henry, ne l'est pas plus. Mais lui, qu'on nous a présenté comme alcoolique et presque débile, aura la tête tranchée.

Et c'est bien en cela que l'attitude de nos gouvernants est odieuse. Ils sont trop lâches pour abolir la peine de mort une fois pour toutes et ils laissent à chaque jury, à chaque fois, la charge de faire non seulement le procès de l'homme qu'il a devant lui, mais aussi celui de la peine de mort, qu'ils ont bien trop peur de faire eux-mêmes.

Dominique CHABLIS

Françoise Claustre est libre, le Tchad reste à libérer



Conférence de presse de Pierre et Françoise Claustre après leur libération.

(UPI)

Les époux Claustre ont été libérés. Tant mieux pour eux.

Pourtant la rocambolesque affaire des époux Claustre ne concerne pas que des protagonistes dénués de toute innocence. Au Tchad où l'armée française était intervenue pour maintenir en place la dictature d'un Tombalbaye sérieusement menacé par la révolte des populations, Pierre Claustre, fonctionnaire de l'Etat français, était chargé de mystérieuses missions. Et Françoise Claustre, sa femme, ne pouvait ni l'ignorer, ni même ignorer

— en admettant qu'elle n'était au Tchad que pour exercer sa profession d'ethnologue — qu'elle venait dans un pays où l'impérialisme français intervenait par les armes contre la population.

Si cela ne nous empêche pas de nous réjouir quand même de sa libération, c'est parce que le maintien de son incarcération ne rapportait rien au peuple tchadien lui-même.

Mais nous n'ignorons pas pour autant dans cette affaire qu'on a cherché à émouvoir l'opinion publique en ne montrant que la partie qui permettait de faire appel à ses bons

sentiments et en cachant soigneusement le reste.

Etrange rapt que celui de Madame Claustre en compagnie du Dr Staewens — ressortissant allemand libéré presque aussitôt contre de l'argent de son gouvernement — et de Marc Combe, autre fonctionnaire français, qui aura lui la bonne idée « de partir en captivité avec un radio émetteur qui lui permettra miraculeusement », selon ses propres termes, de rester en contact radio avec Pierre Claustre. Etranges encore ces allées et venues de Pierre Claus-

tre pendant la captivité de son épouse, avec de l'argent ou avec des chargements d'armes qui ne pouvaient être acheminés sans la bienveillance des autorités françaises.

Nous ne savons pas, et nous ne saurons peut-être véritablement jamais, de quels marchandages sordides Françoise Claustre et son mari, ou les deux à la fois, ont pu être acteurs ou victimes. Nous savons seulement qu'un Etat impérialiste peut être aussi peu reconnaissant pour ses mercenaires qu'il peut être impitoyable pour ceux qu'il opprime.

Et si l'affaire est maintenant

terminée pour les époux Claustre, au mieux de leurs intérêts, cela ne peut nous faire oublier que le sort du peuple tchadien est lui toujours soumis au bon vouloir de l'impérialisme français. La misère et l'oppression se maintiennent dans ce pays africain grâce à une intervention qui, si elle n'est plus directement militaire, n'en est pas moins réelle pour autant. La liberté de Françoise Claustre ne nous fait pas oublier le manque de liberté de près de trois millions de Tchadiens.

Louis GUILBERT.

La justice du veau d'or

Les deux principaux accusés de l'affaire de la prise d'otages de l'avenue de Breteuil viennent d'être condamnés à la prison à perpétuité. La peine est lourde, terriblement lourde, et l'on se demande malgré tout

pourquoi l'avocat général Cailaud a requis une peine aussi forte, en précisant, en plus, que : « Si je ne requiers pas la peine de mort... c'est qu'il n'y aura pas eu de morts dans cette affaire ».

Cette sévérité est-elle liée au fait qu'il s'agit d'une prise d'otages (qui, dans ce cas s'était relativement bien terminée pour les sept otages) ? Ou plutôt, au fait que l'importante rançon des cinq millions de francs encaissée par les gangsters n'a pas été retrouvée. Car c'est bien autour de cet argent non retrouvé que tous les débats du procès ont tourné.

Petits gangsters sans envergure, incapables et butés, paraît-il, d'après tout le monde (avocat général, partie civile, et à leur suite la grande presse...), mais suffisamment butés pour nier depuis le début leur participation

au hold-up du CIC et pour empêcher de cette façon que l'on ne retrouve l'argent... Et c'est bien cela qui ne leur a pas été pardonné; l'avocat général en a même fait un argument de sa plaidoirie car :

« Il serait « indécent » que les

accusés puissent un jour profiter des cinq millions de rançon que l'on n'a jamais retrouvés ».

Voilà, sans fard, sans la moindre pudeur, la raison de cette terrible condamnation à perpétuité. Il est « indécent » de vivre avec de l'argent, tant d'argent,

volé au CIC. Car, dans notre société, s'il y a une indécence qui ne pardonne pas, c'est bien celle de s'attaquer à la propriété privée. Les banquiers peuvent dormir sur leur tas d'or, la justice et la police veillent !

I.B.

VICTIME DU CHOMAGE

Il avait perdu son poste depuis plusieurs mois : sans travail, à 56 ans, avec une famille à nourrir et deux enfants à élever, il n'a pu supporter sa misère.

Pensez donc, avoir été ambassadeur au Vatican, avoir fréquenté les grands de ce monde, de Michel Debré au Pape, avoir eu une maison de quinze domestiques à Rome, et pour finir végéter dans un appartement du 16^e arrondissement avec seulement 1,3 millions d'anciens francs par mois, quelle disgrâce, et quelle déchéance ! Dire qu'il devait aller lui-même acheter son pain tous les jours.

Cet homme si raffiné, aux dires des commentateurs, ne l'a pas supporté. Plutôt la mort... pour le reste de sa famille. Quant à lui, incapable de se tuer, après avoir hésité devant la Seine, il finit par se livrer à la police.

Une « victime du chômage » en quelque sorte, pour reprendre les explications de France Soir, à moins qu'à force de fréquenter le Vatican, il n'ait fini par être possédé par le malin ? « Les voies du Seigneur sont impénétrables ! ».

L'esprit des lois

Dans un rapport au premier président de la cour d'appel, Mlle Joly, juge d'instance à Douai, est menacée de révocation sous l'accusation de ne pas rendre certains jugements « dans l'esprit traditionnel de la justice ».

Si l'on en croit ce rapport dé-

noncé par le Syndicat de la Magistrature lors d'une conférence de presse à Lille, le fameux « esprit traditionnel de la justice », c'est de condamner une mineure de quatorze ans qui a volé 8,50 F dans un magasin et c'est de refuser tout délai dans le cas de loyers non payés

ou d'expulsions, toutes choses que Mlle Joly a refusé de faire.

Nous ne savons pas quelle sera l'issue des poursuites disciplinaires engagées contre ce juge d'instance de Douai, mais dès à présent le révoltant « esprit traditionnel de la loi » vient d'être réaffirmé sans fard.

A Paris, le PS au PC : ôte-toi de là que je m'y mette

La constitution des listes municipales communes crée une certaine tension dans les relations entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Il faut dire que la perspective d'obtenir des postes de maire ou de conseillers municipaux rend la lutte âpre... et sans principes !

C'est d'ailleurs pour éviter de voir les notables du PS loucher un peu trop sur certaines ententes locales plus rentables avec les notables centristes ou même de la majorité, que le PCF tenait tant à avoir un accord électoral avec le PS.

L'accord sur les municipales se fera donc sur la base des derniers résultats électoraux...

Mais lesquels ? Ceux des dernières élections législatives, comme le voudrait le PCF, parce qu'ils lui sont plutôt favorables, ou les résultats des élections partielles qui ont permis de juger de la poussée électorale du PS ?

Là réside la pomme de discorde et c'est selon que cela arrange ou pas le PS.

Aussi ce dernier réclame d'avoir les têtes de liste dans les 11^e et 18^e arrondissements, alors que le PCF est majoritaire sur les cinq secteurs de Paris favorables à la gauche.

Mais après tout, l'argument du PS se tient, ce dernier mettant en avant le fait que seules des listes conduites par des personnalités du PS ont une chance. Le problème étant particulièrement important dans le cadre des élections municipales de Paris où la lutte que se livre la majorité a d'une part politisé les élections et d'autre part pourrait donner plus de possibilités à la gauche.

Le Parti Communiste ne peut pas et ne veut pas bien sûr accepter les exigences exorbitantes du PS. Mais du point de vue où



Fiszbin-Estier : un face à face difficile.

(NORMA)

il se place, c'est-à-dire le terrain strictement électoral, il est en mauvaise posture puisque jusqu'à présent c'est le PS qui bé-

néficie le plus de l'unité de la gauche, au point d'en devenir la « locomotive » électorale.

I.B.

États-Unis

Dans le blizzard : les compagnies productrices de gaz font feu de tout bois

■ Dans le nord des États-Unis, au plus fort du blizzard, on a enregistré des températures de moins trente degrés et cette vague de froid exceptionnelle a déjà provoqué la mort de plusieurs dizaines de personnes. La neige tombée jusqu'en Floride a gravement compromis des récoltes. Le gel intempestif occasionnera inévitablement des dépenses non prévues dans le budget des États qui s'empressent de demander, en tant que zones sinistrées, l'aide fédérale.

Mais les difficultés d'approvisionnement en gaz qui entraîneront des fermetures d'usines par milliers et des difficultés de chauffage tant pour les lieux publics que pour les appartements, ne sont pas seulement dues aux effets du froid rigoureux. En fait, les compagnies productrices de gaz organisent une pseudo-pénurie dans le but d'obtenir une augmentation de leur prix de vente. D'après la réglementation actuelle, les compagnies sont obligées

de vendre leur gaz à un tarif fédéral en dehors de l'État où il est produit, et ce tarif est beaucoup plus bas que celui pratiqué dans l'État d'origine. Et depuis des mois, elles essaient d'obtenir un déblocage des prix fédéraux.

Les difficultés réelles qui seront supportées par les plus pauvres, comme les travailleurs saisonniers de Floride privés d'emploi ou comme les centaines de milliers de travailleurs mis au chômage technique, sont encore accrues par la rapacité des compagnies productrices de gaz.

Le nouveau président, quant à lui, s'est déclaré prêt à libérer le prix du gaz pour éviter, dit-il, les conséquences d'une pénurie locale. Son discours sur la prétendue nécessité de mettre un terme aux dépenses effrénées que feraient les Américains en matière d'énergie ne peut dissimuler sa complicité active dans le racket de la population qui vient s'ajouter aux épreuves du froid.

Stéphane LAROCHE.



Scène de rue à Buffalo atteint par la vague de froid. Les compagnies de gaz n'ont pas laissé passer une si belle occasion pour faire valoir leurs intérêts... au détriment de la collectivité.

Maroc

Solidarité avec les accusés du procès de Casablanca

A l'heure où nous écrivons, le procureur du Roi a requis des peines considérables : détention à perpétuité pour 65 inculpés — dont 39 sont en fuite —, trente ans de prison pour 44 autres accusés et cela pour les peines les plus lourdes.

Le procureur a enfin demandé au tribunal « de ne pas faillir à son devoir et de châtier exemplairement ceux qui, par leurs actes, se sont eux-mêmes exclus de la société », et c'est pour éviter cela que le samedi 29 janvier, les comités de lutte contre la répression au Maroc ont tenu un meeting où les orateurs ont dénoncé le scandale que représente ce procès et les conditions dans lesquelles il se déroule.

Les 137 inculpés présents au

procès sont en détention depuis plusieurs mois (15 pour certains) et tous ont été systématiquement torturés par la police judiciaire d'intervention, la police politique d'Hassan II : bastonnades au nerf, de bœuf, brûlures de cigarettes, suspension par les genoux pendant des heures, électricité, étouffement par l'eau, etc. A tel point que l'un de leurs camarades, Abdellatif Zeroual, qui aurait dû figurer au nombre des accusés, est mort sous la torture le 14 novembre 1974.

Les dossiers de l'accusation sont pour ainsi dire vides. Les principales pièces à conviction sont des ronéos, des machines à écrire, des brochures et des tracts. Car ce qui est reproché aux accusés, ce sont leurs idées :

tous sont militants ou sympathisants d'organisations marxistes-léninistes clandestines, en particulier d'Illal Amam, et le plus grand crime qu'ils ont commis aux yeux d'Hassan II, c'est d'avoir rompu l'harmonie du concert patriotique qui accompagnait la « marche verte », en prenant position en faveur du peuple Sahraoui.

Ce procès de Casablanca n'est que la partie visible des exactions perpétrées quotidiennement par les sbires de Hassan II contre toute opposition à sa dictature sanglante qui est l'héritière directe et la continuatrice du colonialisme français avec lequel elle continue à collaborer étroitement.

François ROULEAU

RAPPORTS ISRAËL-SYRIE

Sainte alliance et hypocrisie

L'armée syrienne qui opère sous le nom de force de dissuasion occupe au sud du Liban une position située à quinze kilomètres de la frontière israélienne. Elle peut, et c'est d'ailleurs son objectif, contrôler et désarmer les forces palestiniennes qui y sont installées depuis des années et celles qui les ont rejointes après l'occupation de Beyrouth par les Syriens.

Certes le gouvernement israélien n'apprécie guère la présence à proximité de ses frontières de ceux qu'il appelait ses ennemis les plus acharnés. Mais il est clair que l'État israélien se réjouit de voir l'armée syrienne désarmer les Palestiniens du sud-Liban. Comme il n'a pu que se réjouir que, en même temps qu'elle exterminait la gauche libanaise, elle désarmait la Résistance

palestinienne sur l'ensemble du territoire libanais. Sur ce plan, une profonde solidarité unit tous les États de cette région du Moyen-Orient, que ce soit la Jordanie de Hussein, la Syrie de Assad ou l'État d'Israël.

Cette solidarité profonde rend d'autant plus odieux le chauvinisme nationaliste que chacun de ces États entretient et excite à l'intérieur de ses frontières pour mieux dresser les différents peuples les uns contre les autres. Et contre la solidarité réactionnaire des États qui les dominent, le seul intérêt des classes exploitées du Moyen-Orient est de les détruire et de les remplacer par les États-Unis socialistes du Moyen-Orient.

André ROUSSEL

RFA

Les interdictions professionnelles ont cinq ans

Il y a cinq ans, le 28 janvier 1972, les présidents des Länder allemands signaient, sous l'égide du chancelier social-démocrate Willy Brandt « l'ordonnance sur les extrémistes ». En fait d'extrémisme, cette ordonnance permet d'interdire l'entrée dans la fonction publique aux militants de la gauche et de l'extrême-gauche, sous prétexte qu'ils mettraient en danger la constitution fédérale et l'ordre établi. C'est ce qu'on a appelé, par la suite, les interdictions professionnelles (les « berufsverbote »).

Selon le comité ouest-allemand pour la suppression des interdictions professionnelles, cette or-

donnance a donné lieu, en cinq ans, à 800 000 enquêtes. 3 000 candidats fonctionnaires ont ainsi été sanctionnés. Pour donner une idée de ce que cela peut donner, il suffit de prendre un exemple parmi bien d'autres : un conducteur de locomotive s'est vu interdire d'exercer sa profession pour seul motif d'appartenance au Parti Communiste.

Toutes ces pratiques se déroulent dans l'Allemagne gouvernée par des « socialistes », des Brandt ou des Schmidt, amis politiques des Mitterrand et consorts.

Ce qui prouve que nous, travailleurs, ne devons pas plus

faire confiance à la gauche qu'à la droite pour garantir nos libertés. Le passé où des socialistes comme Jules Moch ou Guy Mollet étaient au gouvernement nous l'a également amplement démontré. Que le Parti Communiste nous invite aujourd'hui à aider les Socialistes à accéder au gouvernement, alors qu'il a lui-même souvent par le passé été la victime de leurs pratiques, ne prouve pas qu'ils aient changé. Cela prouve simplement que le Parti Communiste Français a la mémoire courte du moment qu'il espère un strapontin au gouvernement.

Jacques FONTENOY

" Ah les phallos " ...

Monsieur le Pape et ses experts ont longuement discuté du sexe... des ministres du culte.

Un texte signé Vatican explique aux fidèles pourquoi finalement les femmes ne peuvent être admises au « sacerdoce ministériel » :

« ...Le prêtre n'agit pas en personne propre. Il tient la place du Christ... »

Le signe aurait-il la ressemblance naturelle avec ce qu'il signifie si le rôle du Christ était tenu par une femme ? Car le Christ fut et demeure un homme...

Les plus grands dans le royaume des cieux, ce ne sont pas les ministres mais les saints ».

C.Q.F.D. Femmes, mes Sœurs ! Il nous reste donc quelques places de saintes à pourvoir, pour les places de ministres, ça va comme ça !

Mais tout espoir ne serait pas perdu, paraît-il. Rome ayant laissé la question ouverte, des femmes pourront peut-être devenir un jour « diaconesses » c'est-à-dire diacres au féminin, ce que le Larousse définit par « qui a reçu l'ordre immédiatement inférieur à la prêtrise ».

Décidément, il n'y a rien de tel que les bavardages de « notre sainte mère l'église », pour rendre une femme infidèle.

L.G.

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST



L'oppression nationale et l'absence de libertés — symbolisées par la présence de chars russes, comme à Prague — ne pèsent pas seulement sur la classe ouvrière. Lutter contre l'oppression nationale ne signifie pas en elle-même que l'on se place sur le terrain du prolétariat.

Quelle politique défendent les contestataires ?

La contestation dans les pays de l'Est est maintenant un fait permanent. Cette contestation touche la quasi-totalité des pays du glacis soviétique (Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne), qui refusent tous les droits démocratiques élémentaires, comme le droit de réunion et d'organisation, la liberté de la presse, bien sûr, mais aussi la simple liberté d'écrire un roman ou une chanson, sans parler des libertés politiques.

Alors, il est plus que légitime d'être opposant dans ces conditions. Et ceux qui ont le courage d'élever la voix dans les pays de l'Est, en risquant la prison, doivent recevoir le soutien des révolutionnaires dans leur combat.

Mais ces contestataires, du moins ceux qui sont connus devant l'opinion publique internationale, ne se placent pas sur le terrain du prolétariat et de la révolution socialiste. C'est évident pour certains d'entre eux, qui se tournent ouvertement vers l'Ouest et militent pour un régime à l'image de celui des démocraties bourgeoises occidentales. Mais c'est également vrai de ceux qui disent se placer sur le terrain du socialisme.

L'exemple de Jacek Kuron est bien significatif à cet égard, puisqu'il se situe parmi les plus radicaux des contestataires polonais. C'est lui qui signait en 1965, avec Modzewski, une Lettre ouverte au par-

ti qui lui valut même le label de trotskyste de la part du Secrétariat Unifié.

Aujourd'hui, c'est lui qui a été à l'initiative de la création du Comité de défense des travailleurs polonais dont il est président et qui assure la défense des ouvriers de Radom et d'Ursus victimes de la répression. Mais dans l'interview qu'il a accordée au Monde, il manifeste lui aussi une méfiance congénitale vis-à-vis de la classe ouvrière, et en particulier de ses formes propres d'organisation. Selon lui, l'inutilité et même la nocivité des comités de grève, telle est « la leçon amère » que les travailleurs polonais ont tiré des grèves de Gdansk et de Szczecin de 1970.

Dans un pays où la classe ouvrière est puissante, où elle s'est battue à maintes reprises ces dernières années pour défendre ses intérêts propres, où elle a d'importantes traditions de lutte, Kuron n'a rien à lui dire, rien à lui proposer si ce n'est de faire confiance aux intellectuels contestataires pour mener à bien la démocratisation du pays.

Mais s'il se refuse à faire appel à la classe ouvrière, il sait par contre s'adresser et dialoguer avec les bureaucrates. Et c'est à eux qu'il fait appel pour « s'engager dans une politique de réforme à petits pas ».

Ainsi Kuron et ses amis se placent sur le terrain de conseillers des autorités, à qui il

reproche de n'être « pas toujours habiles ». Et puisqu'il se place sur ce terrain, le voilà amené à expliquer comment il serait possible d'augmenter en douceur avec le consensus national, les prix pour sortir de la crise !

Encore faut-il rappeler que Kuron représente un courant radical parmi les contestataires connus. Il s'intéresse au sort de la classe ouvrière de son pays. Mais ce n'est pas au nom de cette classe ouvrière et dans la perspective de la révolution prolétarienne internationale qu'il mène son combat. Aussi, tout au plus, représente-t-il l'aile radicale de ceux qui, sous le drapeau du nationalisme, luttent pour que les appareils d'Etat nationaux des pays du glacis soient un peu plus indépendants de Moscou et que leurs régimes soient plus libéraux.

Son combat se situe donc fondamentalement dans une perspective bourgeoise nationaliste.

Aussi, si nous sommes solidaires de tous les contestataires face à la répression dont ils sont victimes, c'est en affirmant que dans les pays de l'Est, comme partout, le prolétariat doit se donner une organisation révolutionnaire de classe. A défaut d'une telle organisation, sa combativité est condamnée à l'inefficacité ou, tout au plus, servirait seulement aux fins des forces bourgeoises nationales.

Paul SOREL.

Pologne

Le gouvernement et les intellectuels catholiques

Le gouvernement polonais vient de retirer la gestion de l'entreprise « Libella » au Club des intellectuels catholiques (KIK) pour la donner à une organisation rivale jugée plus docile envers le régime. L'activité essentielle de cette entreprise était la publication d'une revue, *Wież*, qui passe pour libérale. En retirant donc la gestion de « Libella » des mains des intellectuels catholiques du KIK, le gouvernement vise à leur retirer leurs moyens d'expression.

Cette mesure est peut-être simplement une péripétie de plus dans l'histoire des tortueuses relations entre l'Eglise polonaise et le régime en place.

De tous les pays de l'Est, c'est en Pologne que l'Eglise est la plus puissante. Bon gré mal gré, le régime a toujours composé avec elle. Et l'Eglise de son côté compose avec le régime, tout en cons-

tituant, de par sa puissance, une sorte d'opposition officieuse. Mais cette collaboration n'a jamais été sans heurts. Aux démêlés traditionnels du régime polonais avec l'Eglise s'ajoutent cependant, dans la situation actuelle, les démêlés du régime avec ses intellectuels. De par sa position privilégiée, l'Eglise constitue un pôle capable de cristalliser les oppositions de toute sorte. Dans ce pays où l'on est si facilement emprisonné pour ses idées, il est finalement plus commode d'être oppositionnel catholique qu'oppositional tout court. Car cela donne au moins un semblant de légalité.

Les libéraux catholiques sont peut-être simplement victimes de ce que, dans la situation actuelle, le régime n'est pas disposé à accepter la contestation, même si elle prétend s'abriter derrière la protection de l'Eglise.

P.M.

Gierek contraint de reculer

Voilà la troisième fois que la Cour suprême de Pologne décide de réduire les peines de prison d'un certain nombre d'ouvriers condamnés l'été dernier à la suite des grèves et manifestations de Radom et d'Ursus dans la banlieue de Varsovie, en juin dernier. Les ouvriers grévistes qui avaient été condamnés alors de 4 à 10 ans de prison voient leurs peines réduites maintenant de 2 à 6 ans.

Car dans ce pays prétendument socialiste, des travailleurs peuvent être condamnés à dix ans de prison pour avoir participé à des manifestations contre la hausse des prix.

Et ce n'est pas prise d'un remord tardif que la Cour a réduit finalement les peines de prison. C'est que, depuis juin dernier, les travailleurs n'ont pas désarmé. Et la contestation s'étend également à d'autres milieux, forçant le gouvernement à reculer à plusieurs reprises. Une amnistie serait même peut-être envisagée d'ici quelques mois.

Mais la classe ouvrière ne tient certainement pas pour autant le gouvernement quitte, tant qu'une partie des grévistes reste en prison.

V.L.

Tchécoslovaquie

Husak tente de se débarrasser des contestataires à défaut de la contestation

La Charte 77 est « en contradiction avec les lois tchécoslovaques en vigueur ». C'est ce que se sont vu signifier les deux porte-parole de la Charte, les professeurs Jiri Hajek et Jan Patočka, par le procureur de la République, le plus haut magistrat. En conséquence de quoi les signataires s'exposent « aux sanctions pénales découlant du non-respect des lois ».

Mais plutôt que d'encourir les risques d'un procès public, les dirigeants tchèques auraient préféré régler le problème des contestataires en douce. En les ex-

pulsant simplement vers l'Occident. Cependant, les intellectuels contestataires n'ont pas accepté la solution. Devant la protestation, en Tchécoslovaquie comme dans d'autres Démocraties populaires, et la campagne de presse internationale qu'elle a déclenchée, Husak a préféré battre en retraite et démentir qu'il ait jamais été question de mesures de bannissement ou de « déportation » à l'égard des signataires de la Charte.

Il s'agit là incontestablement d'un recul.

V.L.

URSS

BORISOV INTERNE DE NOUVEAU

Pour la troisième fois, Vladimir Borissov vient d'être arrêté et interné en hôpital psychiatrique en URSS. Et cela parce que Borissov, malgré neuf ans passés déjà dans les hôpitaux psychiatriques, n'a pas renié pour autant ses idées ni cessé son combat pour les droits démocratiques et la liberté d'expression en URSS.

Après avoir participé très jeune à des grèves de dockers en Extrême-Orient, de retour à Leningrad où il est ouvrier, à 22 ans, V. Borissov organise autour de lui un groupe de jeunes ouvriers qui voulaient concilier le socialisme et la démocratie. Et depuis, il n'a pas cessé le combat. Il participe avec Grigorenko à la lutte pour les droits des Tatares de Crimée et les droits de l'Homme.

Borissov est à nouveau arrêté le 25 décembre dernier, pour sa participation à une manifestation à Moscou un jour anniversaire de la Constitution. Il est interné à l'hôpital de Leningrad, dans le pavillon réputé le plus dur. Le KGB lui aurait proposé d'émigrer discrètement, chantage qu'il refuse et dénonce.

C.B.

L'AFRIQUE DE L'OPPRESSION

Afrique du Sud

Un peuple qui opprime un autre...



Le gouvernement sud-africain vient de déposer une série de nouveaux projets de loi devant le Parlement, destinés à lui donner plus de pouvoir encore qu'il n'en a sur la population.

D'une part le gouvernement veut se faire accorder le droit légal d'utiliser l'armée, non seulement en temps de guerre, mais également en temps ordinaire pour « prévenir les désordres intérieurs et lutter contre le terrorisme ».

D'autre part, il veut pouvoir contrôler plus (s'il est possible !) la population, en renforçant « la censure sur tout message postal, téléphonique, télégraphique ou radiographique ».

La censure touchera les lettres, les écrits ou imprimés, les colis, les images, les dessins, les photos ou enregistrements, y compris les disques, adresses transitant par quelque personne que ce soit. »

Et si le gouvernement pouvait aussi ouvrir les crânes et lire dans les consciences, il le

ferait... et pondrait bien sûr une série de lois précises et détaillées lui en donnant le droit !

Car ces lois se rajoutent à un arsenal déjà impressionnant de lois répressives et policières.

Ce nouvel ensemble de lois ne changera probablement plus grand-chose au sort de la population noire, vis-à-vis de qui tout est déjà permis, arrestation, tortures, assassinats. Par contre ces nouvelles lois risquent de se traduire à brève échéance par un renforcement du régime policier en direction des Blancs eux-mêmes, du moins de tous ceux qui auraient la moindre velléité de s'opposer ou simplement de critiquer la politique du gouvernement.

Ainsi, même si le régime d'Afrique du Sud a les formes extérieures d'un régime parlementaire envers sa population blanche, il apparaît de plus en plus, même sur le plan légal, pour ce qu'il est déjà en fait depuis longtemps : une dictature policière.

En Afrique du Sud, l'oppression revêt une forme particulièrement odieuse et inhumaine. Mais au fond, cette oppression est au service de la même exploitation que partout dans le monde où domine le Capital.

Mais, moyennant quelques privilèges, le grand Capital, principal bénéficiaire d'un système basé sur la surexploitation des travailleurs noirs, a su corrompre les « petits Blancs », y compris la fraction blanche de la classe ouvrière.

Ceux-ci apportent leur contribution à l'oppression de la population noire, trop contents en fait de trouver plus pauvres et plus misérables qu'eux.

La dictature policière qui s'étend à l'ensemble de la population est le prix que doit payer la population blanche pour sa complicité dans l'oppression des Noirs. Tant il est vrai qu'un peuple qui opprime un autre n'est pas un peuple libre.

Irène BROSSARD.

Un hymne, un drapeau et la famine

Après l'indépendance accordée officiellement à l'un de ses Bantoustans, le Transkaï, en octobre 1976, le gouvernement d'Afrique du Sud poursuit imperturbablement (s'il n'est pas avec succès) sa politique de transformation des Bantoustans — ces bandes de terre quasi désertiques réservées aux Noirs — en pays « indépendants ». C'est ainsi que le 1^{er} février l'une des plus importantes zones de Bantoustan, le Kwazoulou, a accédé officiellement à l'auto-gouvernement. Logiquement, ce territoire aride, composé de 29 parcelles, même pas reliées entre elles, et qui concentre 4 millions de Zoulous, doit devenir plus tard une « nation indépendante ».

Pour mener cette politique, le gouvernement de Prétoria ne rencontre pas l'approbation de la population noire, même auprès

des notables noirs les plus modérés, ceux qui pensaient éventuellement en tirer un quelconque profit, puisque le chef des Zoulous, Buthehlizi, vient de déclarer, à propos de l'accession à l'auto-gouvernement de sa réserve, qu'il était opposé à l'indépendance aux conditions de Prétoria... et qu'il ne voit pas l'intérêt d'avoir un drapeau et un hymne.

L'opposition d'un Buthehlizi n'a rien d'étonnant parce que « l'indépendance » offerte par le régime d'Afrique du Sud est une opération révoltante, une escroquerie criminelle qui consiste à déposséder la population noire de tout, y compris de son pays, pour l'obliger à aller croupir dans une réserve sans même avoir les moyens d'y assurer sa subsistance.

I.B.

Éthiopie

LE POUVOIR DES MILITAIRES AU BORD DU GOUFFRE

Vendredi 28 janvier, des tracts du parti clandestin maoïste, le PRPE, appelant à l'instauration d'un « gouvernement provisoire populaire » inondaient Addis-Abeba, la capitale éthiopienne.

Un violent accrochage, après l'attaque de bâtiments anglais et américains à coups de pierres et de cocktails molotov par de jeunes militants nationalistes, faisait un tué parmi les lycéens et plusieurs blessés.

Par ailleurs, depuis plusieurs mois, l'université et ses dizaines de milliers d'étudiants (parmi lesquels le PRPE trouve justement un assez large écho) est en conflit avec le Derg, le Comité militaire au pouvoir.

Dans le même temps, de violents combats font rage en Érythrée, où les forces de libération de cette ancienne colonie italienne, rattachée à l'Éthiopie depuis 1962, luttent pour l'indépendance de leur pays. Enfin des districts entiers de la région nord ainsi que certaines villes, comme Humera, sont aux mains de commandos de l'Union démocratique éthiopienne (EDU), opposition clandestine de droite dirigée depuis Londres par d'anciens nobles en émigration.

Une situation chaotique et confuse règne donc sur la quasi-totalité du pays. Et, comme il est classique pour la plupart des gouvernements de ce type, aux prises avec des difficultés de tous ordres, les dirigeants militaires, profitant d'une querelle qui s'envenime avec le Soudan (qui soutient de plus en plus ouvertement « l'Érythrée indépendante ») en appellent à l'union nationale et jouent la vieille carte de la « patrie en danger ». Dimanche 29, ils ont ainsi appelé quelque deux cent mille personnes à défilé dans les rues de la capitale, tentant par-là de ressouder les rangs populaires autour d'eux.

Mais le pouvoir du Conseil mi-

litaire présidé par le général Teferi Bante apparaît comme bien fragile aujourd'hui.

Pourtant, quand les officiers subalternes d'Haïlé Sélassié avaient, il y a maintenant plus de deux ans, destitué le Roi des rois et bousculé la caste pourrie et sclérosée des féodaux qui depuis toujours maintenait des millions de paysans dans la misère et l'arriération la plus profonde, nombreux avaient été ceux qui avaient salué leur « révolution » comme l'espoir enfin concrétisé d'une marche en avant du pays.

Les militaires, méfiants vis-à-vis de toutes formes démocratiques, soucieux de réaliser progressivement des réformes par en haut, congénitalement incapables de réaliser des réformes en s'appuyant sur la population et les couches sociales à qui ces réformes s'adressent, incapables d'appeler les paysans notamment à s'emparer des terres des propriétaires fonciers, incapables de résoudre les problèmes nationaux en laissant la liberté d'autodétermination aux minorités opprimées, ont fini par rejoindre sur bien des points la politique qu'avait menée Haïlé Sélassié. Ils se sont aliéné non seulement les anciennes castes féodales qu'ils ont entrepris d'éliminer, mais aussi toute la population laborieuse, qui est passée d'une attente sceptique à une hostilité de plus en plus active.

Ils sont prêts à tomber sous les coups conjugués des diverses oppositions, vivant en camp retranché dans la capitale, ne se maintenant plus que par la répression — ce qui n'empêche ni les attentats ni les manifestations.

Réduit à ses propres forces, sans véritable base sociale, le régime militaire qui se prétend « progressiste » cherche un sur-sis dans l'exacerbation d'un nationalisme guerrier. Mais pour combien de temps ?

Anne GARBE.

PORTUGAL

Après le congrès syndical : une lutte d'appareils en dehors des intérêts ouvriers

Le congrès de l'Intersyndicale, rebaptisée Confédération Générale des Travailleurs Portugais, s'est achevé la semaine dernière. Il a confirmé l'influence prépondérante du Parti Communiste Portugais sur le mouvement syndical.

En fait, depuis bientôt trois ans le PCP exerce un monopole de fait au niveau confédéral.

Fort du soutien des militaires au pouvoir qu'il payait par son alignement politique, fort aussi de son poids militant et des postes qu'il s'était octroyés, le PCP s'imposait bureaucratiquement dans tous les syndicats de l'Intersyndicale.

Mais le Parti Socialiste, parallèlement à ses succès électoraux, allait chercher à gagner plus d'influence dans le mouvement syndical. Au nom de la démocratie, il contestait les directions mises en place par le Parti Communiste. Sous ce drapeau, le PS conquiert la direction d'un certain nombre de syndicats.

Le 25 novembre 1975, qui a

donné le signal à l'élimination des officiers radicaux du MFA, ne fit qu'amplifier l'offensive du Parti Socialiste. Et au printemps 1976, les syndicats à direction socialiste déclaraient dans une « lettre ouverte » ne plus reconnaître la direction de l'Intersyndicale et réclamaient la tenue d'un congrès démocratique.

Après l'élection d'Eanes et la formation du gouvernement socialiste homogène, il était logique que le PS tente de mettre la main sur l'appareil syndical dans son ensemble ou, au moins, de briser le monopole dont le Parti Communiste jouissait toujours au niveau confédéral. Et c'est dans cette perspective que Soares demanda, l'automne dernier, l'abrogation de la loi sur l'unicité syndicale, avec l'intention visible de ménager au PS la possibilité de créer une seconde centrale syndicale. Le projet n'aboutit pas — du moins pour l'instant — pas plus que n'aboutit la tentative du PS.

Les syndicalistes socialis-



Face à face Soares-Cunhal.

(AFP)

tes avaient eu le vent en poupe tant qu'ils se battaient au nom de la démocratie. Ils ont commencé à reperdre l'influence gagnée dès qu'ils se sont retrouvés dans la position de défendre la politique d'austérité que menait le Parti Socialiste, seul au gouvernement. Aussi ont-ils perdu la direction de plus de la moitié des syndicats qui avaient signé leur « lettre ouverte ». Aussi la direction communiste de l'Intersyndicale n'a pas eu à négocier une participation de ces syndicats au congrès qui vient de s'achever. Et aujourd'hui la nouvelle CGTP peut se revendiquer de l'écrasante majorité des syndiqués portugais — 1.700.000 sur 1.900.000, selon ses chiffres.

Même si ces chiffres sont forcés, même s'il est difficile de juger de la représentati-

té exacte du PC et du PS, tant il est vrai qu'ils sont aussi peu démocratiques l'un que l'autre, il n'en reste pas moins que le Parti Socialiste a échoué dans sa tentative de prendre le contrôle de l'appareil syndical.

Pour éviter le reproche de monopoliser la direction de l'Intersyndicale, le Parti Communiste a associé quelques représentants d'autres courants à la nouvelle direction. Par ailleurs, il serait question de confier à l'ancien député Kalidas Barreto, représentant de l'aile gauche du Parti Socialiste, un poste honorifique de secrétaire général.

Mais cela ne change rien quant au fond : la direction du syndicat unifié est de fait entièrement dans les mains du PC.

C'est au nom de la démo-

cratie syndicale que le Parti Socialiste s'était attaqué à l'hégémonie du Parti Communiste sur le mouvement syndical, et c'est au nom de l'unité des travailleurs que celui-ci s'y était opposé. Comme s'il était impossible qu'un syndicat soit à la fois unique et démocratique !

Les prétendues querelles idéologiques ne masquaient en réalité qu'une lutte entre deux appareils, qui n'avait aucun rapport avec les intérêts de la classe ouvrière.

D'ailleurs, pour le PS, son échec n'est pas irréparable. Et telle qu'elle est, la nouvelle CGTP ne lui fera pas défaut. Sa direction communiste ne combattra pas plus aujourd'hui qu'hier la politique d'austérité menée par le gouvernement socialiste. Et pour Soares, c'est là l'essentiel.

Jacques LENOIR.

L'aile gauche du Parti Socialiste Portugais : des réticences verbales mais un soutien effectif à Soares

Le Parti Socialiste du Portugal, qui exerce avec Soares la responsabilité de l'action gouvernementale, a certes d'autres chats à fouetter que de mettre au point ses statuts. C'était pourtant le prétexte du congrès extraordinaire qui s'est tenu dimanche dernier à Porto.

Le véritable objet de cette réunion était en réalité d'effectuer une mise au point vis-à-vis de l'aile gauche du Parti Socialiste. Le droit à l'expression publique d'éventuelles divergences a certes été reconnu en parole, mais la présidence de la réunion n'a même pas daigné inscrire une motion

de la gauche demandant la réintégration des militants exclus « pour opposition ». Le fait que l'aile gauche ait accepté d'abandonner ce qui avait été présenté auparavant comme son principal cheval de bataille en dit long sur sa volonté d'opposition à la direction du PS.

Le caractère purement formel de la contestation menée par des chefs de file comme Lopes Cardoso n'est pas à démontrer. Comme tous ceux qui dans le Parti Socialiste expriment aujourd'hui des critiques verbales, Cardoso a participé directement à asseoir le pouvoir actuel. Il a été ministre

de l'Agriculture et à ce titre solidaire de toute la politique de limitation de la réforme agraire, d'austérité et de restriction des libertés pour les travailleurs portugais.

Lors de ce congrès, Cardoso s'est chargé lui-même de lever toute ambiguïté en exprimant encore et à nouveau son soutien indéfectible au gouvernement Soares. Celui-ci n'en demande pas davantage et il est clair que les travailleurs portugais n'ont rien à attendre de la prétendue opposition de l'aile gauche du Parti Socialiste.

S.L.

ITALIE

Le PCI pour l'austérité : « L'Humanité » approuve

Le gouvernement italien vient de décider le 1^{er} février de supprimer l'échelle mobile dans le secteur public et nationalisé. Alors que le rythme annuel de la hausse des prix en Italie dépasse allègrement les 20 %.

La direction du Parti Communiste Italien justifie cette mesure du gouvernement italien avec un cynisme qui ne manque pas d'aplomb. Témoin cette déclaration de Luciano Barca rapportée par l'Humanité du 1^{er} février : « Un problème nouveau se pose aux syndicats : doivent-ils être seulement les syndicats de la population qui travaille, qui est protégée, ou les syndicats de toute la population ? ». Et de poursuivre : « Nous sommes le parti de tous les travailleurs, même de ceux qui n'ont pas l'échelle mobile, qui vivent de travail noir ou d'expédients ». Et l'Humanité de souligner complaisamment à l'appui de ces déclarations qu'il y a en Italie trois millions de travailleurs clandestins, non déclarés à la Sécurité sociale et dont les salaires sont bien entendu soumis à l'entière discrétion des patrons qui les emploient.

Justifier l'abandon de l'échelle mobile par le fait que nombre de

travailleurs n'en bénéficient pas, il fallait le faire. Le Parti Communiste Italien, pour lequel tous les moyens sont bons pour justifier son alignement sur la bour-

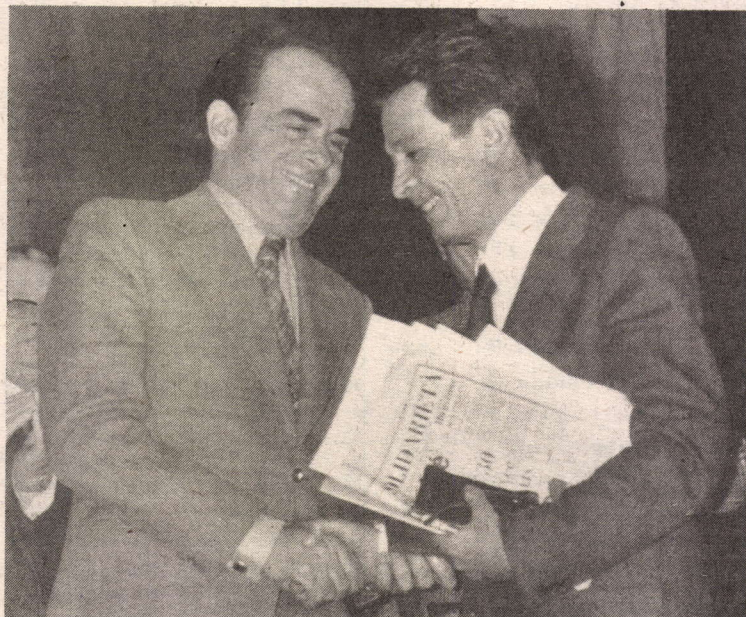
geoisie et convaincre les travailleurs d'accepter l'austérité, n'hésite pas à le faire. Et à l'Humanité de lui emboîter le pas.

Voilà qui est d'autant plus ins-

tructif pour les travailleurs français. L'avenir que leur réserve la gauche française, si elle arrive au gouvernement après 1978, n'est pas à rechercher dans le Pro-

gramme commun, mais bien en Italie. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui le disent, c'est l'Humanité elle-même.

Pierre VERNANT.



Marchais - Berlinguer : les compères.

(UPI)

LES MILITANTS SYNDICAUX

TRANSFORMES EN CONTREMAITRES

La première application de l'accord national sur le redressement de la production, signé entre les trois centrales syndicales italiennes et la confédération patronale, n'a pas tardé. Les syndicats et la direction de l'usine Alfasud de Naples ont conclu un accord ayant pour objectif l'augmentation du nombre de voitures produites. Le texte, qui confie — et pour cause ! — un rôle accru aux syndicats, condamne notamment « les tendances corporatives » qui pourraient se faire jour parmi les travailleurs et affirme que les grèves doivent « être largement discutées et avoir des objectifs

clairs ».

Les syndicats italiens, au premier rang desquels le plus puissant d'entre eux, la CGIL, liée au Parti Communiste, n'ont pas mis longtemps pour faire retrousser leurs manches aux travailleurs. Un bon contremaître doit savoir faire exécuter les ordres rapidement et le PCI sait que la bourgeoisie attend de lui non seulement des déclarations mais aussi des actes. Reste à savoir quelle sera la réaction des travailleurs : car il arrive aussi que les contremaîtres aient des problèmes avec les ouvriers...

P.V.

A propos du congrès de la LCR : LA LCR ET LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE ET LE FÉMINISME

Les travaux du deuxième congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire sont clos. Mais apparemment, les questions qui ont été au centre des débats et portent essentiellement sur le fonctionnement de l'organisation sont loin d'être réglées. C'est ce qu'a affirmé Alain Krivine lui-même lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du congrès.

Krivine a insisté sur le fait que, ces temps derniers, la LCR aurait connu une crise grave. « La démocratie était malade », a-t-il affirmé. Malgré la croissance globale des effectifs, de nombreux militants ouvriers et de nombreuses femmes auraient quitté l'organisation depuis deux ans. Au congrès, cette crise s'est traduite non pas par une remise en cause des thèses politiques de la direction majoritaire sortante — celle-ci conserve la même majorité —, mais par le fait que les thèses organisationnelles de cette tendance ne l'ont emporté que de justesse.

Krivine a rappelé ce dont Rouge s'était déjà fait largement l'écho, à savoir qu'il existe au sein de la LCR de nombreux « groupes de travail », regroupements locaux ou nationaux de militants refusant de se constituer en « tendances » sur la base d'orientations politiques. Durant la préparation du congrès, ces « groupes de travail » ont bénéficié pratiquement des mêmes droits que les tendances. Mais apparemment, la volonté de se regrouper de cette façon semble traduire la volonté affirmée de contester les principes mêmes du centralisme démocratique.

L'un des problèmes bien significatifs de cette crise, qui a été au centre des débats, est celui de la place des femmes dans l'organisation. Krivine a affirmé que les femmes étaient opprimées au sein de la LCR. Il faut croire donc que la LCR n'a pas été capable, en effet, de leur donner la place qu'elles méritent en tant que militantes. Mais la façon dont la direction de l'organisation « résoud » aujourd'hui le problème n'est pas une solution, loin de là.

Certes, la revendication de certain groupe de féministes de la LCR de s'organiser au sein de l'organisation en groupe non-mixte — c'est-à-dire excluant les hommes — a été rejetée par le congrès. Cela dit, les femmes appartenant à différentes tendances de la LCR ont demandé à plusieurs reprises et obtenu durant le congrès le droit de se réunir entre elles, lors d'interruptions de séance. Le congrès a décidé une plus forte représentation des femmes aux différentes instances dirigeantes de l'organisation, mais il aurait aussi autorisé celles-ci, à tous les niveaux, à se regrouper seules si elles en ressentaient la nécessité.

Cette concession au féminisme pose un problème plus général. Car la LCR, comme toute l'extrême-gauche, recrute dans un milieu « gauchiste », lié avant tout à la petite-bourgeoisie et parfois même à des secteurs marginaux de celle-ci, et traversé de courants divers, féministe, spontanéiste, écologiste, autonomiste. (Il y a quelques mois, c'est d'ailleurs avec des militants autonomistes corses que la Ligue a eu des

problèmes). Ce milieu dans lequel elles baignent exerce ses pressions sur les organisations d'extrême-gauche. Et il est nécessaire d'avoir des méthodes organisationnelles rigoureuses, de sélectionner sérieusement ses militants pour se protéger contre ces pressions. Une des critiques essentielles que nous formulons à l'égard de la LCR est justement l'absence de telles méthodes de sa part et l'opportunisme dont elle fait preuve vis-à-vis de ces courants. Ce n'est pas nouveau mais aujourd'hui les pressions sont telles au sein même de l'organisation qu'elles engendrent une crise, de l'aveu même de ses dirigeants.

Pour l'instant ceux-ci semblent avoir décidé de faire quelques concessions supplémentaires aux féministes comme aux spontanéistes.

Ils seront peut-être amenés demain à adopter une attitude beaucoup plus rigide et hypercentralisatrice, comme ils l'ont déjà fait dans le passé, pour se débarrasser des « spontex » par exemple.

Car la situation actuelle ne peut être que provisoire.

Les courants qui traversent la LCR ne peuvent qu'exercer leur pression avec de plus en plus d'insistance. Les concessions mêmes faites aujourd'hui par la direction les y encourageront. Et, entre la perspective de se transformer en une organisation du type du PS, où personne n'a de comptes à rendre, et celle de l'éclatement qui risque de se produire si la direction de la Ligue se raidit, la LCR aura sans doute des choix douloureux à faire.

Voici les statistiques publiées au lendemain du congrès, dans Rouge, concernant l'évolution des effectifs de la LCR et sa composition :

« 1) Progression numérique : Le nombre des militants est en progression de 13 % (21 % en région parisienne et 6 % en province).

2) Age moyen : 25,8 ans. (...)

Ancienneté moyenne : 3,9 années. (...)

3) Répartition par sexes :

Global	Membres	DC (1)	Sympat. org.
Femmes	30 %	29 %	37 %
Hommes	70 %	71 %	63 %

• Dans les directions (DV, DS, DF) (2) :

Femmes	24 %	16 %
Hommes	76 %	84 %

4) Catégories socio-professionnelles :

	Membres	1 ^{er} congrès	Sympat.
Ouvriers	13 %	12 %	14 %
Employés	21 %	17 %	19 %
Techniciens	6 %	5 %	5 %
Ing. cadres	6 %	3 %	—
Enseignants	20 %	21 %	11 %
— Titulaires	12 %	13 %	—
— Stagiaires	8 %	8 %	—
Etudiants	22 %	16 %	26 %
Lycéens	2 %	4,6 %	16 %
Coll. Apprentis	2 %	0,3 %	1 %
Chômeurs	5 %	4 %	2 %

5) Syndicalisation :

— 64 % des militants sont syndiqués (53 % au DC).

— 81 % des salariés sont syndiqués.

Dans l'ensemble des syndiqués :

	Membres LCR	1 ^{er} congrès	Sympat. LCR
CGT	37 %	37 %	35 %
CFDT	30 %	29 %	42 %
SGEN	6 %	—	5 %
FEN	27 %	32 %	18 %

(1) DC : dernier congrès.

(2) DV : direction de ville. DS : direction de section. DF : direction fédérale.

... lu avec intérêt



**Combat
Ouvrier
et les cantonales
de Capesterre**

Dans son numéro du 26 janvier 1977, le supplément bi-hebdomadaire de **Combat Ouvrier** fait état de la candidature d'un membre de **Combat Ouvrier** aux élections cantonales partielles de Capesterre. A l'occasion de ces cantonales, motivées par la mort de l'ancien conseiller général Lacave, la section locale du PCG a connu une crise.

Deux candidats issus de ses rangs se présentent à la succession. Le candidat de **Combat Ouvrier** s'adresse en ces termes aux électeurs du PC :

« Les deux candidats qui se disputent l'investiture ne représentent ni l'un ni l'autre une volonté de lutte réelle contre l'exploitation. Ni l'un ni l'autre ne se sont mêlés aux luttes importantes qui se sont déroulées dans Capesterre ces dernières années.

Comme vous, nous souhaitons que ces élections montrent un renforcement du camp ouvrier. Or ce n'est pas en votant pour les deux candidats qui sont issus de votre parti, Celeste d'une part et Alexius Delacroix d'autre part, que vous renforcerez la lutte des travailleurs. (...)

Nous vous considérons comme des camarades. Vous vous dites communistes. Pour nous le communisme c'est le plus bel idéal qui soit pour un être humain de notre époque. Mais cet idéal, vous ne pourrez jamais ni vous préparer à l'atteindre, ni vous battre pour lui, tant que vous ferez confiance à vos dirigeants actuels. Dans cette élection, l'occasion vous est donnée de dire clairement à ces dirigeants que vous n'approuvez pas leur politique, ni toutes les manigances qui se sont déroulées de part et d'autre au sein de la section communiste de Capesterre. »

Lutte de Classe

Au sommaire du numéro 42 :

- La rupture au sein de l'OPEP : l'impérialisme ne tolère que les cartels des trusts, pas ceux des pays producteurs.
- Irlande : où conduit le pacifisme du mouvement des femmes.
- Le rejet du référendum sur les 40 heures en Suisse : les pièges de l'électoratisme.
- La situation politique en France.

Meeting Lutte Ouvrière Saint-Brieuc

« Face à la crise, quelle riposte
des travailleurs ? »

Salle Charner
20 h 30

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

Thaïlande : l'offensive anti-communiste

Sous le titre **L'offensive anticommuniste**, Rouge relate comment l'armée thaïlandaise massacre et bombarde les populations rurales dans le sud du pays :

« L'aviation des forces royales bombarde sans discontinuer, depuis le 24 décembre, les régions montagneuses du sud, avec un fort soutien d'artillerie et appuyée par les troupes des trois armes de la 4^e armée, tandis que la police procède à des arrestations. (...) »

Dans la région de Satun, on nous a rapporté que le 24 décembre, à 9 heures

du matin, les hélicoptères ont lancé des tracts sommant la population de partir. La radio diffusait les mêmes appels. Deux heures plus tard, l'aviation bombardait la région. Or, dans ces zones reculées, la plupart des gens sont analphabètes ; les gens ne sont donc pas en mesure de capter le message et la radio n'est pas encore un objet à leur portée.

En outre, deux heures de temps pour vider une région de ses habitants est un délai aberrant. Mais, quelques jours plus

tard, l'armée a trouvé des « cadavres communistes ». Dans la chaîne de montagnes de Banthad (Sud), des centaines de personnes ont été évacuées à temps, mais nombreux sont ceux qui ont été surpris par « les oiseaux de fer et de feu ». Ainsi, à Khao Poon, comme le rapportait un rescapé, on tirait sur les maisons, n'importe où, et les gens ont fui sous la terreur. Mais quelques jours plus tard, les militaires ont aussi trouvé sur le terrain « des centaines de cadavres communistes. »

Les prisonniers palestiniens en Israël ont entamé une grève de la faim qui en est à son 50^e jour

« Le 11 décembre dernier, tous les prisonniers arabes de la prison de d'Ashkelon, détenus pour leurs activités dans la résistance palestinienne, commençaient une grève de la faim qui se poursuit encore aujourd'hui. (...) »

Protestant contre les conditions de détention inhumaines qui leur sont infligées, ils demandent à être traités de la même façon que les prisonniers civils dont les conditions de vie, déjà tout à fait déplorables, sont néanmoins encore bien meilleures que les leurs.

Logés dans des cellules obscures, humides, surpeuplées (20 à 30 détenus par cellule) ils se sont vu refuser l'attribution d'une salle à manger. La nourriture qu'ils reçoivent est distribuée de façon si parcimonieuse et si mal équilibrée (légumes et fruits frais sont exclus de l'ordinaire) que la plupart d'entre eux sont constamment affamés et souffrent d'ulcères. Et les familles se sont vu interdire

le droit d'apporter des fruits frais et des légumes. (...) »

Il leur est interdit, contrairement à la loi, de poursuivre des études ou de s'inscrire dans des cours par correspondance et le nombre de livres qu'ils peuvent recevoir est également restreint. Les sujets d'ordre politique, économique et social leur sont, bien entendu, interdits. La seule presse qu'ils peuvent recevoir est celle du Parti Travailleurs et de la droite israélienne.

Les soins médicaux sont pratiquement inexistantes. Le médecin reçoit jusqu'à 50 prisonniers par quart d'heure alors qu'une grande majorité de détenus souffrent d'ulcères et de rhumatismes, dus à leurs conditions de détention. Certains ont été soumis à des « interrogatoires poussés » qui les ont laissés handicapés. (...) »

Un détenu syrien de 24 ans, Omar Schalabi, atteint d'une crise de nerfs, aurait été battu à mort par le gardien

principal. (...) »

209 PRISONNIERS TRANSFERES

Après le 8^e jour de grève, 59 prisonniers (les leaders) ont été transférés à la prison de Kfar Iona où 55 d'entre eux poursuivent encore leur action. Après avoir transféré 150 autres détenus, la direction a pu annoncer, le 19 janvier, que la grève s'était terminée après 35 jours : il n'y avait pour ainsi dire plus de détenus à Ashkelon ! Cela n'a pourtant pas empêché les prisonniers de poursuivre leur mouvement. (...) »

Les conditions de détention dans leurs nouvelles prisons sont encore plus sévères. Certains prisonniers ont été placés dans une section spéciale dont un rapport disait, il y a quelques années, qu'elle était inadaptée à des êtres humains. Parqués dans trois cellules, sans air et sans chauffage, ils n'ont pour tout grabat que quelques couvertures. Les promenades leur ont été interdites. (...) »

THE SPARK Le chômage

A propos du chômage qui sévit à l'heure actuelle aux USA (environ 7 millions 600.000 chômeurs d'après les statistiques officielles), le journal trotskyste américain Spark rapporte quelques incidents significatifs :

« Qu'une rumeur vienne à se répandre annonçant de l'embauche dans une usine, et aussitôt, bien qu'il fasse plusieurs

degrés en dessous de zéro, des milliers de personnes vont faire la queue dehors, dans l'espoir d'obtenir un emploi. A Detroit, il y a deux mois, l'usine Cadillac fit savoir qu'elle allait créer un certain nombre de postes. 5.000 personnes se présentèrent, mais seulement 200 candidatures furent enregistrées.

Récemment, le bruit a couru qu'on

embauchait dans une usine Chrysler. Un millier d'ouvriers se présentèrent et Chrysler fit appel aux flics lorsque la foule se mit à exiger du travail. De même, lorsqu'on annonça que de nouveaux emplois allaient être créés à la Western Electric de Baltimore, ce furent 2.500 personnes qui se rassemblèrent en plein milieu de la nuit pour faire la queue. (...) »

INFORMATIONS OUVRIERES 732

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Crise de la bureaucratie et révolution politique

Le numéro 736 d'Informations Ouvrières consacre une série d'articles aux mouvements de contestation dans les pays de l'Est. Il cite notamment des extraits du Programme de l'entente polonaise publié en mai 1976. IO fait des signataires de ce programme un commentaire enthousiaste :

« Parmi les auteurs de ce programme, dont nous publions ici les premiers extraits, il y a des hommes qui ont animé le combat contre la réforme constitutionnelle entérinant la subordination formelle à Moscou, des hommes qui sont aujourd'hui parmi les animateurs du Comité de défense des ouvriers, des hommes qui situent leur combat dans le cadre du socialisme. Comme les auteurs le disent eux-mêmes, ce programme est issu d'un compromis entre différentes tendances de l'opposition. Comme tel, il reflète les limites et mêmes les confusions de certains secteurs de cette opposition. Mais il est, notamment sur le terrain des libertés démocratiques, une réponse globale, radicale à la faillite du régime bureaucra-

tique. En ce sens, il est un pas en avant d'une très grande signification.

Rappelons simplement ici la manière dont le programme de fondation de la IV^e Internationale s'exprime sur ces questions :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. (...) »

Enthousiasme que le contenu de ce Programme de l'entente polonaise ne justifie certainement pas. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce programme n'a rien de prolétarien...

« Nous fondons notre programme sur les quatre points suivants :

1) La nation, dans le sens même d'une collectivité de personnes ayant le sentiment d'une solidarité nationale, est souveraine, c'est-à-dire qu'elle a le droit incontestable de décider librement de son sort.

2) Tous les citoyens sont absolument

égaux vis-à-vis de la loi, et ils doivent avoir de même la possibilité d'organiser leur vie.

3) La majorité écrasante des Polonais est croyante et pour sa plus grande part catholique. Le régime en Pologne ne peut pas être fondé sur le principe d'une discrimination de cette majorité.

4) Les traditions de l'Etat et du peuple polonais ont pour principe d'élargir progressivement les libertés civiques, d'entraîner des groupes sociaux toujours nouveaux dans l'œuvre de diriger le pays et de partager la responsabilité de son sort. Dès le XVI^e siècle, la pensée politique polonaise se trouvait au premier rang à l'échelle mondiale dans le développement des principes de démocratie et de liberté. Le système de l'autocratie totalitaire qui nous a été imposé est étranger à nos traditions. Il est anachronique et humiliant. (...) »

L'entente se donne pour but :

1. Reconquérir pour la Pologne une souveraineté réelle.

2. Permettre à tous les Polonais d'assurer la responsabilité des affaires de leur pays et de participer à son gouvernement.

3. Introduire dans la vie du pays les libertés civiques. (...) »

4. Mettre sur pied les lois et les formes d'organisation garantissant la naissance et l'existence durable d'une démocratie pluraliste en Pologne.

5. Etablir ce qui est nécessaire au bien-être du peuple selon ses besoins réels et non pas par des dépassements fictifs de plans imaginaires, conduire à des progrès de l'économie nationale sans exiger constamment des sacrifices et des privations de la part des masses laborieuses du pays.

6. Assurer un développement libre et universel de la culture et de la science polonaises.

7. Regagner une ouverture sur le monde, la liberté de circulation, d'échange de pensée et d'information. (...) »

le quotidien du peuple

JEUDI
8
JANVIER
1976
1 50 F

Quand la "Tioxyde" fait boire de l'acide à ses cadres

Relevé dans le Quotidien du peuple du 29 janvier :

QUAND LA « TIOXYDE » FAIT BOIRE DE L'ACIDE A SES CADRES

« Une campagne de propagande est organisée par l'usine TIOXYDE de Calais pour répondre aux critiques de la population contre la pollution répandue par l'usine. Dans un long communiqué de presse, la direction de l'usine se présente comme la victime d'une vaste campagne de « dénigrement et de falsifications » de la part des associations de défense de

l'environnement. Pour tenter de faire valoir ses assertions, la direction fait boire à un cadre en public, un verre d'effluent dilué à 1/250 ! Un cadre de l'entreprise a même trempé sa main dans l'effluent ! (échantillon contenant 60 gr d'acide sulfurique par litre et contrôlé par huissier).

Par contre le patron ne semble pas avoir trouvé de cadre volontaire pour goûter les 400 tonnes d'acide sulfurique déversés chaque jour, les 160 tonnes de sulfate de fer, les 18 tonnes d'autres déchets, pas plus que pour manger les poissons et les crevettes nécrosés que les pêcheurs ramènent tous les jours. (...) »

Apprentissage : formation au rabais et exploitation

**Apprendre
un métier sur
le tas : une
survivance du
passé qui rend
bien service au
Capital...**

■ Quand on a 15 ou 16 ans, qu'on le goût des études vous manque ou que les conditions matérielles de la famille l'exigent, il faut prendre le chemin de l'usine, du chantier, du bureau ou du magasin. On rentre dans la vie active comme OS, pour la grande majorité, ou comme apprenti.

Etre apprenti, c'est apprendre un métier sur le tas, comme on dit. C'est une survivance des lointaines corporations d'artisans, mais c'est aussi dans notre société la manière d'acquiescer une formation professionnelle en gagnant un maigre salaire. L'apprentissage, survivance du passé, se perpétue dans la mesure où la grande bourgeoisie maintient la petite industrie et toutes les couches petites-bourgeoises de l'artisanat et du commerce. Elle leur concède ainsi le droit d'exploiter la jeunesse ouvrière la plus défavorisée, sous couvert de lui apprendre un métier. Bien souvent, l'apprenti n'est qu'un futur OS, pré-dressé pour la grande industrie. Ce sont là les caractéristiques principales de l'apprentissage sous contrat.

Une grande partie des travailleurs professionnels qui exercent aujourd'hui, tant dans l'industrie que dans le bâtiment et l'artisanat, ont fait un apprentissage sous contrat. C'était d'ailleurs pratiquement le seul moyen d'apprendre un métier avant la guerre. La formation professionnelle en effet, jusqu'à un passé récent, ne relevait pas du ministère de l'Education nationale, mais elle était laissée aux mains du patronat qui s'y intéressait en fonction de ses propres besoins.

Si l'apprentissage d'un métier a été laissé à l'abandon, c'est que la société capitaliste, née de la révolution industrielle, a besoin de bras pour ses machines. Elle a besoin de manœuvres et de peu de professionnels. La parcellisation du travail permet d'embaucher des travailleurs n'ayant aucune connaissance particulière. La grande industrie ne conservera l'apprentissage que dans les secteurs d'outillage, d'entretien, où elle a besoin de professionnels. Par contre la survivance de l'apprentissage demeure intacte et vivace pour l'artisan des campagnes et dans tous les métiers du commerce. Il s'est établi aussi dans quelques secteurs nouveaux, tels les garages, qui se sont multipliés avec le développement de l'automobile. Il demeure aussi dans la plupart des métiers du bâtiment.

Chez les petits patrons, hier comme aujourd'hui, l'apprentissage du métier devient l'apprentissage de toutes les corvées et servitudes, du coup de gueule du patron ou du compagnon. Pour beaucoup, le souvenir de l'apprentissage reste celui d'une période

L'apprentissage occupe une place à part par rapport aux autres types de formation, par rapport à l'enseignement technique en particulier.

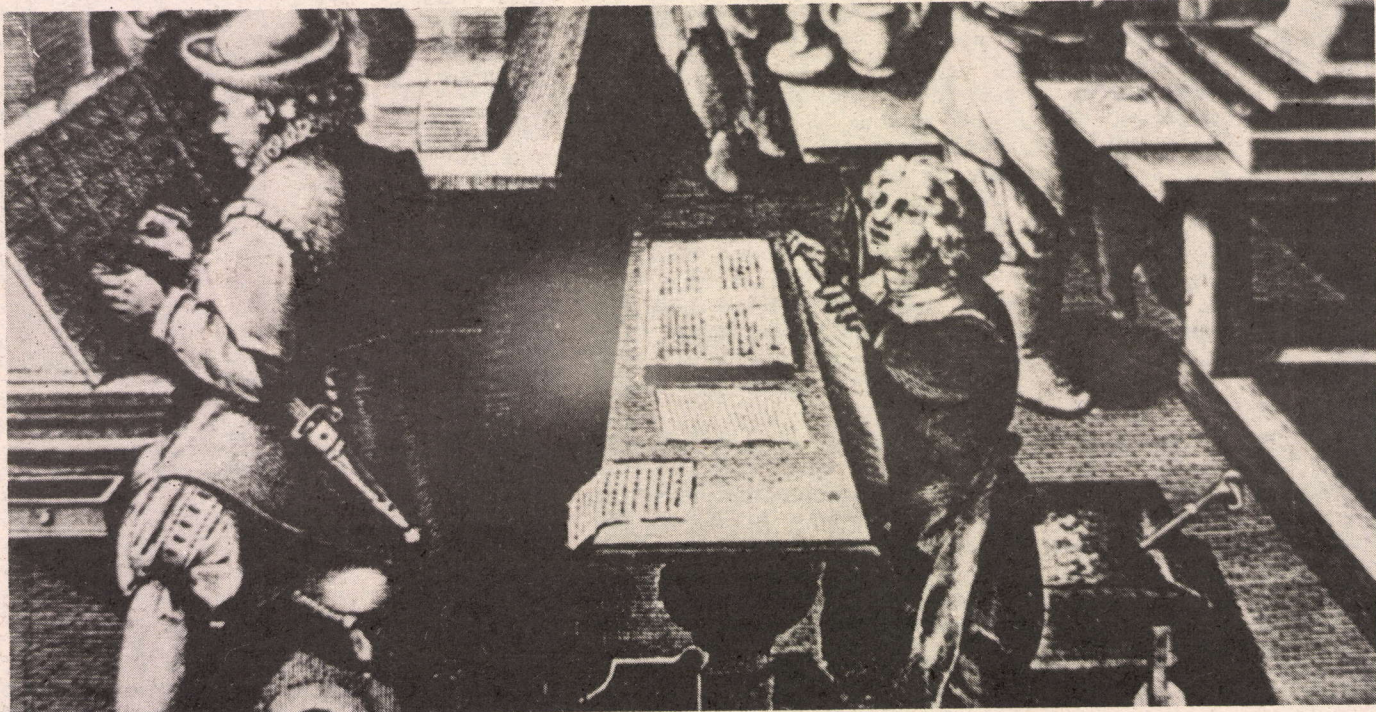
Les apprentis, ce sont un peu les laissés-pour-compte d'un enseignement technique qui est déjà une formation de laissés-pour-compte. Les raisons qui amènent les jeunes à devenir apprentis sont diverses. Dans certains cas, c'est le fait qu'il s'agit de professions artisanales ou de petit commerce — boulangerie, bouche-

rie, coiffure — et que, bien souvent, il n'y a pas de telles branches dans les CET voisins. Mais la réponse qui revient fréquemment quand on demande pourquoi ils sont devenus apprentis, c'est : « On n'avait pas des notes assez bonnes pour entrer en CET. Il n'y avait pas de place pour nous ». Au lieu de les aider à combler leur retard, la société se débarrasse d'eux ainsi.

De fait — et malgré une relation à la vie active qui peut être enrichis-

sante — l'apprenti est confronté aux inconvénients et du travail et de l'école capitaliste dans ce qu'elle a de pire : l'indifférence à l'égard de ceux qui sont au bas de la hiérarchie scolaire et sociale, un enseignement inadapté et au rabais, une discipline sévère d'autant plus mal acceptée qu'ils ont le juste sentiment d'être entrés par le travail dans le monde des adultes.

D'un côté une formation au rabais, de l'autre l'exploitation au travail.



où l'on n'a aucun droit et beaucoup de devoirs. Pour ce qui est de l'efficacité du système, les résultats des résumés d'apprentis au CAP sont là pour en témoigner. En 1960 par exemple, sur 200.000 apprentis, 15.000 seulement ont obtenu le CAP.

Depuis les années 1970, les réussites ont quelque peu augmenté, dans la mesure où l'obtention du CAP se fait en deux parties, la pratique et la théorie. Il n'est pas rare aujourd'hui de pouvoir décrocher la pratique et, par redoublement pour les plus doués, de décrocher la seconde partie plus tard.

Ce système en deux parties fait ressortir davantage encore la séparation entre le manuel et l'intellectuel. Car

le propre de l'apprentissage sur le tas, c'est bien l'enseignement de gestes précis, de tours de main propres à créer de la valeur, dans lequel la compréhension intellectuelle ne rentre que dans la mesure où elle sert à relier d'une façon logique et ordonnée l'ensemble des opérations du travail. Pour cela, pas besoin de vastes connaissances, mais au contraire d'une parcelle dérisoire de la somme globale des connaissances générales qui ont amené à la technique et à son développement dans chaque corps de métier.

Dans le système capitaliste, l'apprentissage, pour les enfants de travailleurs, c'est la dernière étape de la formation qui les prépare à n'être que

de la force de travail un peu plus spécialisée. Le Capital a besoin de producteurs, pas d'hommes dont les connaissances risquent de les emmener sur les chemins du doute, de la révolte. Car, comme le disait un homme de la bourgeoisie au XIX^e siècle : « Tout homme qui, avec une intelligence au-dessus de la moyenne, n'a ni propriété ni industrie doit être considéré comme un élément dangereux ».

L'apprentissage sous contrat, tel qu'il existe dans notre société, ne peut qu'être combattu en tant que système d'exploitation. Mais l'idée qu'il véhicule, d'apprendre en participant à la production, sera, n'en doutons pas, reprise et mise en pratique sous le socialisme.

Les lettres de noblesse de l'apprentissage

Transmission d'un savoir pratique, acquisition d'un métier qualifié, l'apprentissage apparaît au Moyen Âge, avec le développement de l'artisanat dans les villes, à partir de l'an mille environ.

Une réglementation sous forme de statuts fixe les conditions d'âge, de durée et les obligations de l'employeur. Le patron doit loger, nourrir et habiller ses apprentis. L'ambiance familiale, proche du paternalisme, explique qu'un certain respect est accordé au jeune apprenti, qui peut espérer devenir un ouvrier qualifié, dont le salaire sera jusqu'au XVI^e siècle assez élevé, mais qui peut aussi devenir patron à son tour.

Après le temps de l'apprentissage, on achève d'apprendre le métier en faisant le Tour de France, qui permet, en plusieurs mois, de connaître les tours de métier et de passer des degrés : aspirant, frère, compagnon « reçu, fini, initié ». Chaque grade est l'occasion d'une cérémonie, avec des distinctions honorifiques. Chaque corps de métier possède un signe de recon-

naissance, par exemple la façon de se serrer la main.

Il y a une forte solidarité entre les compagnons ou « frères ». Dans chaque ville, l'accueil est préparé par un aubergiste affilié et un compagnon « rouleux », petit patron dont la main-d'œuvre est mobile puisqu'elle est composée des compagnons de passage, qui viennent de finir leur apprentissage.

Mais la société féodale change à partir du XIV^e siècle, avec le développement du commerce, des banques. Et c'est une bourgeoisie capitaliste qui s'empare du pouvoir économique et se met à diriger les municipalités, à la place des corporations.

Alors celles-ci vont se refermer sur elles-mêmes, en cherchant à sauvegarder leurs privilèges, à n'ouvrir leurs rangs qu'à une minorité. C'est ainsi que le sort des apprentis va se dégrader à partir de 1350.

Les patrons n'apprennent pas l'ensemble du métier, craignant de faire de l'apprenti un concurrent qui saurait aussi bien travailler qu'eux. Ou

bien, ils prolongent abusivement la durée de l'apprentissage. Enfin, c'est surtout l'obligation de passer un examen difficile, le chef-d'œuvre, devant un jury formé uniquement de patrons, qui ont tendance à favoriser les fils de leurs collègues. Pour réaliser le chef-d'œuvre, il faut du temps, de l'argent pour payer la matière première, des redevances coûteuses, comme payer un repas à tous les patrons de la corporation. Bientôt, on verra les métiers devenir héréditaires et se transmettre de famille en famille.

Notre prochain
dossier :

**LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

dossier

L'APPRENTISSAGE

La législation de l'apprentissage

La loi du 16 juillet 1971 a donné à l'apprentissage un cadre légal qui jusqu'ici était très flou et diversifié.

La formation de l'apprenti s'effectue pour partie dans l'entreprise et pour partie dans des centres de formation d'apprentis, conventionnés et contrôlés par l'Etat. Le contrat d'apprentissage devient une variété de contrat de travail. L'apprenti bénéficie du statut de salarié. Ces deux conditions permettent un contrôle plus important sur l'apprentissage et fixent une limite à l'exploitation des apprentis.

Désormais, l'apprenti reçoit un salaire. 15 % du SMIC le premier semestre, 25 % le second, 35 % le troisième et 45 % le quatrième. Théoriquement, il ne doit pas travailler plus de huit heures par jour et 40 heures par semaine. Il a droit à 360 heures de cours par an. Pour les mineurs, le travail de nuit est interdit. S'il a 16 ans, il peut être syndiqué et participer aux élections de délégués du personnel et il peut faire appel au conseil des Prud'hommes en cas de litige.

Les lois sur l'apprentissage, si elles constituent dans certains domaines un petit progrès, sont globalement limitées. Pour un salaire dérisoire, l'apprenti doit effectuer un travail de 40 heures et le temps consacré à la formation intellectuelle reste très faible.

Mais en plus, dans la réalité, elles ne sont souvent pas appliquées. D'abord parce qu'il existe de nombreuses dérogations. Mais surtout parce que les jeunes sont mis devant le choix d'accepter n'importe quelles conditions ou de ne pas faire d'apprentissage. Dans le domaine de l'apprentissage, comme ailleurs, les lois n'ont guère de valeur si les travailleurs ne luttent pas pour les faire appliquer. Or, l'apprenti, jeune, isolé, sans appui, a plus de difficultés que quiconque pour faire respecter ses droits.

Les Centres de Formation des Apprentis (CFA) :

une scandaleuse absence de moyens

« Actuellement, ce sont les problèmes de matériel et de crédits qui sont les plus importants, nous dit un surveillant de CFA. Les livres utilisés sont très vieux. Il y a quand même un progrès. Il y a deux ans on utilisait des livres datant de quinze ans. Maintenant ce sont encore souvent de vieux livres, mais surtout ils ne sont pas adaptés. Par exemple ce livre de mathématiques doit servir à des gars qui font plomberie. Il est fait pour un enseignement féminin et tous les exemples pour l'illustrer sont des brochures sur nappes (par exemple).

Il y a aussi le problème du matériel professionnel. L'école en a peu et c'est la grosse bagarre

pour avoir n'importe quoi. Les élèves sont obligés d'en amener une partie.

En coiffure, les élèves amènent des sacs de bigoudis, des têtes malléables (pour mettre la perruque; cela coûte à peu près 200 F), un pied pour tenir la tête, des pinces, des brosses, séchoirs... Le tout est très cher.

Pour les peintres en lettres, rien n'est fourni mais c'est moins cher.

Pour les prothésistes dentaires, les élèves ont leurs outils personnels. Le plus cher est la pièce à main qui coûte 300 à 500 F. La plupart n'ont pas assez d'argent pour se la payer et leur patron la leur prête.

ou d'un apprentissage dans les métiers du commerce ou de l'hôtellerie.

Les jeunes qui ont le sentiment d'apprendre quelque chose sont relativement satisfaits, tandis que les autres manifestent leur dégoût et leur révolte.

UN JEUNE DANS UN GARAGE

« Pour apprendre, il vaut mieux un petit garage. Dans un petit garage, il y a le patron, un ou deux ouvriers et puis il y a l'apprenti. L'apprenti a forcément avec lui un de ces deux ouvriers.

Elle dépend beaucoup du sérieux de la qualification envisagée. Les employeurs, pour se procurer de la main-d'œuvre à bon marché, ont tendance parfois à baptiser apprentissage et à faire créer des CAP pour des activités qui ne justifient pas une véritable formation professionnelle. On a été jusqu'à créer des CAP de « monteur en aquarium ». La situation sera très différente suivant qu'il s'agit d'un apprentissage de prothésiste dentaire, de garagiste,

Formation ou mise en condi



Le CAP un représentant syndical raconte...

« Pour corriger les épreuves pratiques du CAP, il y a cinq personnes : deux patrons, un moniteur qui relève les notes, un homme de l'administration et un seul syndicaliste. Chacun donne sa note sur 10 et le moniteur fait la moyenne.

Les épreuves durent toute la journée. Ils étaient une trentaine à se présenter. Les jeunes sont présents quand on discute des notes, chacun fait ses réflexions devant les apprentis.

Après, c'est le vin blanc, les petits gâteaux, les « Venez

monsieur », « Monsieur le secrétaire du syndicat », la main sur l'épaule familièrement devant tous les gamins. On a plutôt l'air d'un patron que d'un gars du syndicat. Après, ils ne vont pas se syndiquer sur les chantiers ! ».

LE BANQUET D'INAUGURATION DU CENTRE D'APPRENTISSAGE DU BATIMENT.

« Le banquet avait lieu à la gare routière, il y avait le préfet, l'évêque (je ne sais pas ce qu'il faisait là !). Ils étaient à la table officielle. On ne pouvait pas se placer où on

voulait : les noms étaient inscrits devant les assiettes. Ils avaient bien fait les choses : les syndicalistes se retrouvaient un par table au milieu de six patrons. On ne pouvait rien dire.

A la fin les patrons se sont plaints que les jeunes ne voulaient plus entrer dans le bâtiment et qu'on ne trouvait plus de maçons. Le préfet leur a répondu que, s'ils payaient mieux leurs ouvriers, peut-être qu'ils en trouveraient davantage. Les patrons faisaient une tête ! ».

TABLEAU DES RESULTATS AUX CAP EN 1972-1973 POUR LA REGION DE LA MOSELLE

	CET publics	CET privés	CPO
Elèves présentés	3.158	2.161	2.672
Elèves reçus	2.025	1.319	973
Taux de réussite	64 %	61 %	36 %

CPO : cours professionnels obligatoires.

Source : Le capital, les travailleurs et l'école, de Lucie Tanguy - Ed. Maspéro, 1976.

Ce tableau fait apparaître une nette différence dans le taux de réussite : les élèves de CET réussissent mieux que les apprentis.

Mais comme tous les apprentis ne se présentent pas au CAP, le taux de réussite est encore plus bas.

Toujours pour la Moselle, en 1972-1973 :

Apprentis en 3 ^e ann.	Inscrits	Présent. aux CAP	Reçus %
3.806	2.672	973	25,5

Les chances de réussite des élèves de CET sont donc deux fois et demie plus élevées que celles des apprentis.

L'efficacité de l'apprentissage

Et puis il y a le patron qui est là pour dire si ça va ou si ça ne va pas. Dans un grand garage, c'est beaucoup plus le travail à la chaîne. On donne un boulot puis on s'arrête là. L'apprenti, il regarde l'autre bosser.

Et puis, dans un petit garage, il y a toujours beaucoup plus de travail. Alors on te donne un travail à faire tout seul et on t'explique si ça ne va pas.

— Est-ce que vous pensez que la formation dans un garage est aussi bonne que dans un CET ?

— Elle est meilleure ! Quand on est sur un moteur, il faut qu'on reste dessus jusqu'à ce qu'on

trouve la panne et qu'on l'ait réparée. Au CET, tu ne cherches pas à réparer : t'as trouvé la panne, t'as trouvé ! »

UNE APPRENTIE VENDEUSE DANS UNE BOUTIQUE DE PRêt A PORTER.

« Le travail consiste à faire le ménage le matin, le rangement l'après-midi. Quand les patrons sont occupés, j'ai la possibilité de vendre. Mais c'est rare. — Je travaille dans un magasin de prêt à porter, c'est donc difficile de se faire respecter. Plu-

tôt que de m'apprendre le travail de vendeuse, ils me font faire le travail d'une bonne, comme aller faire les courses, le ménage, etc. J'ai cette place pour rendre service. Si je veux apprendre, c'est à moi à leur demander.

Si j'ai le malheur de vendre une chemise, le patron se précipite sur moi pour me demander : « Ah ! vous avez vendu une chemise ? Et à quel prix ? ». Si celle-ci ne coûte que 120 F seulement, ce n'est pas celle qu'il fallait vendre. Il me fait bien comprendre que je ne suis pas capable de vendre quoi que ce soit. Au lieu de m'expliquer mon travail ».

tion de la jeunesse ouvrière

L'apprentissage : un dressage pour l'industrie

Même si la qualification acquise est dérisoire et ne trouve pas son emploi dans la grande industrie, point de chute de bien des apprentis qui vont venir grossir la masse des O.S., l'apprentissage profite cependant au patronat. Les jeunes apprentis apprennent à se plier aux servitudes d'un travail ingrat, acquièrent le sens de la discipline, subissent un véritable dressage. Le patronat ne peut que se féliciter de cet aspect de leur formation...

LE POINT DE VUE DE MAÎTRES D'APPRENTISSAGE...

LA PATRONNE D'UNE ENTREPRISE DE REPARATION - VENTE DE MOBYLÈTTES A CLERMONT-FERRAND

« Que pensez-vous de l'apprentissage ? »

— Les apprentis prennent plus tôt une formation d'ouvrier. Ceux qui sortent de l'école n'ont pas la conscience du travail.

Tenez, un exemple. J'ai voulu prendre une aide-comptable, une jeune qui sortait de l'école. Elle en avait la marque, elle n'était pas responsable. Elle connaissait bien des choses mais faisait plein d'erreurs de copie. A l'apprentissage, il y a des responsabilités. Les jeunes seront responsables. L'école ne les fait pas devenir sérieux.

— Les gardez-vous après le CAP ?

— En principe, c'est très difficile d'en garder. Il faut dire que les salaires sont assez bas chez

nous car nos prix sont bloqués... L'atelier, c'est plus rentable pour eux. Beaucoup essayent de rentrer chez Michelin après être passés chez nous. Bien sûr, on essaye d'en garder pour avoir du personnel.

UN PHOTOGRAPHE :

« C'est aussi plus difficile d'avoir des apprentis, avec l'école obligatoire jusqu'à 16 ans. Les jeunes sont plus évolués. Ils acceptent mal la tutelle du maître d'apprentissage. Ils n'acceptent déjà pas la tutelle du père, alors...

Et puis, on nous envoie un peu ceux qui ne peuvent rien faire d'autre à l'école. Personnellement, je n'ai pas le bac. Mais pour le métier, il faut avoir un peu de jugeote.

Dans l'académie, il y a vingt apprentis en photo qui se présentent au CAP dans l'année. Il y en a cinq de reçus et, sur les cinq, il y en a deux de valables. »

...ET CELUI DES APPRENTIS (un jeune, 16 ans, apprenti chauffagiste)

IL EST SEVERE, AUTORITAIRE...

« Je travaille trois semaines sur les chantiers et j'ai une semaine de cours.

Mon travail consiste essentiellement à charger et décharger le camion, sans matériel de manutention. Pourtant la médecine du travail m'a interdit de soulever des poids car j'ai une déformation de la colonne vertébrale. Mais mon patron ne veut rien savoir.

— Quelles sont tes relations avec le patron ?

— Il est sévère, autoritaire. Il a failli me renvoyer pour des retards, pourtant rares. Mais il m'apprend correctement mon métier.

Il évalue ma paye normale pour le travail que je fournis à 2.500

francs. Bien sûr, je ne les ai pas.

Il m'a dit qu'après mon CAP il ne me réembaucherait pas. Il préfère les apprentis, qui lui reviennent moins cher, même s'ils ont une semaine de cours. »

LES COUPS

« Moi, je sers au bar sans avoir 18 ans et mon patron, qui devrait me faire faire le restaurant, m'a plutôt embauché comme bonne à tout faire.

Un gars de ma section s'est fait cogner par son patron. Il est allé parler à l'inspecteur du travail qui fait une permanence toutes les semaines au Centre. L'inspecteur a parlé au patron en lui disant que, si cela se renouvelait, il aurait des ennuis. Le patron a parlé de... mouvements d'humeur ! »

Dans les grandes entreprises, c'est le dressage

tard !

La hiérarchie du Centre d'apprentissage était basée et calquée sur celle des autres ateliers de l'usine. Ses chefs triés sur le volet ne manquaient pas une occasion pour nous rappeler que c'était grâce à la bonté de la société Alsthom que nous étions là à apprendre un métier gratuitement.

Les bâtiments du Centre étaient séparés du reste de l'usine. Une fois, il y a eu un débrayage des travailleurs de l'usine qui étaient

IL Y A VINGT ANS, A L'ALSTHOM- SAINT-OUEN

« Il y a vingt ans, j'étais apprenti-ajusteur au Centre d'apprentissage de l'usine Alsthom à Saint-Ouen.

Le système de notation était basé sur la course à étapes. Et gare à celui qui prenait du re-

LA LOI ROYER

Le projet de loi Royer prévoyait la possibilité pour les jeunes d'entrer en apprentissage dès 14 ans.

Finalement la loi adoptée constitue une remise en cause moins nette de la scolarité jusqu'à 16 ans. Néanmoins la loi de 1973, comme celle de 1971, autorise les jeunes âgés de moins de 15 ans à souscrire un contrat d'apprentissage, s'ils justifient avoir effectué la scolarité du premier cycle. Mais le texte prévoit aussi que les jeunes puissent effectuer des stages en milieu professionnel durant les deux dernières années de leur scolarité obligatoire. A ce titre, dès maintenant, des jeunes de

14 ans, élèves des CPA, font 15 jours par mois d'apprentissage chez un patron sans être payés.

C'est une porte ouverte vers un retour à la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans et c'est pourquoi les collégiens des CET en lutte ont réclamé son abolition lors des grèves de 1973.

Mais la scolarité jusqu'à 16 ans, telle qu'elle est conçue, n'est pas non plus satisfaisante. Faute de crédits, de professeurs et d'une pédagogie moderne adaptée, c'est un échec. Au lieu d'y remédier réellement, le gouvernement veut en prendre prétexte pour envoyer les jeunes au travail à 14 ans. Et, il y a peu de

temps encore, Stoléru a repris à son compte cette idée.

Cette solution a l'avantage de plaire aux petits artisans et aux petits patrons, vers lesquels le gouvernement tourne sa démagogie sans que cela lui coûte quoi que ce soit. Au contraire, cela lui évite de construire des CET et de payer des professeurs.

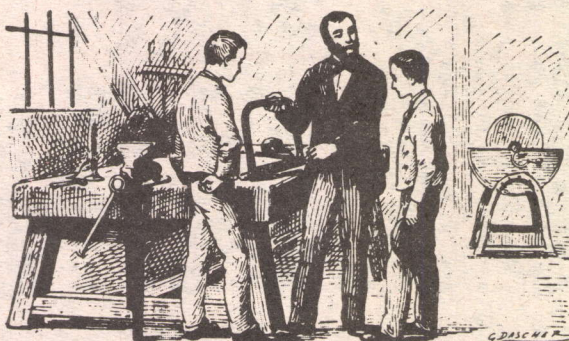
C'est une fois de plus les enfants de familles pauvres qui feront les frais de cette politique. La loi Royer rappelle que, dans la société capitaliste, seuls les fils de bourgeois ont accès aux études, alors que les fils d'ouvriers doivent aller le plus rapidement possible se faire exploiter.

Les Serviteurs

14^e Leçon

Devoirs des Serviteurs et des Ouvriers à l'égard des Maîtres et des Patrons

LEÇONS



Les apprentis attentifs

tout ce qui regarde le service, prendre soin de leurs intérêts comme si l'agissait des nôtres et surtout avoir la plus grande probité.

2. — Si nous sommes apprentis, nous devons bien écouter les leçons de notre patron et tâcher de mettre à profit tous ses enseignements afin de devenir bientôt de bons ouvriers; nous devons encore tenir fidèlement les engagements pris par nous ou par nos parents à l'égard du patron.

3. — Enfin, devenus ouvriers, nous nous appliquerons soigneusement à notre travail comme si nous devions en retirer nous-mêmes le produit; nous ne nous montrerons ni paresseux, ni négligents; nous donnerons au contraire à notre patron tout le travail qu'il est en droit d'attendre de nous et pour lequel nous sommes payés. Nous nous méfierons surtout de ceux qui chercheraient à nous détourner du travail en nous assurant qu'on peut arriver à l'aisance autrement que par le travail et l'économie.

Récitation

Sage réponse

Deux hommes façonnaient les terres d'un domaine, Et le soleil sur eux dardait ses chauds rayons. — « A faire ce métier bien longue est la semaine, Dit l'un des travailleurs; si nous nous reposons? A l'ombre des ormeaux, sur la pelouse fraîche, Nous pourrions faire un somme au lieu de tant suer. Si tel est ton avis, laissons là notre bêche; Après tout c'est bien fou de se vouloir tuer. Le maître, en ce moment, sur son lit fait la sieste. Pourquoi pas l'imiter? Nous n'y perdrons rien. — Compagnon, va dormir si tu veux, moi, je reste; Tu connais ton devoir et je connais le mien. Si je le désertais, je rougirais de honte. En acceptant l'argent qui me sera donné, Maître ou valet, chacun doit recevoir son compte; Et le pain le meilleur est le pain bien gagné. »

Edouard JOURN.

Questions orales ou écrites

1^o, Comment appelle-t-on celui qui a des serviteurs? — 2^o, Et celui qui a des apprentis ou des ouvriers? — 3^o, Quels sont les devoirs des serviteurs à l'égard de leurs maîtres? — 4^o, des apprentis à l'égard de leur patron? — 5^o, des ouvriers à l'égard de leur patron? — 6^o, De qui un bon ouvrier doit-il se méfier? Pourquoi?

Rédactions

I. — Montrez que le serviteur, l'apprenti ou l'ouvrier qui ne fait pas, par négligence, tout le travail pour lequel on le paie, commet un véritable vol.

II. — Les Associations ouvrières. — Qu'est-ce qu'une association de production? — une association de consommation? — l'association du capital et du travail?

A. POIGNET et H. BERNAT. — Le livre unique de morale et d'instruction civique. — P.A. Godchaux et Cie. 1898.

L'ECOLE DE CITROEN PRES DE « JAVEL »

Un jeune électricien
de Citroën-Saint-Ouen :

« Les méthodes sont plutôt dures pour faire bosser les gars. Les profs qui cognent ne sont pas rares. Les profs sont recrutés parmi « de bons professionnels » très qualifiés, CFT évidemment.

La discipline est très stricte : cheveux courts obligatoires, travail le samedi si les devoirs ne sont pas réussis dans la semaine

(pas réussis = moins de la moyenne).

Les gars qui sortent de cette école sont de très bons professionnels. Il y a 100 % de réussites au CAP. Cette année, un jeune apprenti a obtenu la médaille du meilleur apprenti de France.

Après l'école, ou bien les gars sont dans la ligne CFT, c'est-à-dire de bons petits salauds prêts à être de futurs chefs à l'usine; ou bien, ils sont révoltés et écœurés par les méthodes de cette école-moule CFT. »

dossier

L'APPRENTISSAGE

Combiner travail et éducation: utopies et réalités

L'apprentissage a des aspects positifs. Car apprendre en travaillant, c'est s'approprier, en même temps que des connaissances, un savoir-faire pratique. En fait, on ne connaît bien que ce que l'on fait et on apprend d'autant mieux que l'on est à même de vérifier que le savoir acquis représente plus que des mots.

L'idée de combiner le travail et l'éducation pour former des hommes pleinement développés n'est pas nouvelle. C'est une conception que la bourgeoisie elle-même, à l'époque où elle était révolutionnaire, avait faite sienne. Condorcet, dans ses Mémoires sur l'instruction publique écrits en 1792, en pleine Révolution française, recommandait qu'il n'y ait plus d'opposition entre « intellectuels et métiers mécaniques ». Il voulait que soit mis en place tout un enseignement technique basé sur une somme de connaissances et de savoir-faire directement inspirés des diverses professions. « Il ne faut, dit Condorcet, ni fatiguer les élèves par des abstractions, ni dégrader leur raison en leur faisant adopter sur parole des principes qu'ils ne comprennent pas ».

Mais c'est surtout le développement du capitalisme et de la grande industrie qui fera éclore de nouveaux projets, ceux des années 1830. Tandis que la fa- « socialistes utopiques » de s'frigue mutilait physiquement et moralement l'enfant, l'enseignement bourgeois mutilait l'intelligence, en imprimant à chaque individu la division sociale du travail, le morcellement des tâches, le mépris du travail manuel. Les précurseurs de Marx en étaient conscients et leurs projets visaient à changer et le travail et le système d'éducation qu'imposaient les classes dominantes.

Fourier, par exemple, critique cette aberration d'un enseignement coupé du monde du travail et uniquement centré sur des disciplines abstraites.

« On ne cherchera point, comme dans l'éducation actuelle, à faire des savantins précoces... On cherchera de préférence la précocité mécanique. L'habileté

en industrie... loin de retarder la culture de l'esprit, l'accélère. »

Il défend l'idée que l'apprentissage d'un métier doit être fonction des goûts de chacun. L'enfant fréquentera l'atelier et l'enseignement général se fera à partir des questions qu'il se pose. Prenant l'exemple de l'apprenti-savetier, Fourier pense que « si on le laisse débiter par le point où l'attraction le conduit, par la savaterie, il sera bientôt tenté de prendre connaissance de la cordonnerie,

de la tannerie, puis de la chimie sous le rapport des qualités que les peaux des bestiaux permettent d'acquérir par telle sorte de régime ou de pâturage. Peu à peu, il s'initiera à toutes les industries par suite d'une émulation primitive en savaterie ».

Plus encore que Fourier, Owen, placé au cœur de la grande industrie, puisque patron d'une fabrique en Angleterre, a essayé de montrer qu'il était possible, à condition de modifier les conditions de travail — ce qu'il fit dans son usi-

ne —, à la fois de s'instruire et de travailler. Lui rendant hommage, Marx dira qu'Owen « a fourni le germe de l'éducation de l'avenir qui, pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge, combinera le travail productif à l'instruction. Et ce, non seulement comme moyen d'accroître la production sociale, mais comme seule et unique méthode pour produire des hommes pleinement développés ».

Il reviendra au premier Etat ouvrier, à la Commune de Pa-

ris de 1871, de décréter l'institution d'un enseignement professionnel « intégral », qui cultive à la fois chez l'écolier « l'esprit qui conçoit et la main qui exécute » (Louise Michel). Ecrasés par la répression, les Communards n'auront pas le loisir d'appliquer leur décret.

Mais ils montraient par avance que la classe ouvrière en lutte pouvait à la fois concevoir et exécuter ses œuvres et réaliser ces projets qui, jusque-là, étaient restés des utopies.



Corvéables à merci...

Les patrons se servent des apprentis comme de bonnes à tout faire et, de tradition, on leur réserve les travaux les plus désagréables.

L'apprenti est peu payé. Son salaire ne peut être que tout au plus son argent de poche et il reste dépendant de ses parents. Pire encore, l'élève du Centre de pré-apprentissage (CPA), qui travaille quinze jours par mois chez un patron, ressent vivement la frustration de ne pas recevoir de salaire.

Dans beaucoup de cas, la durée du travail dépasse très largement les 40 heures légales et ils doivent parfois embaucher la nuit. Ils doivent subir des conditions de travail déplorables et, par-dessus le marché, souvent, pour les remercier, on les met à la porte à la fin de l'apprentissage, pour ne pas avoir à les payer plus.

Bonne à tout faire

Une apprentie en hôtellerie raconte : « Moi, je sers au bar sans avoir 18 ans et mon patron, qui devrait me faire faire le restaurant, m'a plutôt em-

bauchée comme bonne à tout faire ».

Un patron à la redresse

« Quels étaient tes rapports avec ton patron ?

Le patron est plus ou moins sympa. Souvent, le soir, il retardait mon départ. Quand j'avais fini de balayer, il faisait exprès de repasser, les pieds pleins de farine. Ou bien il m'envoyait chercher quelque chose qu'il aurait pu aller chercher lui-même ».

Escroquerie

« Pour me payer, au début, mon patron m'avait présenté une feuille avec les salaires de 1971, alors qu'on était en 1973, me soutenant qu'ils n'avaient pas augmenté ».

Boulot, dodo

« Le patron voulait que j'embauche à 4 heures, pour ensuite aller à l'école à 8 heures. Je sortais à 18 heures du

bahut, j'arrivais à 19 heures chez moi. Le temps de manger, il était 20 heures ou 21 heures. Il était temps de se coucher. Les cinq jours de la semaine, il fallait faire ça ».

Un apprenti mis à la porte après six mois

« Un jour, j'ai embauché à 3 heures du matin car je voulais sortir à 6 heures, ce qui me laissait deux heures avant l'école. A 6 heures, le patron n'a pas voulu que je parte. Il m'a menacé de renvoi, je suis parti quand même.

Sur la lettre de licenciement que j'ai reçue, il était écrit que la serveuse m'avait vu prendre 50 francs dans la caisse. J'ai vu la serveuse : elle n'était même pas au courant.

— Qu'as-tu fait alors ?

— Rien. Autant s'attaquer à une montagne. Je n'ai donc pas passé mon CAP, après avoir travaillé six mois à l'essai (payé comme apprenti) et un an depuis la signature de mon contrat ».

Un artisan peintre, militant du CID-UNATI, nous parle de l'apprentissage

« C'est l'habitude dans votre profession de prendre des apprentis ?

— Pas pour tout le monde. Je reproche à beaucoup de ceux qui en emploient de les licencier quand ils ont leur CAP. Quand il faut les payer, ils préfèrent reprendre des apprentis qu'ils ne payent pas. Ça, je ne peux l'admettre.

— Les apprentis disent que le patron les retient au travail au lieu d'aller en cours ?

— On a le droit pour des travaux urgents et, l'apprenti, il prend du retard et n'arrive plus à rattraper.

— Vous êtes pour l'apprentissage ?

— Oui, mais chez un petit patron. Dans les grosses boîtes, ils font tout ce qui n'est pas intéressant et n'apprennent qu'une chose, la tapisserie par exemple ».

Un apprentissage libéré de ses entraves

La division du travail manuel et du travail intellectuel dans notre société

A l'école, on inculque à l'enfant à bien séparer le travail manuel et le travail intellectuel. Le travail manuel est rabaisé à ses yeux. Le temps scolaire est entièrement consacré à apprendre les rudiments intellectuels nécessaires dans notre société. Pratiquement aucun lien n'est fait entre les études et la vie de tous les jours. On fait ce tour de force d'enseigner des principes d'électricité sans montrer aux enfants ce qu'est un interrupteur. Quand un jeune a quelques connaissances en mécanique, c'est pour avoir appris lui-même à réparer sa mobylette. Si par extraordinaire l'instituteur emmène ses élèves visiter une usine, c'est en spectateurs, uniquement pendant quelques heures. Le contact avec le monde du travail se fait plus tard, à 14 ans pour ceux qui entrent en CPA et jamais pour nombre de ceux qui poursuivent des études universitaires. Loin de nous de regretter le travail des enfants tel qu'il était odieusement

conçu au XIX^e siècle. Mais la coupure entre le travail manuel et intellectuel a de graves conséquences. La première étant de favoriser l'échec scolaire. Pour apprendre, comprendre, il faut être motivé. Et comment les enfants peuvent-ils l'être, quand on ne leur montre pas les conséquences pratiques de leurs études, quand celles-ci ne leur permettent pas de réaliser quelque chose d'utile. On peut alors facilement comprendre pourquoi certains enfants se dégoûtent de l'école et préfèrent même aller en apprentissage, où ils acquièrent un rôle social.

Les autres, ceux qui réussissent à entrer en faculté, des fils de bourgeois pour la plupart, on les forme à jongler ou à répéter des idées, sans qu'ils sachent pourquoi elles ont été exprimées au départ. Cette forme de scolarité ne permet pas au jeune de s'intégrer à la vie sociale. Elle lui inculque le mépris du travail manuel et fait de lui un assisté qui ne sait rien faire de ses dix doigts. Les étudiants ressentent eux-mêmes un malaise qu'ils expriment dans certaines de leurs luttes. Mais cela ne les empêche pas d'adopter parfois une attitude méprisante vis-à-vis des femmes de service, par exemple.

Dans cet état d'esprit, il est tout à fait significatif qu'actuellement l'apprentissage soit conçu comme une filière que suivent ceux qui ont échoué scolairement. Dans ce cas, c'est l'inverse : l'enseignement théorique est réduit au strict minimum.

Au contraire, tout le monde devrait avoir accès à différentes formes d'apprentissage qui seraient autant de moyens de mieux comprendre les principes abstraits. De plus, en prenant contact avec tous les aspects du travail humain, l'enfant pourrait lui aussi faire œuvre sociale et acquérir ainsi sa place dans la société.

pour organiser visites et expériences.

« ...Nous sommes pauvres. Nous avons besoin de menuisiers, d'ajusteurs, immédiatement. Absolument tous doivent devenir menuisiers, ajusteurs, etc. Mais avec un certain minimum d'instruction générale et polytechnique en plus ».

Et Lénine d'insister à nouveau :

« ...Il faut que ces « artisans » aient une large culture générale, qu'ils aient un horizon polytechnique et qu'ils possèdent les rudiments d'instruction polytechnique ».

Lénine et l'enseignement technique

C'est dans un contexte de délabrement économique dû à la guerre civile et au blocus des impérialistes que les bolcheviks ont jeté les bases de leur projet d'instruction. Il fallait former des travailleurs qualifiés dont l'industrie manquait cruellement, dans un pays comprenant une majorité d'illettrés.

Ce ne sont pas tant les programmes en eux-mêmes qui retiennent l'intérêt, mais l'orientation donnée. L'accent est mis principalement sur la formation polytechnique et le développement maximum de la culture

générale. Voilà ce que préconisait Lénine en commentant en 1920 les thèses du projet :

« I). Insister sur le principe de l'école polytechnique.

II). Dire clairement que nous ne pouvons renoncer en aucune manière au principe et à la réalisation immédiate dans la mesure du possible d'un enseignement polytechnique ».

Après avoir réclamé, vu la gravité de la situation économique, la fusion immédiate du deuxième degré (à partir de 13 ou 14 ans jusqu'à 17 ans) avec les écoles professionnelles, il poursuit :

« Pour que cela ne devienne pas de l'artisanat, on doit poser strictement les règles suivantes :

I). Eviter la spécialisation prématurée;

II). Etendre, dans toutes les écoles professionnelles techniques, les matières d'instruction générale.

III). Poser comme tâche impérieuse le passage immédiat à l'instruction polytechnique ».

Suivent une série de mesures : visites d'usines, expériences à faire faire; mobilisation de tous les ingénieurs, agronomes et diplômés de sciences physiques et de mathématiques

L'activité humaine dans l'avenir : un apprentissage permanent

L'apprentissage, forme d'enseignement héritée de l'artisanat, décline avec l'avance de la grande industrie. Pourtant, libéré des entraves du monde capitaliste, l'apprentissage sera probablement un des modes privilégiés de transmission des connaissances dans l'avenir.

Il est bien sûr impossible de décrire ce que sera la société socialiste. Cependant, nous pouvons en concevoir un certain nombre de caractères, au travers des bouleversements qu'impose la grande industrie et les possibilités qu'elle offre.

L'entrave de l'exploitation du travail salarié disparue, la planification de la production et son développement apporteront l'abondance. Le comportement et la vie des

gens seront profondément modifiés.

Apparues avec la division du travail à l'extrême, les tâches fastidieuses et répétitives seront pour l'essentiel supprimées, grâce au progrès technique, et remplacées par l'automatisme.

Par contre, la nécessité actuelle de former un certain nombre d'ouvriers qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs, possédant un bagage théorique de plus en plus élevé et polyvalents, pour assurer le fonctionnement et l'entretien des machines, est l'embryon d'un des traits essentiels de la société socialiste.

La séparation entre travail manuel et intellectuel disparaîtra et le but du travail ne sera pas le salaire, mais le résultat. La façon dont au-

jourd'hui travaillent les hommes dans les techniques de pointe ou les domaines de recherche peut en donner un aperçu.

Les astronautes doivent savoir réparer eux-mêmes leur vaisseau spatial, posséder des qualités à la fois physiques, manuelles et intellectuelles développées.

Un archéologue n'hésite pas à manier lui-même les instruments de terrassement avec son équipe, pour mener les fouilles nécessaires à ses recherches. Des hommes comme Haroun Tazieff et ceux qui travaillent avec lui sont bien des intellectuels mais tout autant des manuels. Et ce n'est pas l'argent qui les pousse dans leurs travaux.

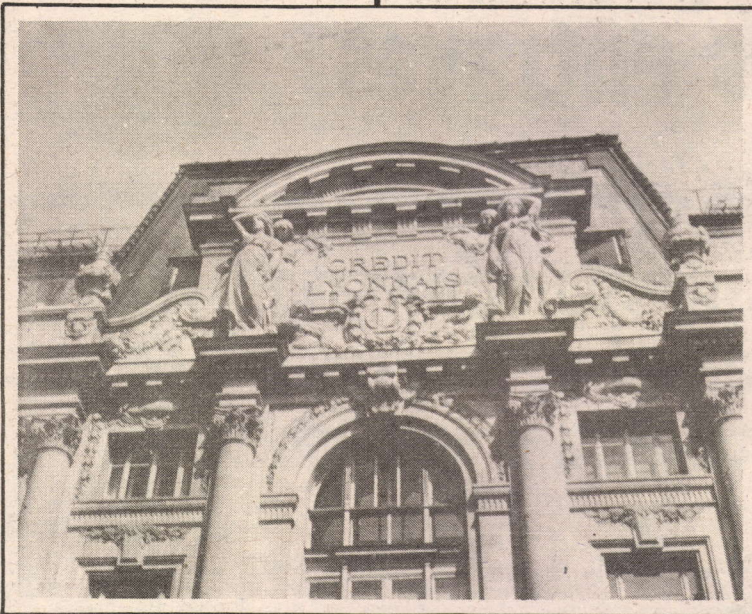
Que ce soit dans le domaine de la production

industrielle, l'architecture, l'équipement, la recherche, les arts, partout on assistera au développement du travail collectif, les compétences et les connaissances requises dans chacun des domaines dépassant celles d'un seul homme. Ce travail de groupe à grande échelle sera favorisé par la suppression des spécialisations et par le développement des moyens de communication, qui porteront à la connaissance de chacun les méthodes, les recherches, les résultats et les applications des travaux de tous. L'instruction poussée dans tous les sens, à partir de l'adolescence, sera acquise au sein même des groupes de travail, et le jeune bénéficiera de leur savoir et de leur expérience.

Il sera mis au contact des

problèmes du fonctionnement des usines, de la distribution des biens. Il se familiarisera avec les appareils, comprendra l'objet des recherches et du travail des adultes. Tout cela, il l'apprendra en fonction de ses pôles d'intérêt, selon son libre choix des problèmes qu'il sera amené à se poser et à chercher à résoudre.

En permanence au contact de gens plus compétents que lui, il bénéficiera de leur expérience, tout en participant à leurs activités. En fait, tout au long de sa vie, se poursuivra cette transmission du savoir. Chacun ayant le libre choix de changer son domaine d'activités, il existera dans les faits un apprentissage permanent, qui apportera la formation la plus complète possible.



Une journée de grève

Jeudi 27, c'était la journée d'action dans la Fonction publique. Les banques nationalisées devaient en principe y participer, mais l'appel n'a pas été répercuté par les sections d'entreprise.

Au Crédit Lyonnais, la CGT appelait seule à se joindre à cette journée d'action, mais signa un appel commun avec la CFDT et FO, pour un rassemblement et une manifestation devant le Siège central, le même jour à 9 h 30.

Après consultation de ses syndiqués et du personnel, FO appela aussi à 24 heures de grève, étant donné le mécontentement dans l'entreprise, dû aux faibles augmentations de fin d'année, alors que la direction annonce 250 millions de francs de bénéfices pour 1976.

La grève a été assez bien suivie. Environ 30 à 50 % au Siège, selon les services (quelques services n'ont malgré tout prati-

quement pas débrayé), 50 % à République, 70 % à Levallois.

De nombreux employés d'agences ont participé au mouvement et l'Agence AZ a dû fermer ses portes, faute d'employés.

La direction a reçu une délégation CFDT-FO-CGT, mais pour leur affirmer que le personnel devrait, dans la situation actuelle, être content de son sort!

Mais les employés ne sont justement pas contents du tout.

Le problème est qu'ils hésitent à s'engager seuls dans une grève longue, comme en 1974. Ils savent que, face au plan Barre, une lutte d'ensemble de tous les travailleurs serait nécessaire et efficace.

Alors, pour l'instant, c'est un peu l'hésitation, mais avec la ferme volonté de ne pas laisser faire la direction dans ses attaques contre notre niveau de vie.

Correspondant LO

Point de points

Au Crédit Lyonnais, l'annonce des augmentations individuelles de fin d'année a été faite vendredi 21 janvier. Les réactions n'ont pas manqué.

Il faut dire qu'un tiers du personnel n'aura aucune augmentation. Quant aux heureux « élus », ils ont une augmentation qui s'échelonne entre 25 et 125 F à la tête du client.

Aussi, le jour de l'annonce des

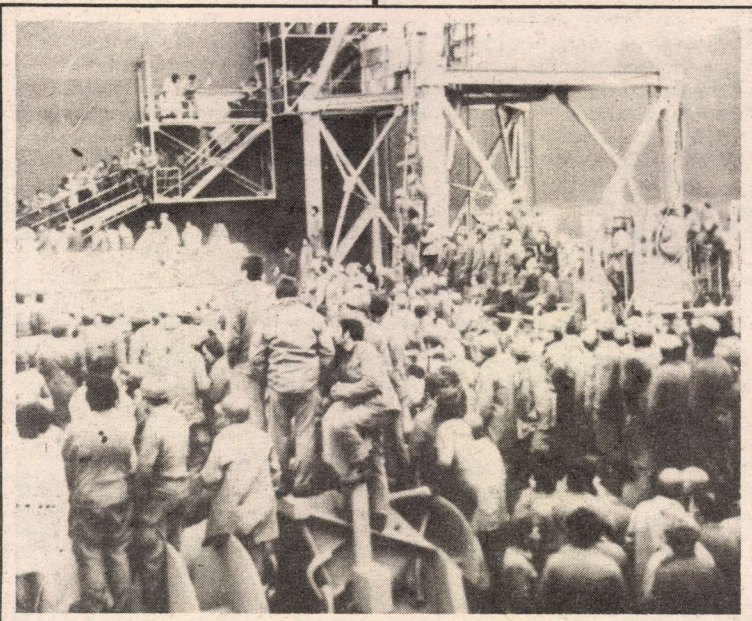
augmentations, on a pu voir des sections entières où le personnel ne travaillait pas et discutait de ce problème. Des employés sont même purement et simplement rentrés chez eux. Une employée, apprenant qu'elle ne serait pas augmentée, s'est installée à son bureau, a repoussé son travail et s'est mise à tricoter.

Correspondant LO

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE :

Une minorité décidée

Chantiers de l'Atlantique : il y a quelques semaines, lors de l'occupation du pétrolier « Bellamy ».



Aux Chantiers de l'Atlantique, suite à un débrayage de deux heures pour riposter contre la mutation et le déclassement d'un camarade, nous apprenions que la direction ne se contentait pas de nous retenir les deux heures de débrayage, mais également neuf minutes qui correspondent en gros au trajet du lieu de travail au vestiaire. Nouvelle mesure qui s'inscrit dans la politique de reprise en main de la direction.

Cela fut peu apprécié, surtout à l'atelier 36, où une centaine de camarades (sur 300) envahirent les bureaux des responsables d'atelier dès l'embauche de 13 h 30. Après avoir « retenu » l'ingénieur de production quelques heures, les travailleurs apprenaient en fin de journée que la direction ne voulait pas revenir sur sa décision.

Le lendemain matin ces camarades refuseront de reprendre le travail. Si, durant la matinée, les organisations syndicales les soutiennent, l'après-midi elles vont

tenter de les faire reprendre. Qu'à cela ne tienne! A 13 h 30, les grévistes décident de bloquer les cars de cet atelier, de monter dans les sections syndicales demander des comptes, d'exiger une assemblée générale des grévistes. La poursuite du mouvement fut votée, ainsi que le blocage de la grille principale des Chantiers, jusqu'à la débauche.

Le lendemain matin, les travailleurs du 36 entendaient bien poursuivre leur mouvement. Mais dès l'embauche, les organisations syndicales leur apprenaient que la direction avait cédé sur les 9 minutes la veille au soir, et cela POUR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DES CHANTIERS (7.000 camarades concernés). Un vote fut organisé : 80 des 85 grévistes votèrent la reprise.

C'est en cortège et en chantant l'Internationale que nos camarades se rendirent à l'atelier, fiers d'avoir gardé la tête haute devant l'arrogance du patron.

Correspondant LO.

ALSTHOM BELFORT :

LES TRAVAILLEURS RÉAGISSENT AU CHANGEMENT D'HORAIRE

Vendredi 29 janvier, une nouvelle fois, la direction a annoncé un changement d'horaire en raison de la grève de l'EDF. Mardi 1^{er} février, nous ne travaillerons pas et nous devrons récupérer deux samedis matins.

Dans les ateliers, c'est la grogne. Cela devient en effet une habitude. A chaque grève de l'EDF, la direction nous prend pour de véritables pions en chan-

geant nos horaires de travail. L'après-midi, les syndicats CGT-CFDT nous appellent à un débrayage et à un meeting. Nous nous retrouvons à environ cinq cents dans le hall de la direction autour du chef du personnel. Une discussion s'engage entre les syndicats et celui-ci. Mais devant l'attitude butée du directeur, la colère commence à monter parmi nous. Et malgré les appels

au calme des dirigeants syndicaux et le barrage qu'ils organisent pour protéger le chef du personnel, la colère est la plus forte. Nous enfonçons le barrage syndical, le directeur s'enfuit dans les couloirs suivi des dirigeants syndicaux. Finalement, nous entourons tous le chef du personnel et nous avons enfin l'occasion de lui dire nos quatre vérités à deux doigts des mous-

taches et sans intermédiaires.

La direction n'est pas revenue sur sa décision de changement d'horaire. Nous n'avons guère de chances de gagner, à quelques centaines.

Mais les présents sont repartis heureux d'avoir pu montrer leur colère, de n'être pas retournés dans les ateliers, comme d'habitude, la tête basse.

Correspondant LO.

● Communiqué : grève des assistants sociaux

Nous sommes en grève depuis le lundi 24 janvier contre l'arrêté Lenoir. Celui-ci prévoit une sélection qui favoriserait plus les connaissances théoriques qu'une pratique professionnelle au diplôme d'Etat, lequel est indispensable pour exercer la profession.

Toutes les 48 heures, nous re-votons la grève. Nous nous sommes divisés en différentes commissions : presse, coordination école, nettoyage, animation, financière, popularisation, réflexion sur le diplôme d'Etat, réflexion sur les moyens de lutte, coordination ANAS, comité d'entente des écoles de service social. Nous avons élu un comité d'animation (qui joue le rôle de comité de grève). Celui-ci est réélu tous les deux jours.

Chose très rare pour notre corporation, nous sommes descendus dans la rue pour populariser notre mouvement, le 27 janvier 1977, au cours de la manifestation de la Fonction publique.

Le mouvement s'étend progressivement à l'ensemble des écoles de service social du pays : Amiens, Vauban, Lille, région parisienne et régions est, sud.

Comité de presse Assistants sociaux en formation - Ecole de service social, 13-17, rue Camille-Guerrin - LILLE.

● Des salauds

Il y a une quinzaine de jours, à l'usine O, un intérimaire nouvellement arrivé au déliassage de l'exploitation DIP a eu besoin de prendre des notes pour ne pas se tromper dans son travail. Pour cela, il a utilisé un petit cahier trouvé dans le service. Et comme il n'y avait pas de casier où le déposer, il est parti chez lui, le cahier à la main, après sa nuit de travail.

Mais au Point-du-Jour il y a des grilles, et aux grilles des gardiens. Et à cette heure-là, pas n'importe lesquels. Chacun imagine la suite : question des gardiens, réponses étonnantes de l'intérimaire qui ne comprend pas ce qui se passe. Renvoi immédiat pour vol.

Depuis lors ces fins limiers, encouragés par leur succès, redoublent d'ardeur pour fouiller les voitures. Ils font leur travail, disent-ils. Beau travail : un travail de salaud pour ceux qui le font et y prennent plaisir.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Billancourt.)

● Le directeur d'un SUMA condamné à 15 jours avec sursis

Le directeur d'un Suma vient d'être condamné à 15 jours avec sursis. Il aurait, avec l'aide d'une surveillante, séquestré et frappé une caissière qu'il accusait à tort d'avoir volontairement omis d'enregistrer une somme de 60 F.

L'erreur commise par ce patron, aux yeux de la justice, a sans doute été d'avoir fait justice lui-même, au lieu de faire appel aux « autorités compétentes ». Quoi qu'il en soit, quinze jours avec sursis pour un acte aussi révoltant, ce n'est vraiment pas cher payé. Mais comment s'en étonner, lorsqu'on se souvient du concert d'indignation qu'avait provoqué non pas la mort d'un travailleur, mais l'arrestation du patron, Chapron, responsable de cette mort.

Car si aujourd'hui le couperet de la justice a effleuré ce directeur de supermarché, il se garde bien de toucher à tous ces patrons qui ne se gênent pas pour exercer quotidiennement leur propre justice, en licenciant des travailleurs pour un oui ou pour un non, et cela sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la loi.

Correspondant LO.

Quand SACILOR pousse les travailleurs vers la porte de sortie

■ A la dernière réunion du Comité central d'entreprise, le 1^{er} février, la direction de Sacilor-Sollac a annoncé les mesures qu'elle compte prendre pour supprimer 9.000 emplois en deux ans et demi (dont 4.000 sur l'année 1977).

D'abord le licenciement de tous les travailleurs âgés de 58 ans. Il ne s'agit pas de mise en pré-retraite comme Sacilor voudrait le faire croire, mais de licenciement pur et simple, puis-que ces travailleurs devront aller pointer au chômage et qu'ils recevront la première année 90 % de leur salaire. La deuxième an-

née, ils recevront 40,25 % de leur salaire, plus l'aide publique, c'est-à-dire 13 F par jour. Ce n'est qu'à 60 ans que la pré-retraite entrera pour eux en application.

Cette mesure touchera 1.146 personnes sur l'ensemble de Sacilor-Sollac. Pour se débarrasser des 7.864 autres, Sacilor annonce qu'elle va « encourager les départs volontaires » et « proposer des offres d'emplois ». Elle offre une prime à tous ceux qui acceptent de partir, d'autant plus élevée qu'ils partiront plus tôt ! Elle accorde des jours payés pour chercher du travail ailleurs.

Mieux encore, elle propose aux jeunes de s'engager à l'armée qui, pendant deux ans, les embauchera avec leur CAP-Sacilor ! Voilà ce qu'elle entend par « offre d'emploi ».

Déjà à Usinor-Thionville, une centaine de jeunes ont reçu une feuille de proposition d'embauche aux HBL (seule entreprise qui embauche dans la région, vu que les jeunes ne veulent pas y rester : 30 morts en 1976).

Cela donne un avant-goût de la manière dont les patrons de la sidérurgie entendent régler leurs compressions d'effectif.

Correspondant LO.



Grève du zèle aux Assurances Générales de France (Paris)

■ Apprenant que la direction avait accordé une augmentation de 100 à 140 F par mois au service des salaires, nombre d'employés des Assurances Générales de France se sont dit : « Pourquoi pas nous ? » et certains services ont ainsi déclenché spontanément une grève du zèle, réclamant, suivant les immeubles, de 140 à 300 F pour tous et le déblocage des coefficients.

Quelques jours plus tard, le 20 janvier, les syndicats CGT et CFDT ont incité tous les travailleurs des AGF à suivre cet exemple, à rentrer dans les services pour y décider des formes d'action « appropriées, intelligentes, responsables, et surtout ne coûtant pas cher ». En fait, les syn-

dicats se contentaient de coller au mouvement à son niveau le plus bas. La grève du zèle ou, c'est selon, le « ralentissement du travail », n'a pas touché l'ensemble des services, mais tout le monde en parle et les réunions ou assemblées de secteur sont nombreuses.

Mais à ce mouvement de mauvaise humeur sont attachées, outre le peu de détermination, beaucoup d'illusions. Et les syndicats, loin de les combattre, ont accrédité l'idée qu'un tel mouvement est un moyen efficace de faire céder la direction sans prendre de risque de perdre quoi que ce soit sur les salaires.

Ce sont là des mensonges ; il est impossible de faire céder les

patrons sans montrer une véritable détermination à arracher nos revendications.

Aujourd'hui dans certains secteurs le mouvement commence à s'essouffler au point qu'il n'est pas rare d'entendre les employés se poser la question : « Suis-je ou ne suis-je pas en grève ? ». Il s'ensuit évidemment un mécontentement qui, par endroit, se retourne contre les syndicats accusés de ne pas organiser « le zèle ». Mais en fait, s'il y a des reproches à faire aux syndicats, c'est d'entretenir des illusions sur les possibilités mêmes de ce type de mouvement et de ne pas préparer les travailleurs à des luttes résolues.

Accidents du travail

CHANTIER = DANGER

Jeudi 27, vers 10 heures, une importante fuite de phosgène (utilisé comme gaz de combat mortel durant la Première Guerre mondiale) s'est produite à PBU, usine Rhône-Poulenc près de Grenoble. Il s'ensuivit alors une belle pagaille car dans la majorité des ateliers menacés, l'encadrement ignorait tout des consignes à appliquer dans de tels cas. Au laboratoire central, au bout de cinq minutes, le chef de service nous fit sortir et nous laissa trois quarts d'heure à stationner dehors dans la zone exposée. Certains sans masque à gaz, d'autres n'ayant que des cartouches inadaptées au phosgène ou périmées.

A l'entretien électrique et à la mécanique, la plupart des travailleurs restèrent à leur poste. Au labo Progelec, le

personnel évacua les lieux et se fit réprimander pour cela ! Une heure après, nombreux étaient ceux qui stationnaient encore dehors ignorant si l'alerte était terminée ou non.

Enfin, vers 11 heures, une lumière émergea du chaos. Le chef de groupe téléphona dans un labo pour se renseigner... sur la direction du vent !

Tout cela serait seulement risible s'il n'y allait pas de notre vie, car si jeudi il n'y eut pas de travailleurs intoxiqués, c'est que le phosgène contenu dans un lieu clos fut rapidement neutralisé. Nous savons qu'il n'en sera pas ainsi chaque fois. Nous ne pouvons compter sur la chance et encore moins sur la direction pour rester en vie, mais seulement sur nous-mêmes.

RHÔNE-POULENC (PONT-DE-CLAIX)

LA SÉCURITÉ : DU VENT

Rhône-Poulenc fait construire à Chalampé, près de Mulhouse, une nouvelle unité qui s'appellera Butachimie et qui emploie pour sa construction environ un millier d'ouvriers de corporations différentes. Les entreprises qui dirigent le chantier font preuve d'un grand mépris pour les conditions de travail des ouvriers.

Nous sommes obligés de travailler par tous les temps, même sous la neige. Les patrons prennent plus grand soin des tuyaux que l'on installe que des ouvriers. Ainsi les travailleurs qui manient la laine de verre et les tôles pour le calorifugeage, le font sans gants au risque de se couper

et de se geler les mains. Les patrons veillent à ce que nous ne soudions pas des tuyaux gelés mais peu leur importe que nous, nous le soyons.

Et c'est dans une insécurité permanente que nous travaillons. En deux semaines, il y a eu trois accidents. Lors du dernier un travailleur est tombé d'une passerelle de onze mètres et s'est grièvement blessé. Nous travaillons fréquemment sans échafaudage et les échelles que nous sommes obligés d'utiliser (souvent à deux sur la même) sont source d'accidents, de même que les cadences qui nous amènent à travailler les uns sur les autres.

Correspondant LO

CLERMONT-FERRAND :

LE CAPITALISME TUE

En une dizaine de jours, trois travailleurs sont morts des suites d'accidents du travail.

C'est d'abord un jeune père de famille sur le chantier de la voie express Clermont-Ferrand - Issoire, inauguré par Giscard il y a une dizaine de jours, qui trouve la mort écrasé contre un rocher, par suite de la rupture brutale d'un câble.

L'autre accident mortel concerne un ouvrier d'une petite entreprise de la zone industrielle de Clermont. Les habits happés par des rouleaux cylindriques, il meurt étouffé.

Enfin, c'est un travailleur d'Amisol, l'usine d'amiante

fermée et occupée depuis plus de deux ans, qui meurt de la maladie de l'amiante : l'asbestose, sorte de tuberculose. C'est le dixième travailleur de cette usine décédé depuis la fermeture. Et malgré l'avis des médecins et des experts, malgré les démarches des syndicats, le ministère du Travail continue à faire la sourde oreille et à refuser de reconnaître les maladies dues à l'amiante comme maladies professionnelles.

Tel est ce système capitaliste qui se perpétue avec sa ration quotidienne d'assassinats de travailleurs.

Correspondant LO

Attaque au pouvoir d'achat

Chez Norton, la partie « blocage des salaires » du plan Barre est entrée en vigueur.

La direction de Norton, à la suite d'un accord des patrons de la chimie et du ministère des Finances, a signifié aux travailleurs de Norton qu'elle appliquerait pour l'année une politique de « modération des salaires ».

La direction supprimait ainsi ce que tout le personnel considérait comme un avantage acquis : une échelle mobile des salaires mensuelle, basée sur l'indice INSEE qui, si elle ne permettait pas vrai-

ment de suivre l'augmentation réelle des prix, évitait au moins aux travailleurs de Norton une trop grande dégradation de leur pouvoir d'achat. Supprimés aussi, les deux pour cent de la masse salariale que la direction utilisait de temps en temps pour quelques augmentations individuelles.

Il faudra se contenter de 1,5 % d'augmentation au 1^{er} avril (quel humour !). Pour le reste de l'année, on verra...

La riposte n'a pas été immédiate. Beaucoup de travailleurs ont été déconcertés par la passivité

de la CGT, qui n'attendait pas moins de deux jours pour réagir à cette décision.

Aussi c'est avec quelque retard que les travailleurs ont marqué le coup. Mais, pour tardif qu'il fut, le débrayage d'information organisé par la CGT et la CFDT le 28 février a été un succès.

Il n'en servirait pour autant pas à grand-chose si les travailleurs s'en remettaient aux syndicats, car ils pourraient très bien s'en tenir là.

Correspondant LO.



ALSTHOM ST-OUEN :

la CGT liquide la CGT

Les élections de délégués du personnel viennent d'avoir lieu à l'Alsthom - Savoienne (Saint-Ouen) et la CGT a perdu 2 sièges (un titulaire et un suppléant) au bénéfice de la CFDT. Si on ajoute à cela que, au cours de l'année dernière, la CGT a perdu une centaine de syndiqués (soit près d'un tiers) sur l'ensemble de l'usine, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle est en sérieuse perte de vitesse.

En 1973 pourtant la CGT était

fortement majoritaire, puisqu'elle avait 12 sièges sur 14 aux élections de délégués du personnel. Cette année, il ne lui en reste plus que 8 sur 14.

Ces résultats sont la conséquence d'une politique qui dure depuis des années et n'est animée que par un objectif : évincer les révolutionnaires de la vie syndicale, ce qui a eu pour résultat de la tuer. En effet l'année écoulée s'est caractérisée par un manque absolu d'activité : certains délégués n'ont pas pris

leurs heures de délégation ; il n'y a pas eu de réunion de syndiqués, ni de réunion d'atelier, même pas le moindre compte rendu de la réunion mensuelle des délégués avec la direction...

La direction de la CGT a évincé des listes de délégués les trois militants révolutionnaires qui avaient été élus il y a deux ans et mis des figurants à leur place, perdant de ce fait à la fois des voix aux élections et un grand nombre de syndiqués. En effet, dans le secteur de ces mi-

litants, le nombre de syndiqués a chuté de 50 % après leur éviction. Mais les responsables de la CGT n'en continuent pas moins à affirmer que c'est « la faute aux gauchistes »...

Enfin une troisième raison de cette chute spectaculaire est due à la présence d'une CFDT animée pour l'essentiel par des militants maoïstes qui, en plusieurs occasions, se sont montrés tout aussi sectaires et opportunistes que la CGT, mais qui sont dyna-

miques et présents dans les ateliers.

Le résultat des élections de 1977 n'est donc pas surprenant. Mais, parmi les militants du PCF, le sectarisme est tellement devenu une seconde nature qu'un certain nombre d'entre eux ont rayé le seul militant révolutionnaire qu'ils avaient remis sur les listes de suppléants cette année, au risque de perdre ainsi un siège de plus !

Correspondant LO.

AUVERGNE :

Des promesses d'emploi à la réalité du chômage

Nos gouvernants ne manquent pas de démagogie et les promesses ne leur coûtent pas cher. Lors de sa récente venue à Issoire pour inaugurer la presse géante, Giscard, accompagné de Lecanuet, n'a pas manqué de promettre la création d'emplois dans la région.

Ils ont même avancé un chiffre : 800 emplois en trois ans pour la région du Massif Central.

Or chaque semaine qui passe est l'occasion de licenciements et

de fermetures d'usines, dans la métallurgie (Centre-Métal à Brascac, dans le bassin minier), l'imprimerie (Copono-Book), la mécanique (chez Barse), les laboratoires pharmaceutiques (Chibret, Mauvernay, Ferlux-Labo).

Et il en est de même dans la Haute-Loire, l'Allier ou la Corrèze où, malgré les promesses formelles d'un certain Chirac, avant qu'il ne soit réélu député en novembre dernier, les Tanneries de Bort-les-Orgues viennent de fermer.

Achevons ce bilan par un petit calcul : selon les syndicats, il y a plus de dix mille chômeurs dans le Puy-de-Dôme, plus de vingt mille pour la région Auvergne (quatre départements). Le Massif Central couvre 17 départements. 800 emplois promis en trois ans, cela fait 22 emplois créés chaque mois, soit 1,3 emploi par mois et par département !

Peut-on faire mieux dans le cynisme ?

Correspondant LO.

Développement du nombre des emplois... ou des bureaux de chômage ?



HURE (MACHINES-OUTILS) :

Plus de 500 licenciements

Profitant de la « crise », la direction de Hure (fabrication de fraiseuses, à Bagneux et Pantin) restructure.

Cela fait maintenant un an et demi qu'elle a posé ses jalons en menaçant de licencier 234 ouvriers et employés des deux usines en septembre 1975. La riposte avait été rapide et payante.

Mais la direction ne s'est pas arrêtée là et, depuis, c'est sans arrêt qu'elle fait courir les bruits les plus alarmistes et qu'elle a réduit les horaires jusqu'à 32 heures pour les ateliers (notre perte

de salaire était compensée à 80 %). Elle a choisi la rentrée des vacances de 1976 pour nous annoncer des licenciements, mais sans dire quand ni combien.

Depuis lors elle ne cesse de pousser des travailleurs à quitter l'usine de leur « plein gré », en leur faisant miroiter des indemnités diverses. Dans ce climat d'incertitude, beaucoup (80 sur les deux usines en trois mois) ont préféré s'en aller chercher du travail.

En décembre, la direction se décide : elle annonce 573 licen-

ciements, ainsi que la fermeture de l'usine de Pantin, menacée de s'écrouler.

Depuis ce temps les syndicats se bornent à des actions officielles (délégations, pétitions). La CGT n'a cessé de crier au scandale disant que la Financière de Suez, actionnaire majoritaire de Hure S.A., « brade la machine-outil française ». Ce langage est conforme à la propagande générale de la CGT sur les licenciements dans le secteur de la Machine-outil (Cazeneuve, GSP, Gambin, etc.).

Pendant ce temps, la direction recule constamment la date à laquelle elle nous fera part des détails de son projet. Espère-t-elle ainsi nous avoir à l'usure et à la démoralisation ? Elle se sent soutenue, bien sûr, par l'inspecteur départemental du travail et par Beullac, le ministre du... Chômage, disent les camarades de l'usine.

Nous en avons assez de ces attermolements. Au moment de l'annonce officielle de la liste des licenciés, il pourrait y avoir des surprises.

Correspondant LO.

PAS DE POLITIQUE A L'ENTREPRISE ?

Comme on le sait, Giscard d'Estaing combat la politique dans les entreprises. Pourtant, à l'hôpital du Haut-Lévêque, il y a quelqu'un qui ne suit pas la consigne ! Il est vrai qu'il ne s'agit pas d'un travailleur puisque le fraudeur en question n'est autre que Dalbos, maire de Pessac et président du conseil d'administration de l'hôpital...

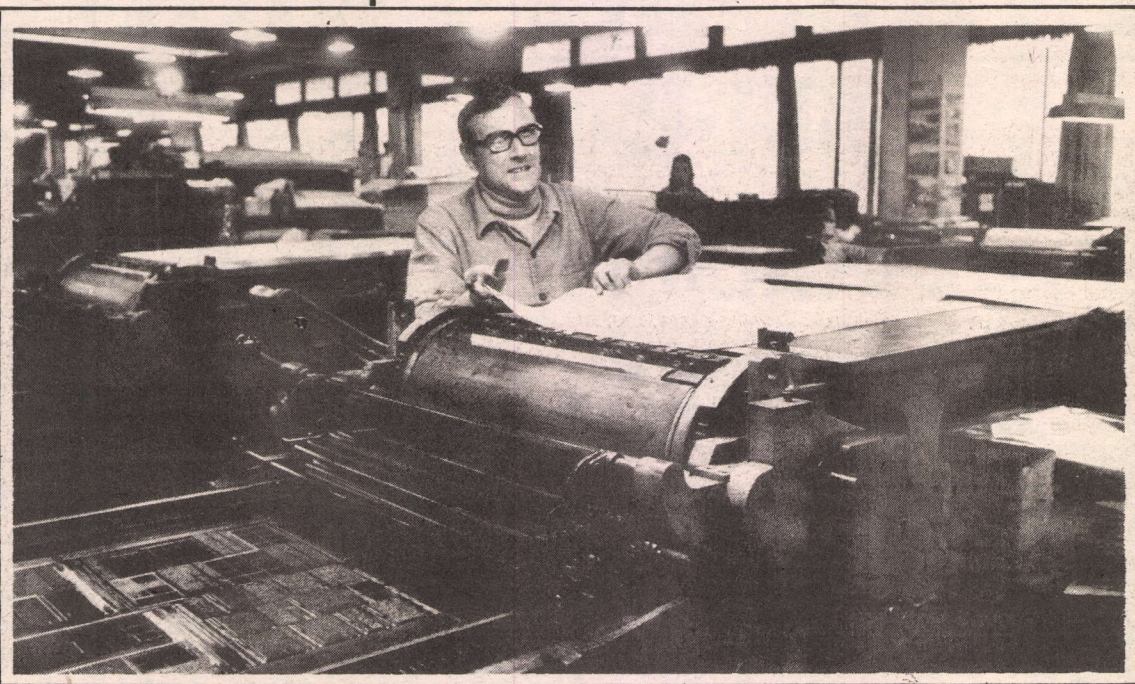
Ce monsieur se permet de faire distribuer son journal local, L'avenir de Pessac, par les soins de l'administration. Dans le dernier numéro de ce journal, dont des exemplaires traînent négligemment dans tous les services, Dalbos recommandait de voter pour lui aux prochaines municipales. Si ce n'est pas de la politique, ça !

Et on voudrait que nous nous taisions ! Mais nous serions les seuls !

LES IMPRIMERIES DE LABEUR FACE AUX LICENCIEMENTS

Dans l'imprimerie, depuis plusieurs années maintenant, les travailleurs luttent contre les licenciements. On a beaucoup entendu parler du Parisien libéré qui connaît une lutte dure et longue.

Mais les travailleurs de la Presse ne sont pas les seules victimes des restructurations. Il y a aussi les ouvriers du « Labeur » qui se débattent avec les mêmes problèmes et rencontrent les mêmes difficultés.



La FFTL et la défense du patrimoine culturel français

Face aux licenciements massifs dans le Labeur depuis plusieurs années, la FFTL ne met en avant ni la réduction du temps de travail, ni même l'arrêt immédiat des heures supplémentaires, qui continuent à se pratiquer dans bon nombre d'imprimeries.

Non, la FFTL se contente de pleurnicher auprès des préfets ou représentants gouvernementaux pour obtenir le « rapatriement des travaux effectués à l'étranger ». Et à longueur de tracts, le PCF, la CGT ramènent la défense de l'emploi à la « sauvegarde de l'indépendance nationale du support écrit », à la « défense de la pen-

sée française » et réclament le rapatriement de périodiques aussi riches de culture que *ici Paris*, *Confidences*, *Féerotique*, *Roman Sexy*, *Etoile d'Amour*, *Lesbos*, *Sexy*, *Extase d'Amour...* et, dans un autre genre, *Bugs Bunny*, *Tarzan*, *Dracula*, *Toutou journal*, etc., qui pourront ainsi venir rejoindre les supports bien connus de la pensée française que sont *Play Boy*, *Lui*, *Le Chasseur Français*, *Paris Match*, qui sont encore imprimés en France (à la Néogravure).

On voit que ce n'est pas la peur du ridicule qui fait reculer la CGT, qui ose crier « Halte au

décervelage du peuple français ! » et protester dans ces termes face à la fermeture d'Hélio-Cachan :

« Hélio-Cachan, ce n'est pas n'importe quoi. Avec un personnel hautement qualifié, la maison titulaire du label « prestige de France » éditait 75 % des cartes postales françaises. En défendant leur emploi, les travailleurs défendent donc en même temps un des outils de travail qui faisaient la fierté de la France. »

Corporatisme et chauvinisme sont les deux mamelles du syndicalisme à la mode FFTL.

M.D.

Le point de vue d'un rotativiste de la Néogravure (Corbeil)

— Quelles conséquences a eu pour toi la restructuration ?

— Comme tous ceux qui n'étaient pas purement et simplement licenciés, j'ai dû venir travailler à Corbeil quand l'imprimerie Desfossés à Issy-les-Moulineaux a fermé ses portes en 1974. Cela nous fait maintenant un temps de trajet beaucoup plus long, sans compter que les cadences sont plus élevées et l'ambiance moins bonne.

— Craignez-vous encore de perdre votre emploi ?

— Nous n'avons toujours aucune garantie à ce propos. Nous ne savons pas à quelle sauce on veut nous manger.

La seule chose que nous sachions pour l'instant, c'est que la direction projette d'« harmoniser » les horaires, comme elle dit, c'est-à-dire de supprimer l'horaire en 4x6 que pratiquent jusqu'à maintenant tous les ouvriers qui viennent de chez Desfossés et de le remplacer par l'horaire en 3x8, que font déjà tous ceux qui sont de Corbeil.

Non seulement cet horaire nous ferait commencer l'équipe du matin à 5 heures, mais en plus la direction a annoncé son intention de supprimer les services de cars qui nous amènent actuellement au travail à partir de la porte de Versailles. Autant dire qu'il serait impossible à tous ceux qui n'habi-

tent pas Corbeil et qui n'ont pas de voiture de se rendre au travail le matin. Et lors des autres équipes, cela impliquerait un temps de transport de 4 à 5 heures par jour ! Moi par exemple, qui ai en plus la chance d'habiter le sud, en prenant le car, je mets actuellement environ 40 minutes pour me rendre au travail. Si l'on supprime le car, je devrais prendre le métro avec deux changements, puis le train, ce qui me ferait en tout près de cinq heures aller-retour.

Si la direction met en application ce projet, ce sera en fait une manière de réduire les effectifs sans avoir à prononcer de licenciements. »

La " restructuration " dans le Labeur

Le phénomène de concentration auquel on assiste actuellement dans la Presse existe depuis plusieurs années déjà dans le Labeur et s'y fait sentir plus durement encore.

Restructurations, concentrations, modernisation s'y effectuent également dans le seul but de rentabilisation. Prétextant l'introduction de matériel moderne, pouvoir et patronat ont supprimé 13 000 emplois entre 1969 et 1974. Et ils prévoient que ce chiffre atteindra 20 000 d'ici 1980, alors que l'ensemble des effectifs du Labeur s'élève à 140 000.

C'est à une véritable cascade de fermetures d'imprimeries que l'on assiste depuis quelques années. Tour à tour, l'illustration (Larousse), Chauffour, Chaix (indicateur SNCF), Néogravure (Issy-les-Moulineaux), Hélio-Lorraine, Hélio-Cachan, Caron-Ozanne, Gilbert-Clarey, SPEA et d'autres encore ont fermé leurs portes.

Et il n'y a pas que les petites et moyennes entreprises, celles qu'on appelle les « canards boiteux », qui sont touchées. Les deux plus grandes imprimeries françaises, la Néogravure et Georges-Lang, ont vu leurs effectifs sérieusement amputés en l'espace de quelques années. Entre 1968 et 1975, la Néogravure, qui comprenait 6 500 travailleurs après le regroupement, a supprimé environ 2 000 emplois après la faillite. Lang est passé de 2 760 à 1 600.

Si ces regroupements s'effectuent en général en fonction des procédés d'impression (essentiellement offset en hélio), ils ont surtout pour objectif de faire payer aux travailleurs les frais de la « crise » que traversent les maîtres-imprimeurs français.

Pendant longtemps, ceux-ci ont coulé de beaux jours en investissant très peu ou même pas du tout, réalisant des fortunes considérables. Mais les temps ont changé. De l'autre côté des frontières, des imprimeries modernes ont été construites. Du retard a été pris. Aujourd'hui les maîtres-imprimeurs français sont obligés d'investir. Mais pour ne pas rogner sur leurs profits, ils ont décidé, d'un commun accord, de mettre les travailleurs au pas, c'est-à-dire de licencier entreprise par entreprise, de rogner les avantages acquis de la profession, d'augmenter les cadences et de s'installer hors de la région parisienne, là où les terrains sont meilleur marché et les salaires moins élevés.

A cet effet, ils ont bénéficié de l'aide de l'Etat qui a généreusement distribué l'argent des contribuables, y compris pour aboutir à des licenciements massifs.

C'est ainsi qu'en novembre 1974, l'Etat a fait cadeau de 17 milliards de nos anciens francs à la Néogravure pour favoriser le « redémarrage de l'entreprise » et éviter les licenciements à Issy-les-Moulineaux. Quelques mois plus tard, les portes de l'entreprise fermaient et l'argent n'a pas été rendu, que l'on sache.

La riposte syndicale

Face à cette offensive concertée des maîtres-imprimeurs et des banquiers, tels Paribas et Suez, qui tirent en coulisse les ficelles, quelle riposte a opposé la puissante Fédération Française des Travailleurs du Livre ? Aucune riposte d'ensemble.

Pourtant, celle-ci ne peut pas prétendre avoir été prise au dépourvu. Ses dirigeants affirmaient au contraire il y a plusieurs années, à propos du plan de restructuration qui englobait la Néogravure et deux autres imprimeries :

« A terme, il ne peut aboutir qu'à de nouvelles concentrations, donc à de nouveaux licenciements... Faire passer par tranches ce qu'il serait impossible de faire admettre en gros, voilà tout l'objectif réel des patrons et du pouvoir ».

Cependant, dans les faits, la fédération du Livre CGT, puissamment implantée dans la Presse comme dans le Livre, a laissé jeter à la rue « par tranche » de nombreux travailleurs. Car on ne peut sérieusement considérer comme une opposition sérieuse les multiples « journées d'action », grèves de 24 heures et autres « rallyes » organisés par la FFTL.

Ses dirigeants ont préféré dès le début s'engager dans un « processus de discussion », qui n'a bien sûr pas abouti et qui a finalement permis aux patrons, sans trop de casse, de mener leur plan à terme.

Pourtant les dirigeants syndicaux ne peuvent même pas se justifier en invoquant le manque de combativité des travailleurs. Ceux-ci n'ont pas hésité à occuper des mois durant leur entreprise dans plusieurs cas. Mais cela de manière isolée, car la FFTL n'a jamais rien fait pour coordonner les luttes entre les différentes imprimeries se contentant à chaque fois de faire appel à la solidarité financière uniquement.

Pourtant, il est évident qu'une lutte d'ensemble des travailleurs du Livre, Presse et Labeur réunis, pouvait avoir raison de l'offensive patronale. Journaux et périodiques sont une marchandise très périssable et le blocage de leur production entraînerait des pertes financières que les patrons les plus arrogants ne peuvent se permettre. Car s'il est possible, pour un temps, à l'un d'eux de faire imprimer ailleurs sa production, cela ne saurait être réalisable pour tous les maîtres-imprimeurs à la fois.

Correspondant LO

INAUGURATION DE BEAUBOURG

Derrière l'esbrouffe, le vide culturel

« Pour la première fois depuis des années, un événement culturel aux dimensions internationales se situe à Paris » écrivait dans un élan d'enthousiasme un journaliste du Figaro, à l'occasion de l'inauguration du centre Beaubourg. Un événement, Beaubourg ? Il aurait fallu, ce 31 janvier, être sourd et aveugle pour ne pas s'en apercevoir tant la radio, la télévision et la presse écrite déversaient à flots réguliers leurs informations sur l'événement en question. D'autant que tous les ténors de la majorité ont profité de l'occasion pour paraître devant la caméra. Et c'est à qui de s'attribuer sinon la paternité, du moins une petite part de responsabilité, dans l'édification de ces 100.000 m² consacrés à la culture, élevés en plein cœur de Paris. Tout fut mis en tous les cas en œuvre pour que, jusqu'au fin fond des campagnes et des chaumières, la population puisse prendre conscience de l'importance de l'ouverture du centre et, selon les propos officiels dits et répétés, réalise que Beaubourg allait décidément changer quelque chose dans leur vie puisque l'accès à la culture leur était désormais permis !

Le Centre Beaubourg est et restera une œuvre élevée non pas tant pour satisfaire les besoins culturels de la population que pour le prestige d'un régime. Mais indépendamment de cet aspect, le vrai problème ne réside pas dans le fait qu'on ait construit Beaubourg, mais dans celui qu'en matière de réalisations culturelles, il n'y ait que lui ou presque. Car Beaubourg résume en effet parfaitement la politique, ou plutôt l'absence de politique en ce domaine, du gouvernement : dans le même temps que se multiplient les descriptions des équipements ultra-perfectionnés du nouveau centre, la plupart des musées continuent d'être enfouis sous la poussière, les Maisons de la Culture de province sont aussi pauvres en matériel quand elles ne ferment pas, les salles de spectacles subventionnées et les bibliothèques provinciales toujours aussi délabrées.

Baubourg est sans doute un complexe très riche où se trouvent réunis plusieurs musées, salles de conférences et de spectacles ainsi qu'une bibliothèque capable d'accueillir 1.300 lecteurs. Les horaires d'ouverture annoncés devraient également contribuer à rendre l'ensemble de ces équipements accessibles à un large public. Et c'est tant mieux qu'il existe, au-delà de toutes les critiques qu'on peut formuler à son égard.

Mais que l'on cesse de parler à ce propos de la culture à la portée de tous ! Ce régime, et au-delà, toute cette société, est tout juste capable d'exhiber une fois toutes les quelques décennies une réalisation de prestige.

Mais il ne consacre que des sommes dérisoires même à maintenir ce qui existe, sans parler de la décentralisation, de la multiplication nécessaire d'équipements de qualité en province.

Quant à assurer vraiment l'accès de tous à la culture, il faudrait vraiment profondément changer la vie. Il faudrait une tout autre société que celle où le profit prime tout et où tout lui est subordonné, y compris l'épanouissement physique et culturel des hommes.

Lucienne PLAIN.



Giscard lors de l'inauguration. Il est plus facile de faire une fois de temps en temps une réalisation de prestige que de permettre l'accès de tous à la culture. (AFP)

Y-a-t-il trop d'argent pour la culture ?

A propos de l'inauguration du centre Beaubourg, la polémique sur son prix est revenue à l'ordre du jour. En effet le CNAC a coûté cher et coûtera cher : 983 millions (nouveaux) pour sa construction, 125 millions pour son fonctionnement en 1977, soit près de 10 % du budget du secrétariat aux Affaires Culturelles.

C'est vrai que ce sont des sommes considérables qui ont été engagées. C'est vrai qu'une bonne partie de ces sommes ont été essentiellement destinées à engraisser les promoteurs et autres margoulins de la finance.

Ceci dit, ce ne sont pas tellement les sommes engagées dans le centre Beaubourg qui sont choquantes, c'est la misère des autres musées. Ce qui est choquant, c'est le fait que le budget des Affaires Culturelles soit si scandaleusement mince que l'entretien d'un seul musée puisse en représenter 10 % ! Le centre Beaubourg aura coûté le prix de trois Concorde ? La bonne affaire ! Ce ne sont pas les centres culturels qui coûtent cher, ce sont les Concorde, ce sont les Mystère, ce sont toutes ces dépenses qui ne servent ni au bien être, ni à la culture de la population.

M.D.



FAUT-IL DÉTRUIRE BEAUBOURG ?

En dépit de la volonté manifeste de Giscard de faire de l'inauguration du « centre Georges Pompidou » une opération de publicité personnelle, personne n'a osé affirmer que l'esthétique du bâtiment qui s'élève sur le plateau Beaubourg était indiscutable. De la « raffinerie », comme certains de ses détracteurs l'ont baptisé, Françoise Giroud, ministre de la Culture, s'est contentée de dire prudemment que « le moment n'est plus de savoir critiquer, le moment est venu de savoir aimer » et s'est consolée en affirmant que « le neuf n'est jamais entièrement admis que lorsqu'il a cessé d'être neuf ».

On s'habitue certes à tout. Et il n'est pas impossible qu'en plein cœur du XXI^e siècle, le centre Beaubourg menacé de destruction voit se lever pour le défendre les descendants des gauchistes des années 1970, qui partirent en croisade pour la sauvegarde de ces autres symboles de l'architecture de l'ère industrielle qu'étaient les pavillons Baltard des Halles. Mais au-delà des platitudes sur la relativité des goûts et des couleurs, le problème de l'esthétique du centre Beaubourg dépasse la discussion du projet qui au milieu de centaines d'autres a été choisi, pour déboucher sur celui de l'architecture de notre époque.

Il n'y a certes ni art, ni architecture, ni plus généralement de culture, qui ne soient marqués par les conditions sociales qui ont présidé à leur développement, et Beaubourg est une production de l'architecture du capitalisme industriel, comme Versailles est un reflet de la monarchie absolue, Chénouveau le témoin du raffinement que la naissance du capitalisme européen permit à l'aristocratie féodale, et Notre-Dame de Paris l'illustration de l'importance du clergé et de la foi religieuse au cœur du Moyen Âge.

Mais si tout art, et toute architecture, est marqué par ce qu'était la classe dominante de l'époque où ils ont pris naissance, tous ne se valent pas pour autant, car tous n'expriment pas les mêmes sentiments, n'exaltent pas les mêmes valeurs. Il est loin d'être sûr que l'époque du capitalisme industriel, où toute la production, y compris la production artistique, est placée sous le signe du dieu argent, de la rentabilité, et de la course au profit, laisse un héritage très riche aux générations futures dans les domaines de la vie artistique. Et ceci malgré la prodigieuse richesse des moyens techniques dont elle aura disposé.

Que le centre Beaubourg ressemble à une usine est de ce point de vue tout un symbole : celui d'une société où, même lorsqu'on veut bâtir un palais de la culture, les architectes vont chercher leur inspiration dans les bâtiments qui expriment le mieux l'aliénation de l'homme au travail. Quand la société édifiera des centres culturels, non plus une fois tous les cinquante ans, à titre d'opération de prestige, mais quand ce sera l'une de ses principales préoccupations, quand chaque village, chaque quartier, aura vu s'édifier des monuments à la gloire de la culture, alors on s'efforcera sans doute de construire des usines qui ressemblent à des centres culturels, plutôt que des centres culturels qui ressemblent à des usines.

François DUBURG

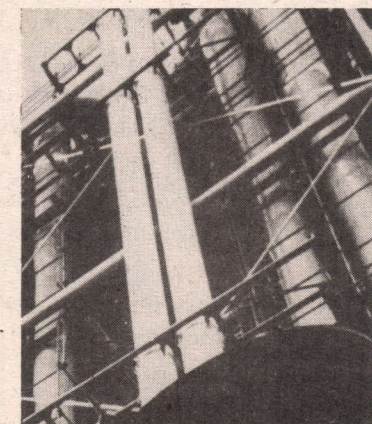
Un petit oubli

A l'inauguration du centre Beaubourg chacun s'est extasié sur la fantastique machinerie qui en assure le fonctionnement. Rien n'a été laissé au hasard : centrales de traitement de l'air, batteries d'ascenseurs, d'escalators et pour couronner le tout, un système d'informatique ultra-moderne qui « analyse » 5 000 points du bâtiment cinquante fois par seconde, donne l'alerte et intervient s'il le faut.

Rien n'a été laissé au hasard sauf un petit détail, une petite chose : dans cette immense façade de verre, on a tout simplement oublié... le nettoyage des vitres !

Pas question d'ouvrir ces immenses glaces qui d'ailleurs sont scellées. Normalement le nettoyage de ce genre de vitres se fait par des nacelles qui descendent du toit, mais là le réseau de poutrelles et d'escaliers rend la chose impossible. Pas question non plus de fixer les nacelles à ces poutrelles et tubulures, elles ne sont pas prévues pour cela et leur couverture n'y résisterait pas.

Il faudra donc utiliser un camion spécial à nacelle hydraulique de grande taille dont il n'existe que deux exemplaires en France. Coût de la plaisanterie : 300 millions anciens par an !



Christian Zistoir Kristian

MES-AVENTURES, HISTOIRE VRAIE
D'UN OUVRIER REUNIONNAIS EN FRANCE
TRADUITE DU CREOLE

■ En moins de cent pages un travailleur réunionnais raconte simplement les moments importants de sa vie. Ce sont d'abord ses souvenirs d'enfance à la Réunion, le bricolage de la petite maison des parents, les visites redoutées du gardien envoyé par le propriétaire prendre la meilleure volaille, et la pauvreté douloureusement ressentie à l'école. N'ayant pu acheter les fournitures nécessaires, il ne se présente pas au « certificat » et obtient de son père l'autorisation de travailler à la plantation, sa vie de travailleur commence. Il a treize ans et doit affronter les brimades des anciens et celles du chef. Quatre ans plus tard il s'embauche à l'usine sucrière,

apprend la nécessité de graisser la patte — ou plutôt le gosier — aux chefs pour garder une place afin d'éviter le retour à la plantation.

C'est le service militaire qui l'amène en France. La découverte de la « mère patrie », vue sous l'angle des adjudants et des sergents dans les casernes, est une désillusion de taille. Et puis quelle attitude adopter devant les brimades racistes qui le déroutent et l'indignent ? Au centre de FPA puis au Bumidom, aux foyers où les directeurs escroquent les pensionnaires, puis dans les emplois successifs difficiles à trouver, l'auteur doit apprendre à se défendre. Si parfois il passe de bons moments avec ses camarades de cham-

brée, les périodes de chômage et le dénuement proche altèrent les rares relations d'amitié qu'il peut ébaucher.

Au cours de ses tribulations il rencontre un curé qui l'amène au syndicalisme mais il sera bientôt déçu. Une désillusion de plus.

Ce livre ressemble à une lettre d'un travailleur réunionnais qui raconterait simplement sa vie, ses peines et aussi ses bons moments. Il se lit avec intérêt et sympathie.

Stéphane LAROCHE

Zistoir Kristian, Mes-aventures, histoire vraie d'un ouvrier réunionnais en France traduite du créole. Ed. Maspéro. 25 F.



La prison de Lioubianka.

Une grève de la faim

de MARTCHENKO

■ Comme dans son premier volume publié en France il y a quelques années, *Mon témoignage*, Martchenko apporte avec *Une grève de la faim* un autre témoignage sur le système pénitentiaire soviétique et le sort réservé aux opposants. Libéré des camps après plus de dix ans passés en détention ou en exil, Martchenko vivait depuis en résidence surveillée jusqu'au jour où, peu avant l'expiration de sa peine, il est de nouveau reconduit en prison pour « violation des règlements de la résidence surveillée ». Il lui est reproché d'avoir quitté son lieu d'assignation à résidence pour « aller voir sa femme et son fils » à Moscou ! (il reconnaît d'ailleurs l'avoir fait, mais pas le jour où tant de faux témoins décréteront l'avoir vu). Le vrai prétexte de cette arrestation étant sa volonté d'émigrer. C'est alors de nouveau la prison; une instruction bâclée où son sort est réglé d'avance, un semblant de procès où seuls les témoins qui l'accablent peuvent s'exprimer, et une nouvelle condamnation à 4 ans d'exil.

Dès le premier jour de son emprisonnement, Martchenko entame une grève de la faim, pour protester contre le régime de haute surveillance réservé en prison aux opposants. Il poursuivra sa grève

de la faim pendant cinquante trois jours et ne la cessera qu'au cours de son transfert vers l'exil, parce qu'il veut continuer à vivre et à s'exprimer.

La grève de la faim qu'il mène est le thème de ce livre, mais Martchenko ne se limite pas à parler de son action. Son livre est un réquisitoire contre la justice soviétique, l'inhumanité du système pénitentiaire : les gardiens de prison cognent pour briser la volonté du détenu, ou refusent de reconnaître qu'il est affaibli par la grève de la faim, des infirmières l'alimentent de force au moyen des techniques les plus barbares, pour l'humilier et le faire renoncer à son action, tout en ayant la bonne conscience d'avoir « rempli leurs fonctions ».

Une seconde partie du livre relate le procès de Martchenko, en mars 1975. Suivent aussi des lettres de témoignage de ses proches, des démarches qu'ils ont accomplies pour faire reconnaître le droit à l'émigration. Et c'est tout aussi intéressant.

Vingt ans après la « déstalinisation », les prisons et les camps ne désespèrent pas, pour les opposants au régime. Ce livre en témoigne.

Marianne LAMIRAL

La vie quotidienne du mineur en 1900

par André LEBON

« Le mineur du Nord était un travailleur misérable et désespéré. » « La révolution industrielle fut au cours du XIX^e siècle génératrice de grands excès : des salaires misérables, une exploitation abusive des femmes et des enfants, des conditions de logement déplorables. »

Par des descriptions précises du travail, de la vie familiale et de la législation sociale, A. Lebon illustre son introduction et dénonce, dans le détail, la vie misé-

ble qui était celle des parents ou grands-parents de ceux qui travaillent encore aujourd'hui à la mine.

Mais loin de se résigner à leur sort, les mineurs vont se libérer de l'emprise de l'Eglise et des compagnies minières. A. Lebon évoque les grandes grèves résolues et violentes par lesquelles les mineurs imposèrent une amélioration de leurs salaires et conditions de travail entre 1880 et 1910.

C'est un livre à lire par tous ceux qui veulent mieux comprendre les mineurs et leur exploitation, car par bien des aspects, le début du siècle n'est pas si loin que cela dans les mines.

Claude CHARDONNET.

La vie quotidienne du mineur en 1900, d'André Lebon - Edité par l'Association des amis du musée d'Escaudin, 11, rue Paul-Bert, 59124 Escaudin - 30 F.

LE SHERIFF

de Jean LABRUNIE

Ce livre écrit il y a plus d'un an par un journaliste de « France-Soir », réapparaît à la devanture des librairies avec la sortie du film du même nom (bien qu'il n'en soit pas le scénario). Il raconte l'histoire romancée de l'affaire du juge Renault qui mourut assassiné probablement par le milieu lyonnais.

Beaucoup de choses ressemblent à cette affaire, mais le journaliste situe l'affaire à Paris, le gang que pourchasse le juge devient le gang des « strasbourgeois ».

Il s'agit de l'enquête du juge

que nous suivons du début à la fin, et au cours de laquelle nous apprenons comment le gang réinvestissait ses bénéfices dans des affaires « qui voient le jour », c'est-à-dire des affaires d'import-export tout ce qu'il y a de légales. Mais pour que l'argent des hold-up fasse un tel circuit, cela nécessite la complicité d'hommes d'affaires, eux-mêmes bien introduits auprès du pouvoir afin que, par exemple, les agents du fisc ne montrent pas trop curieux sur les ressources soudaines de leur entreprise.

Juge curieux et tenace, le

Shérif loin d'être un contestataire pour autant, est pour la méthode de « la pénétration du milieu », et s'énervait quand on critique la police.

Mais à suivre ses pérégrinations dans ce roman qui a le style du roman policier, le lecteur a un petit aperçu sur les relations des milieux des affaires et de la politique avec le milieu tout court.

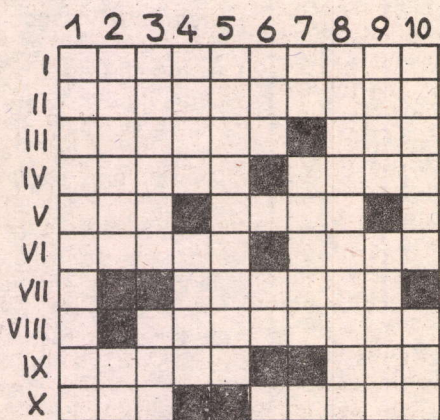
Yvette BLONDIN

Le Sheriff, de Jean Labrunie - Ed. Olivier Orban - 327 pages - 36,50 F.

MOTS CROISES

Contrairement aux apparences, nous n'avons pas inventé dans notre dernier numéro une forme originale de mots croisés avec une grille totalement blanche. Il s'agit bien entendu d'une erreur technique. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Nous republions donc cette semaine les définitions de notre dernier numéro avec, cette fois-ci, la bonne grille.



HORIZONTALEMENT. — I. En général, manquent de naturel. — II. Faisait du neuf avec du vieux. — III. Ce n'est ni de l'amour, ni de la rage - Lieu de bonheur. — IV. Glouton de l'or noir - Se fait avec de la ficelle. — V. Période - Retourné : engraisait le curé. — VI. Résoudre de façon brutale un problème d'urbanisme - Il en est qui les préparent trop épicés. — VII. Avec ça on voguait plus vite qu'à la godille. — VIII. Font du jus. — IX. Dangereuses quand elles sont fines - Dément. — X. Quand il trime... - Suit des moutons, sans être moutonnier.

VERTICALEMENT. — 1. Contrairement aux apparences, pas toujours vrai entre frères. — 2. Poisson pilote - Symbole coûteux. — 3. Ensablent les portugaises - Les petits du CNPF. — 4. Attire l'attention - Un basque qui se jette dans la Méditerranée. — 5. Là, les tuiles sont toujours pour les autres. — 6. Emportement ancestral - En prose et en vers. — 7. Préposition - Comme les petits blancs lyonnais. — 8. Les patrons n'ont que ça à la bouche. — 9. En Europe à l'endroit, en Amérique à l'envers - Certains n'ont pas cru devoir le faire et courent encore. — 10. Ainsi se mesurent les forêts décapitées - Pour mener grand train.

Le prête nom

de Martin RITT

Contrairement aux autres films de Woody Allen celui-ci n'est pas à proprement parler un film comique. C'est que si les situations sont parfois drôles, l'arrière-plan est celui du Maccarthysme.

Un caissier de bar, à l'occasion bookmaker, voit un de ses amis d'école venir lui proposer un marché un peu spécial. Il est sur la liste noire, c'est-à-dire sur la liste des gens ayant ou ayant eu à un moment ou à un autre des sympathies pour les communistes et les progressistes en général. Et dans les années 50, en plein Maccarthysme, cela veut dire le chômage pour un écrivain comme pour un acteur ou un réalisateur. Or lui justement est un scénariste de télévision de talent. Le marché est le suivant : Price (Woody Allen) signera les textes de son ami, en échange de 10 % des gains. Après un premier succès, Price s'adjoind deux autres écrivains de la liste noire membres du PC, ce qui va lui permettre d'accroître son prestige et ses rentrées financières.

Tout marche bien, trop bien. Et les enquêteurs rattachés au Bureau d'Investigation des Affaires Anti-américaines tiennent à savoir si la moralité politique et les relations de ce nouvel écrivain sont à la hauteur de cet immense succès. Et pour cet espionnage, ils se servent entre autre d'un

acteur célèbre déchu par suite de sa participation à un défilé du 1^{er} mai, son abonnement au **Daily Worker**, journal du Parti Communiste, et son paraphe sur une pétition pour l'Espagne républicaine.

Et voilà Price à son tour enjoint de comparaître. Lui qui n'a jamais été un héros, qui n'a guère d'idées se trouve pris entre sa petite amie qui est convaincue que si tout le monde refusait de jouer le jeu tout le château du Maccarthysme s'écroulerait, et les membres du PC qui lui conseillent, comme lui-même en a envie, de capituler pour survivre.

Certes le Maccarthysme n'a pas touché que les milieux de la télévision, du cinéma, les intellectuels en général. Il a été avant tout une bataille menée contre le PC, bien sûr, mais aussi contre toute la classe ouvrière. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont été expulsés des Etats-Unis pour leurs idées, des dizaines de milliers de militants d'entreprise ont été chassés de leur emploi et certains, ne pouvant survivre, contraints au suicide. Enfin des centaines de membres du PC furent emprisonnés.

Mais le propos de Martin Ritt a été de montrer ce qu'il connaissait : son milieu et comment celui-ci avait réagi face aux pressions. Et si l'on voit certaines célébrités abdi-

quer et prêtes à tout pour conserver leur emploi, ce fut vrai et vrai de plus pour la grande majorité. Rappelons par exemple que le progressiste bien connu Elia Kazan dénonça ainsi tous ses anciens amis. Et ceux qui tinrent tête furent une infime minorité qui dut, pour éviter la prison et survivre, s'exiler comme Joseph Losey.

Cette peinture est féroce et sans concession, pas plus pour les milieux d'affaires, les producteurs, que pour les progressistes eux-mêmes. Et son grand mérite est d'être vraie.

Bien sûr il faut dire que la conclusion morale du film qui laisse entendre qu'il suffisait que les intellectuels refusent de jouer le jeu pour mettre en pièce cette conspiration est plutôt simpliste.

Mais le film a avant tout le mérite d'évoquer de façon vivante et juste les réactions de l'intelligentsia américaine dans une période de réaction intense. D'ailleurs les acteurs et les réalisateurs du film sont en grande majorité des anciens des listes noires de cette période.

Et comme il est de plus plaisant, c'est vraiment un film à voir.

Paul SOREL

Panthéon (5^e) - Saint-Germain Village (5^e) - Bosquet (7^e) - France (8^e) - Madeleine (8^e) - Studio Raspail (14^e).



L'esprit de la ruche

de V. ERICE

L'esprit de la ruche est un film fantastique de V. Erice. Il se déroule en Espagne quelque part dans la plaine aragonaise en 1940 après la guerre civile. Mais l'époque, comme le lieu, reste à l'arrière-plan d'un film qui ne raconte pas une histoire logique — s'il y a en particulier une intention politique, elle est très symbolique — mais plonge dans le monde insolite de l'imagination enfantine.

Deux sœurs d'une dizaine d'années vivent avec leurs parents dans une grande maison bourgeoise dans un petit village. Et pendant que le père s'occupe de ses abeilles et joue à Maeterlinck et que la mère écrit des lettres à un hypothétique soldat républicain réfugié en France, les deux petites filles s'ennuient et jouent à se faire peur. La projection de *Frankenstein*, au cinéma du village va les marquer profondément surtout la

cadette, Anna, qui va passer son temps à rechercher *Frankenstein*, le jour et la nuit; et bientôt, dans sa tête tourmentée, le réel et l'imagination vont se mêler, d'autant que ses promenades nocturnes lui amèneront des surprises.

Au travers de belles images où alternent les grands espaces et les intérieurs en clair obscur, on se laisse prendre par cette histoire insolite où les adultes paraissent falots à côté des enfants.

On suit les jeux et les aventures des deux fillettes sans se soucier de la vraisemblance, mais quand le film s'achève on reste sur une impression de malaise car pour Anna le jeu a été trop loin et sa raison chavire.

Un film à voir pour ceux qui aiment le cinéma fantastique.

Alain LEMART

Saint-Germain Studio (5^e) - 14 juillet (6^e) - Elysées Lincoln (8^e) - 14 juillet (11^e).

Cocorico ! Monsieur Poulet

de DAMOURE-LAM-ROUCH

L'action se passe au Niger. Un petit commerçant ambulant parcourt la brousse afin d'acheter aux villageois quelques rares poulets qu'il revendra au marché de la ville. « Monsieur Poulet » ne fait guère d'affaires, mais il a tout de même un « assistant » et au hasard d'une rencontre un troisième personnage se joint à l'équipe. A vrai dire ils ne sont pas trop de trois pour convaincre leur antique 2 CV de bien vouloir avancer de temps en temps sur les chemins de la brousse, et surtout quand il faut la remorquer à travers le fleuve pour éviter l'agent qui demande les papiers sur

le pont. Les volatiles qui feraient les choux gras de Monsieur Poulet sont très rares dans les villages traversés et ce qu'on voit surtout c'est le dénuement des habitants qui survivent difficilement sur une aride terre rouge.

Le film est souvent très humoristique, et il montre bien la vie quotidienne des habitants de la brousse. Dommage que les péripéties mécaniques du voyage occupent une trop grande place.

Yvette BLONDIN

Saint-Séverin (5^e) - Trois Haussmann (9^e) - Olympic (14^e).

sélection

Films récents

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF : Un réquisitoire contre la justice.

Rex (2^e) - Bretagne et Odéon (6^e) - Normandie (8^e) - Paramount Opéra (9^e) - UGC Gobelins (13^e) - Paramount Orléans (14^e) - Magic (15^e) - Paramount Maillot (17^e) - Moulin Rouge (18^e).

BARRY LYNDON : Une fresque de l'Europe aristocratique de la fin du XVIII^e siècle.

Impérial (2^e) - Hautefeuille (6^e) - Colisée (8^e) - PLM St-Jacques (14^e) - Convention (15^e) - Clichy Pathé (18^e) - Gambetta (20^e).

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE : L'enfance pauvre du futur séducteur dans la Venise du XVIII^e siècle.

Paramount Marivaux (2^e) - Hautefeuille (6^e) - 14 juillet (6^e) - Elysées Lincoln (8^e) - 14 juillet (11^e).

DERSOU OUZALA : Dans la taïga, les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2^e) - Studio Alpha (5^e) - Arlequin (6^e) - Paramount Elysées (8^e) - Paramount Gaîté (14^e).

1900 : Paysans et maîtres dans un petit village italien, de l'aube du fascisme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

1^{re} partie : UGC Opéra (2^e).

2^e partie : Templiers (3^e) - Styx (5^e).

AFFREUX, SALES ET MECHANTS : Une dénonciation, d'un humour très noir, de la vie dans un bidonville de la banlieue de Rome.

Templiers (3^e) - St-Germain-Huchette (5^e) - 14 juillet (6^e) - Marignan et St-Lazare Pasquier (8^e).

SUNDAY TOO FAR AWAY : La vie des ouvriers chargés de la tonte des moutons en Australie.

Studio Médicis (5^e).

LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE : L'expédition merveilleuse de Cousteau dans l'Antarctique.

Trois Haussmann (9^e) - Calypso (17^e).

LA PREMIERE FOIS : Les aventures pleines d'humour et de tendresse d'un adolescent.

Gaumont théâtre (2^e) - Biarritz (8^e) - Saint-Lazare Pasquier (8^e) - Palais Avron (20^e).

L'APPRENTI SALAUD... POUR RIRE : Un célibataire endurci se lance dans l'escroquerie et tombe amoureux d'une jeune fille de 20 ans.

Colisée (8^e) - Français (9^e) - Athena (12^e) - Montparnasse Pathé (14^e) - Victor Hugo (16^e) - Caravelle (18^e).

JONAS QUI AURA 25 ANS EN L'AN 2000 : Film sympathique sur huit per-

sonnages huit ans après mai 68.

Quintette (5^e) - 14 juillet (11^e) - Olympic (14^e).

Films plus anciens

CHRONIQUE DES ANNES DE BRAISE : L'Algérie sous le joug de la colonisation. A ne pas manquer.

Palais des Glaces (10^e).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES : 30 ans après, trois anciens résistants font le bilan de leur vie. Nostalgie et farce à la fois.

Les Cinoches de Saint-Germain (6^e).

CHANTONS SOUS LA PLUIE : Un des chefs d'œuvre de la comédie musicale américaine.

Luxembourg (6^e) - Elysées Point Show (8^e).

ALEXANDRE NEWSKI : Allégorie historique : le prince russe Alexandre Newski, repousse les chevaliers teutoniques qui envahissent la Russie. Le génie d'Eisenstein au service du nationalisme stalinien.

Le Seine Studio (5^e).

LE SEPTIEME SCEAU : En Suède, au Moyen Age, la vie et la mort évoquées par Ingmar Bergman.

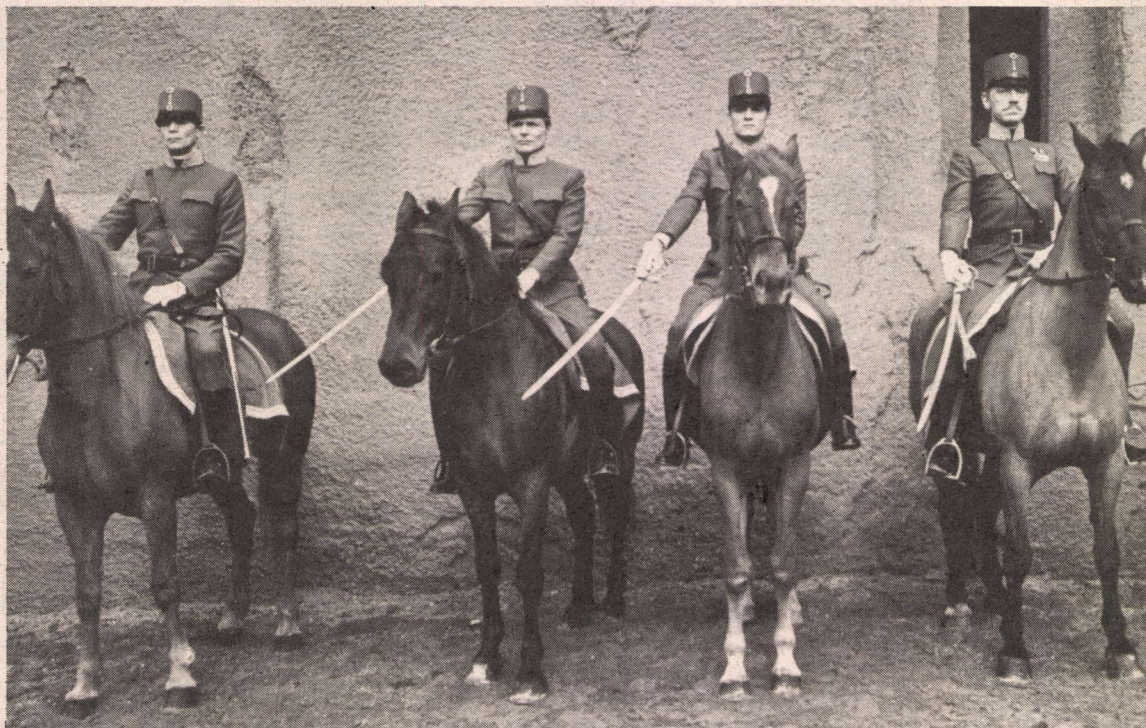
Cinéma Présent La Fillette (19^e).

PARFUM DE FEMME : Comédie dramatique sur le désespoir et la solitude d'un ancien officier italien devenu aveugle.

Bergère (9^e).

Le désert des Tartares

de ZURLINI



Drogo (Jacques Perrin), jeune officier ambitieux, reçoit pour première affectation une forteresse dominant, au bord du désert des Tartares, les ruines d'une ville depuis longtemps abandonnée. Dans le monde fermé du mess, la poignée d'officiers de cette forteresse perpétue de soir en soir les traditions maniaques de l'étiquette. A peine sent-on les rêves déçus ou l'hostilité voilée qui oppose officiers de souche noble et roturiers. Cet univers ne comble pas les désirs de carrière de Drogo. Pourtant, il va rester là des années, atteint d'un mal curieux; il est gagné par l'obses-

sion d'un officier plus ancien qui attend, contre toute logique, l'attaque d'un mystérieux ennemi, venant de ce désert des Tartares réputé infranchissable.

Mais la forteresse distille une autre étrange maladie, physique celle-là. Drogo y sombre petit à petit et lorsque l'ennemi, objet de toutes ses préoccupations, s'annonce enfin, trop faible, il doit être évacué.

Le film, on le voit, n'a rien d'une épopée glorieuse. Il ne s'y passe au contraire pas

grand-chose. Il procède par petites scènes, la plupart du temps très bien jouées par une pléiade de bons acteurs.

Les amateurs de films d'action n'y trouveront pas leur compte, car l'essentiel de son intérêt réside dans l'étude psychologique des personnages et la beauté des images.

Pierre LEMAIRE

Gaumont Rive gauche (6") - Hautefeuille (6") - Gaumont Champs-Élysées et Madeleine (8") - Nation (12") - Gaumont Sud (14") - Cambronne (15").



Un détachement de l'Armée de Libération Shan (SSA) en Birmanie.

L'héroïne du triangle d'or

de Catherine et Marianne LAMOUR

Au beau milieu de l'Asie du Sud-Est, à cheval sur la Birmanie et la Thaïlande, longeant sur 1 000 km la frontière chinoise, est située la région produisant la plus grande partie de l'héroïne vendue dans le monde. Cette région est appelée le Triangle d'Or. C'est elle que C. Lamour et son équipe ont entrepris de pénétrer pour nous livrer un riche documentaire.

Ce n'est pas une mince affaire car le trafic d'opium s'y fait sous la protection des mitraillettes, et la situation politique y est complexe. Le pays est tenu au Nord par des troupes contrôlées par le PC, et au Sud par des rebelles des tribus Shans en lutte contre

l'Etat birman qui, lui, se contente de recevoir une aide américaine pour soi-disant combattre le trafic d'opium dans une région où il n'a pas accès. Et enfin, le commerce d'héroïne est contrôlé par les derniers lambeaux de l'armée du Kuo-Min Tang, réfugiée là en 1949 après la victoire de Mao en Chine. Les quelques milliers de soldats du KMT, comme on les désigne encore dans la région, prennent prétexte de leur « lutte » contre le communisme pour que tout le monde ferme les yeux sur leur fructueux trafic.

Un bon documentaire à voir.

Gaston DEVAU

La Clef (5").

TELETELE

sélection

Samedi 5 février

ANTENNE 2 - 17 h 30 - Des animaux et des hommes : l'élevage des animaux à fourrure (chinchillas, visons, etc).
ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film-TV : Maigret, Lognon et les gangsters, de Jacques Rémy, avec Jean Richard. D'après le roman de Simenon *Maigret et l'inspecteur Malgracieux*.
FR 3 - 20 h 30 - Concert : Le vaisseau fantôme, de Richard Wagner. Enregistré à l'Opéra d'Etat bavarois.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Drôle de dessin : les femmes et le dessin. Un reportage sur la dessinatrice de bandes dessinées, Claire Bretecher.

Dimanche 6 février

TF 1 - 17 h 45 - Film : Winchester 73 d'Anthony Mann, avec James Stewart. Un très bon western.
TF 1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : d'Ishango au parc de la Garanda. Quatrième émission sur les parcs nationaux de l'Etat africain du Zaïre.

TF 1 - 20 h 30 - Film : Le mouton enragé de Michel Deville, avec J.L. Trintignant et R. Schneider. Les mésaventures d'un arriviste.

TF 1 - 22 h 25 - Corée du Sud : la guerre froide continue. Un film documentaire de Claude Smadja sur la Corée du Sud, son régime intérieur dictatorial et les « incidents de frontière » avec la Corée du Nord.

ANTENNE 2 - 22 h 30 - Document : Les gardiens de phare. La vie des gardiens du phare Ar Men, au large de l'île de Sein.

FR 3 - 22 h 30 - Film : Le faucon maltais, de John Huston, avec Humphrey Bogart, d'après un roman de Dashiell Hammett. Une bonne histoire policière.

Lundi 7 février

TF 1 - 20 h 30 - Film : Le grand alibi, d'Alfred Hitchcock, avec Marlene Dietrich. Film policier.

FR 3 - 20 h 30 - Film : Le pistonné, de Claude Berri, avec Guy Bedos. Comédie satirique dans laquelle Guy Bedos se retrouve sous l'uniforme d'un appelé de 1955.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - Alain Decaux raconte... la fin de Rommel, général hitlérien, qui se suicida en octobre 1944.

TF 1 - 22 h 15 - Fritz Lang : la carrière américaine. Reportage sur ce grand metteur en scène.

Mardi 8 février

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran proposent un débat sur l'Empire d'Autriche-Hongrie au 19^e siècle. Pour l'introduire, rien de mieux n'a été trouvé que le film *Sissi impératrice* de E. Marischka, avec Romy Schneider, dans lequel le règne de cet empereur autoritaire et conservateur qu'était François-Joseph est repeint en rose et baigne dans les frous-frous.

FR 3 - 20 h 30 - Film : Junior Bonner, de Sam Peckinpah, avec Steve Mac Queen. Un jeune Américain retourne dans son Arizona natal pour découvrir un pays bouleversé par les promoteurs immobiliers.

TF 1 - 22 h 20 - Concert : Quintette, de Franz Schubert, dans lequel le quatrième mouvement présente des variations sur la mélodie très connue de la truite.

Mercredi 9 février

TF 1 - 20 h 30 - L'ancre de miséricorde. Film TV d'après un roman de P. Mac Orlan, sur une musique d'Alan Stivell. L'histoire d'un enfant dans le Brest de 1777.

FR 3 - 20 h 30 - Film : Mariage à l'italienne, de V. de Sica, avec Sophia Loren et Mastroianni. Comédie.

TF 1 - 21 h 50 - L'expérience La Borde ou le droit à la folie, un reportage sur un asile psychiatrique, d'Igor Barrère, Pierre Desgraupes et Etienne Lalou.

Jeudi 10 février

FR 3 - 20 h 30 - Film : La mariée était en noir, de François Truffaut, avec Jeanne Moreau, Charles Denher, etc. Film policier.

TF 1 - 21 h 20 - L'événement : La réforme des collectivités locales et des municipalités. Une enquête et un débat entre Olivier Guichard, ministre de la Justice et RPR, et Robert Fabre, président des Radicaux de Gauche.

TF 1 - 22 h 25 - Jazz à Juan : Joe Pass et le J.A.P.T. Emission enregistrée au festival d'Antibes, de 1975.

Vendredi 11 février

FR 3 - 20 h 30 - Vendredi : La fatigue à l'école. Un débat entre médecins, élèves et parents d'élèves.

TF 1 - 21 h 15 - Concert : La coquette trompée, de Antoine Dauvergne. Il s'agit de l'un des premiers opéra-comiques français, créé en 1753.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Apostrophes : Ruse et pouvoir de l'argent. A cette émission de Bernard Pivot, participeront Edouard Chambost, auteur du *Guide des paradis fiscaux*, André Campana, auteur de *l'argent secret*, etc.

FR 3 - 21 h 30 - Voyages dans le cosmos : A travers la voie lactée, que nous présente et nous explique une équipe de scientifiques.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Film : Parade et rire, de W. Beaudine, pseudonyme de W.C. Fields. Comédie mordante, et chronique d'une petite troupe théâtrale.

Samedi 12 février

FR 3 - 20 h 30 - Film TV : L'envolée belle, de Jean Prat.

Dimanche 13 février

FR 3 - 16 h 55 - Voyages dans le cosmos.

Espagne

Après les attentats de l'extrême-droite, répression contre l'extrême-gauche

En une semaine de temps, c'est plusieurs centaines de militants d'extrême-gauche qui ont été interpellés en Espagne. Un certain nombre ont été relâchés, mais il y a aussi des incarcérations dont il est difficile de faire le bilan au moment où nous écrivons. Pratiquement toutes les organisations d'extrême-gauche ont été touchées, y compris les trois organisations maoïstes qui participent à la Coordination démocratique.

Quant à l'extrême-droite, pourtant la plus fortement soupçonnée par tout le monde — gouvernement espagnol compris — d'être à l'origine des dernières violences, elle n'a guère été touchée. Il est question de quelques arrestations, et surtout de l'expulsion de quelques extrémistes de droite étrangers.

Le gouvernement espagnol n'a pas eu de mal à se donner les moyens juridiques de cette répression en puisant dans l'arsenal des lois du franquisme. Par décret, il a supprimé la limitation de la durée de la garde à vue et a étendu le droit de perquisition.

Cela a donné le coup d'envoi à la police, qui s'est en-

suite livrée à une frénésie d'arrestations dans l'extrême-gauche. Cette vague a pris une telle ampleur que même les partis de l'opposition démocratique — près d'une semaine après, il est vrai — ont fini par protester.

Juiz Jimenez, du Parti Socialiste, s'est déclaré publiquement convaincu « que les formations d'extrême-gauche poursuivies n'ont rien à voir avec le terrorisme ». Le Parti Communiste l'a fait également se portant par là garant de l'extrême-gauche.

La gauche a effectivement bien des raisons de s'inquiéter pour elle-même devant l'ampleur de cette répression. Mais ses protestations ne modifient pas sa politique d'allégeance à Juan Carlos. Politique qui donne justement carte blanche au gouvernement pour réprimer, en apportant au gouvernement la caution de la gauche. En choisissant d'atteler son char à ceux qu'elle considère capables de l'associer au fonctionnement de la machine politique bourgeoise, l'opposition démocratique s'en fait volontairement prisonnière.

Le jour même des attentats



Policiers espagnols en action. (UPI)

contre les policiers, un communiqué commun, signé par des personnalités allant des libéraux de droite aux communistes, montrait que tous ces gens-là s'en remettaient entièrement à Juan Carlos pour la poursuite de la libéralisation et la lutte contre les extrémistes de droite. De la même façon qu'une semaine auparavant, dès les premiers attentats, en appelant au calme et au civisme, ils avaient préparé le terrain à l'interdiction des manifestations et aux mesures suivantes.

En se jetant dans les bras de Juan Carlos, la gauche

La libéralisation surveillée

La presse s'est faite l'écho d'une certaine grogne au sein de quelques secteurs de l'armée et, tout au long de cette semaine, on a vu Juan Carlos multiplier les gestes de bonne volonté en direction de l'armée : visite en uniforme à une division d'élite ou réception de nombreux officiers. Il ne faut sans doute pas s'étonner que des généraux franquistes se déclarent partisans d'un régime fort. Mais actuellement rien n'indique qu'il y ait une fraction décisive de l'armée espagnole désireuse de s'opposer à la politique menée par Juan Carlos.

Cette politique, qui consiste pour le gouvernement à effectuer lui-même une libéralisation par en haut du régime hérité de Franco, convient à la bourgeoisie espagnole et n'aurait pas été entreprise si celle-ci s'y était opposée. Quant à l'armée, jusqu'à présent, elle ne fait pas obstacle à l'évolution engagée.

Cependant le processus engagé par Juan Carlos n'est pas sans danger pour la bourgeoisie et pas si facile que cela à contrôler, car son déroulement ne dépend pas seulement du gouvernement, loin de là. Même si les partis de gauche, pour leur part, ont fait allégeance à Juan Carlos, sa politique peut susciter ou encourager, de la part de la classe ouvrière, des réactions que la bourgeoisie tient à éviter.

Et c'est bien à l'évaluation de ce risque que l'armée veille d'un œil particulièrement sourcilieux, car elle sait qu'il lui appartient d'être le dernier recours pour la défense de l'ordre bourgeois, s'il vient à être menacé. Juan Carlos lui aussi sait tout cela. Il est parfaitement clair pour lui que le début de réalisation des mesures de libéralisation qu'il a annoncées ne peut voir le jour que si l'armée est finalement d'accord avec lui pour estimer qu'il ne prend pas ainsi un risque majeur.

C'est bien parce que Juan Carlos a constamment besoin de cet accord de l'armée pour accomplir le moindre petit pas vers la transformation des institutions dans un sens parlementaire qu'il fait régulièrement un certain nombre de gestes en direction de l'armée. La sollicitude dont il a fait preuve vis-à-vis d'elle cette semaine encore ne fait que témoigner combien Juan Carlos a besoin du consensus de l'armée.

Il est d'autant plus criminel de la part de la gauche espagnole de propager des illusions sur la libéralisation préparée par Juan Carlos, que l'armée dont le soutien lui est indispensable est bel et bien, malgré des remaniements de détail, la même armée qui a servi de pilier à près de quarante ans de dictature franquiste.

Stephane LAROCHE

espagnole lui a donné le fouet avec lequel elle risque demain d'être fouettée elle-même.

Louis GUILBERT

ÉGYPTE

Vers un référendum pour entériner les lois répressives

C'est devant les caméras de la télévision égyptienne que Sadate vient de signer un acte comportant le renforcement des lois répressives.

La répression n'a pas attendu ce cadre légal renforcé pour s'exercer contre les militants de la gauche ou soupçonnés de l'être et, au-delà, contre tous ceux que le gouvernement accuse d'avoir participé aux émeutes de la faim du Caire et d'Alexandrie.

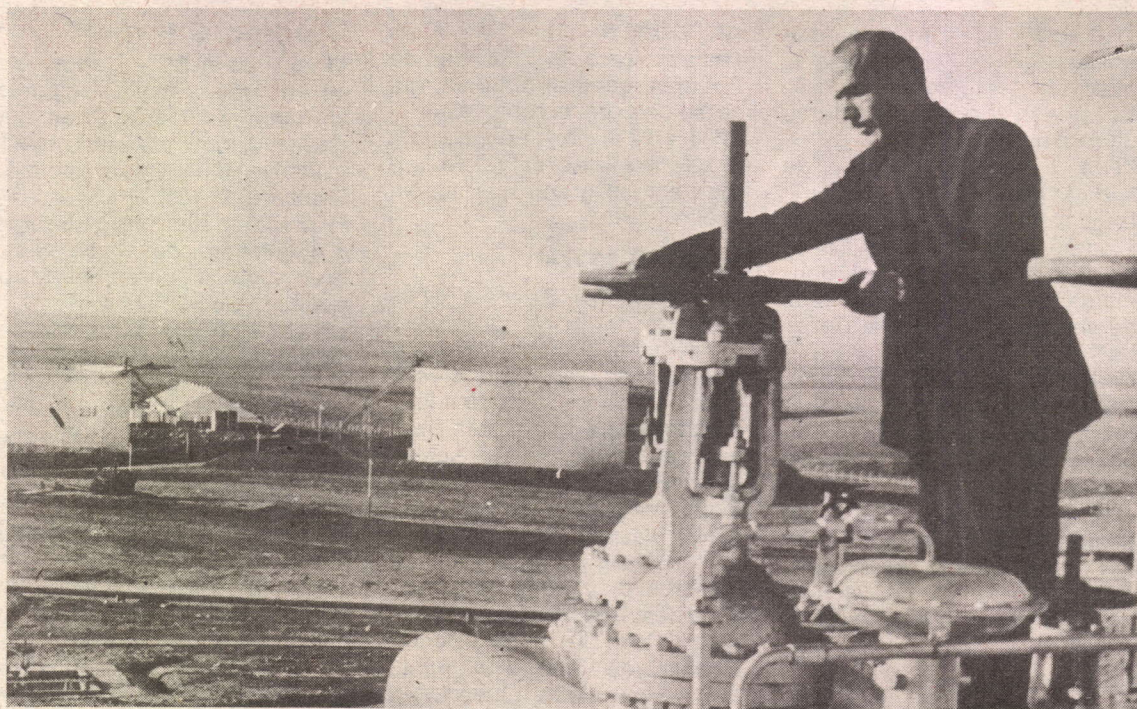
Mais, de toute évidence, le gouvernement égyptien tient à donner la plus grande publicité à sa volonté de ne tolérer aucune protestation. Pour tenter de faire la démonstration de son autorité sérieusement ébranlée lors des émeutes, pour accréditer l'idée que, face à une minorité de mécontents, il représente la majorité, Sadate envisage même d'organiser un référendum dans les plus brefs délais. Etant donné les conditions d'un tel référendum, il a toutes les chances d'obtenir un pourcentage respectable.

Reste à savoir si cela suffit pour désarmer ceux que la faim et la colère avaient, une fois déjà, poussés à la révolte...

L'OPEP sous les fourches caudines de l'impérialisme

La rupture qui était intervenue en décembre au sein de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole), au sujet du prix du pétrole brut, sera peut-être résorbée. On se souvient que l'Arabie Saoudite, principal producteur et en même temps porte-voix de l'impérialisme américain, s'était alors opposée aux onze autres pays producteurs qui voulaient procéder à une hausse de 10 % en janvier 1977, puis à une seconde de 5 % en juillet, afin de limiter la baisse du pouvoir d'achat de leurs revenus pétroliers du fait de l'inflation mondiale.

Finalement, les pays de l'OPEP qui s'étaient tout d'abord opposés à l'Arabie Saoudite, et à travers elle au diktat américain, semblent accepter de ne pas augmenter leurs prix de 5 % en juillet prochain, comme il était prévu. L'initiative revient au Qatar. L'Indonésie puis le Vénézuéla ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter l'uniformisation des prix du pétrole, et donc à renoncer aux hausses prévues, à condition cependant que, de leur côté, l'Arabie Saoudite et les Etats des Emirats Arabes augmentent à leur tour leurs prix qui étaient restés stationnaires, de façon à ce que le prix du pétrole soit le même par-



Par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, ce sont les USA qui contrôlent le robinet du pétrole.

tout, avec une hausse moyenne de 8 %. Malgré cette concession à laquelle l'Arabie Saoudite semble prête, c'est tout de même un recul des onze autres pays de l'OPEP. En décembre, l'OPEP a fait la preuve publique de sa fragilité. Aujourd'hui, elle fait la

preuve de sa soumission.

La puissance des pays de l'OPEP n'a pu faire illusion qu'au long des temps que leurs intérêts coïncidaient avec ceux des grandes compagnies pétrolières et de l'impérialisme américain, qui avaient été partisans d'une

augmentation substantielle du prix du pétrole. Aujourd'hui qu'il n'en est plus de même, ces pays producteurs, comme tous les pays sous-développés fournisseurs de matières premières, en sont réduits à subir les volontés de l'impérialisme.

Hélène DURY